



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

Université Abderrahmane Mira de Bejaïa

*Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de
gestion*

Département des sciences financières et comptabilité

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de master en sciences de gestion

Spécialité : finance et comptabilité

Option : comptabilité contrôle et audit

Thème :

Les travaux de fin d'exercice

Cas : Entreprise Portuaire de Bejaïa

Réalisé par :

OUBOUZID Amina

YESSAD Sara

Membre du jury

Présidente : Mme ZIANI Lila

Examinateur : Mr ABDELLI AISSA

Encadrant : Mr AIT BESSAI Abdennour

Promotion

2021/2022

Remerciement

Même si parfois les mots semblent fades à côté de la profondeur des sentiments, il faut pourtant les concrétiser, pour honorer tous ceux qui nous ont aidés à franchir ce pas vers l'avenir.

Nous voudrions tout d'abord exprimer toute notre joie d'être arrivé à ce stade de la vie, et d'avoir atteint tous nos objectifs jusqu'à maintenant.

C'est vrai il y a eu des hauts et des bas, Mais nous avons réussi, nous OUBOUZID Amina et YESSAD Sara à mélanger amitié et travail, On tient à remercier nos parents qui nous ont encouragées dans tous nos projets, nos familles qui ont cru en nous, nos amis avec qui nous avons partagé de très bons moments à l'université où on a su travailler et nous amuser en même temps, Nos enseignants qui ont fait de leur possible pour transmettre tous les informations nécessaires.

Nous voudrions tout particulièrement remercier notre encadreur Monsieur AIT BESSAI, pour sa présence tout au long de notre travail, qui nous a guidé et donné de précieux conseils pour réaliser un travail digne d'être exposé à vous chers juristes. Ainsi que Monsieur MADI qui nous a apporté l'aide essentielle et su nous transmettre les documents nécessaires pour accomplir notre travail.

Enfin nous exprimons toute notre gratitude et nos remerciements pour toute personne ayant contribué de près ou de loin au succès de notre mémoire de fin d'études.

Dédicace

Je dédie ce travail avec tout mon amour :

A mes chers parents qui ont toujours été à mes côtés dans les pires moments comme les meilleurs, à supporter mes caprices et mes sautes d'humeur, a m'encourager pour montrer le meilleur de moi-même et à faire tout ce qui est dans leur pouvoir pour que je réalise mes rêves; je vous remercie avec tout mon âme et cœur.

A mes deux (2) frères adoré Sidali et Mehdi que j'aime plus que tout au monde, pour leur soutien, respect et présence dans ma vie; ils vont faire partie de moi toute mon existence.

A mon fiancé qui a toujours cru en moi et en mes compétences, qui m'encourage à avancer pour une vie plus passionnante.

A chaque membre de ma famille que j'apprécie, à ma très chère Grand-mère et a mes incroyables tantes Zina et Dehbia qui on toujours été présente pour moi, j'ai beaucoup de chance de vous avoir.

A ma fabuleuse binôme et ma meilleure amie que j'aime tant, c'est une immense joie de partager mon travail et ma réussite avec toi, on a su travailler ensemble depuis le lycée, on a eu notre bac ensemble qui était le fruit de notre travail et nous voilà maintenant réalisant notre rêve de réussir nos études ensemble.

À tous mes amis et camarades avec qui j'ai pu passer de merveilleux moments.

Enfin à nos enseignants qui ont su nous donner le savoir.

OUBOUZID Amina

Dédicace

C'est avec joie et plaisir que je dédie cet événement marquant de ma vie à :

Mes chère parents que j'aime tant, pour l'amour qui m'ont donnée, pour leur éducatons, pour leur patience, pour leur soutient, leur encouragements qui m'ont permis de réaliser mes rêve et devenir celle que je suis maintenant.

A mes très chère frères et sœur Samir, Lydia, Adel et Mounir, qui m'ont toujours soutenu et qui sont toujours là pour moi.

A mon Grand père qui est mon modèle

A la mémoire de ma grand-mère que dieu l'accueil dans son vaste paradis.

A tous les membres de ma famille, avec qui j'ai partagé de merveilleux moments.

A ma chère binôme et meilleure amie Amina, que j'aime tant, avec qui j'ai vécu des instants inoubliable, c'est avec joie que je partage avec toi ce précieux travail qui nous mènera à la réussite.

A tous mes amis, avec qui je me suis amusée et avec qui j'ai passé de très bons moments.

A toutes les personnes qui m'aime. Et qui ont contribué de près ou de loin pour la réalisation de ce travail.

A nos enseignants qui nous ont transmis le savoir.

SARA

Liste des abréviations :

AAPA : American Association of Public Accountant

AICPA : American Institute of Certified Public Accountants

AMORT : Amortissement

ARA : Accounting Research Association

art : Article

BA : Base Amortissable

BSP : Bureau de Sûreté Portuaire

CAF : Capacité d'Auto Financement

cf : Conformément

CIDTA : Code des Impôts Directes et Taxes Assimilés

CNAN : Compagnie Nationale Algérienne de Navigation

CNC : Conseil National de la Comptabilité

DG : Direction Général

DGAO : Direction Générale Adjointe Opérationnelle

EPB : Entreprise Portuaire de Bejaia

EPE : Entreprise Publique Economique

FASB : Financial Accounting Standards Board

FIFO : First In First Out

IAS : International Accounting Standards

IASB : International Accounting Standards Board

IASC : International Accounting Standards Committee

IBS : Impôt sur Bénéfice des Société

ICAEW : Institute of Chartered Accountants in England and Wales

IFRS : International Financial Reporting Standards

IRG : Impôt sur le Revenu Globale

LFC : La loi de Finances complémentaire

LIFO : Last In Last Out

N : L'année en cour

N-1 : L'année précédente

ONP : Office National des Ports

PCG : Plan Comptable Général

PCN : Plan Comptable Algérien

PEPS : Premier Entré Premier Sortie

RRR : Rabais Remise Ristourne

SCF : Système Comptable Financier

SO.NA.MA : Société Nationale de Manutention

SOGEPORTS : Société de Gestion des Participations de l'Etat «Ports »

SPA : Société par Actions

TVA : Taxe sur Valeur Ajouté

TTC : Toute Taxe Comprise

US GAAP : United States Generally Accepted Accounting Principles

VA : Valeur Actuelle

VMP : Valeur Mobilière de Placement

VNC : Valeur Nette Comptable

VO : Valeur Original

VU : Valeur d'Usage

VV : Valeur Vénal

SOMMAIRE

Liste d'abréviation

Introduction générale p01

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité..... p05

Introduction.....p06

Section 01: Notions générales sur la comptabilitép06

Section 02 : La normalisation comptablep11

Section 03 : Présentation du système comptable financier(SCF)p15

Section 04 : Les états financiersp20

Conclusionp31

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice..... p32

Introduction.....p33

Section 01: Inventaire extra-comptablep33

Section 02 : Les amortissements et perte de valeur sur les immobilisationsp40

Section 03 : Les provisions et pertes de valeursp49

Section 04 : Les écritures de régularisations.....p65

Section 05 : Le passage du résultat comptable au résultat fiscalp73

Conclusionp80

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP p81

Introduction.....p82

Section 01 : Présentation de l'EPB.....p82

Section 02 : Déroulement de l'inventaire extracomptable au sein de l'EPBp89

| | |
|--|-------------|
| Section 03 : Régularisations de fin d'exercice au sein de l'EPB | p94 |
| Section 04 : Détermination du résultat fiscal et les états financiers | p99 |
| Conclusion | p109 |
| Conclusion générale..... | p110 |
| Bibliographie. | P113 |
| Liste des figures, des illustrations des tableaux et des annexes..... | p116 |
| Annexes. | |
| Table de matières. | |

Introduction générale

Introduction générale

Introduction générale :

La comptabilité représente un véritable système d'organisation de l'information financière qui occupe une place primordiale dans le système d'information générale des entreprises. Globalement, la comptabilité désigne une technique quantitative de traitement de l'information, qui implique déjà l'existence d'un processus de saisie, d'enregistrement, de classification et de synthèse de l'information.

Le traitement comptable des flux est une technique permettant de codifier et de conserver une trace des opérations réalisées par une entreprise dans le cadre de son activité durant un exercice comptable. Elle permet ainsi de produire des informations adaptées aux différents utilisateurs.

La comptabilité assure la synthétisation et classement des informations financières et l'enregistrement chronologique des opérations quotidiennes et les différents travaux de fin d'exercice afin de présenter des états financiers reflétant une image fidèle du patrimoine et la situation financière de l'entreprise.

A la fin de chaque exercice comptable, les entreprises réalisent un ensemble d'opération de vérification et des analyses des comptes pour voir s'il y a des lacunes afin de les corriger, ce qui leur permettra d'établir un état clair et de se rapprocher le plus de la réalité. Ces travaux d'inventaire consistent à régulariser et à ajuster les comptes afin de présenter une image fidèle du patrimoine de l'entreprise, en tenant compte des comptes sincères et réguliers grâce au respect de tous les principes comptables.

Les travaux de fin d'exercice sont nécessaires pour répondre aux exigences légales et réglementaires des entités soumises à la loi 07-11 du 25 novembre 2007 concernant la comptabilité financière portant Système de comptabilité financière (SCF) pour établir leurs états financiers. Cette loi stipule : « les actifs et les passifs des entités soumises à la présente loi doivent faire l'objet, au moins une fois par an, d'inventaires en quantité et en valeur sur la base d'examens physiques et de recensements de documents justificatifs. Ces inventaires doivent refléter la situation réelle de ces actifs et passifs ».

Les travaux de fin d'exercice consistent à procéder aux différentes opérations dites de clôture pour permettre l'arrêt de la comptabilité de l'exercice et l'établissement des tableaux

Introduction générale

de synthèses qui sont : bilan, compte résultat, tableau de variation de flux de trésorerie, tableau de variation des capitaux propres et les tableaux d'annexes.

Le débat sur les travaux de fin d'exercice comptable et les modalités d'élaboration des documents de synthèse est encore restreint. Il est donc pertinent et légitime d'élaborer un travail simple et nettement ciblé sur une observation concrète du sujet.

Ceci, nous a amenées à focaliser nos investigations sur les différents travaux comptables.

Dans notre thème, on s'intéresse plus particulièrement sur le déroulement d'inventaire physique et comptable mais aussi sur les différentes procédures de régularisation des comptes et l'élaboration des documents de synthèse au sein de l'entreprise portuaire Bejaia (EPB).

Dans ce contexte, nous avons soulevé une question principale concernant la problématique de notre recherche:

« Quelles sont les démarches et les mécanismes pour réaliser les travaux de fin d'exercice au sein de l'Entreprise Portuaire de Bejaia (EPB) ? »

Cette problématique comporte un ensemble de questions ou d'interrogations auxquelles il convient de répondre à travers le contenu de ce mémoire et qui sont les suivantes :

- Quel est le but de la comptabilité et à quelle règle obéit-elle ?
- Comment se déroule ces travaux de fin d'exercice ? Et quels sont ses objectifs ?
- Quels sont les ajustements à effectuer pour arriver à un résultat fiscal ?
- Comment se présente les différents états financiers ?

Dans le but de cerner le champ de recherche de notre étude et de répondre à ces questions, nous avons essayé de suggérer des hypothèses que nous tâcherons de confirmer ou d'infirmier par la suite :

Hypothèse n°1 : La comptabilité est utilisée par toute entreprise économique parce qu'elle permet de fournir un état continu et en temps réel de leur situation financière.

Hypothèse n°2 : Les travaux d'inventaire visent à rectifier et régulariser les comptes en fin d'année, en vue de transmettre aux dirigeants et aux partenaires de l'entreprise des

Introduction générale

informations fiables, en prenant en considération tous les principes comptables qui sont définis dans le Système Comptable Financier SCF.

Hypothèse n°3 : Le résultat fiscal est obtenu à partir du résultat net comptable en ajoutant des réintégrations et en soustrayant des déductions.

Hypothèse n°4 : Les états financiers sont des documents qui permettent de traduire de manière simplifiée la réalité des entités.

Il est donc évident que notre finalité est de mettre en avant ces hypothèses, et de répondre à notre problématique, pour cela nous avons mené une recherche bibliographique et documentaire (différents livres, thèses, mémoires, documents et internet).

Nous avons choisi ce sujet en raison de sa grande importance, ils représentent une phase cruciale dans l'activité comptable, toute entreprises confondue y ont recours car ils permettent de savoir où sont les points faibles afin de les rectifier pour donner une image fidèle.

Pour concrétiser ce travail de recherche, nous avons divisé notre étude en trois (03) chapitres :

Le premier chapitre : se portera sur les généralités de la comptabilité, des normes internationales, du système comptable financier (SCF) et des états financiers.

Le second chapitre : évoquera les différentes opérations effectuées au cours de ses travaux de clôture.

Quant au dernier chapitre il nous émergera en situation réelle, là où on découvrira le déroulement de ces opérations au sein de l'Entreprise portuaire de Bejaia, l'entreprise où nous avons effectué un stage pratique d'une durée d'un mois.

Chapitre I

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Introduction

Lorsque l'entreprise atteint un certain niveau d'activité, il faut synthétiser ces activités. La mémoire n'est pas infaillible : il est donc important de laisser une trace écrite de toute transaction pour pouvoir les consulter plus tard. La comptabilité est devenue, par le fait de l'histoire et pour des questions de pratique, une obligation légale.

Aujourd'hui, le système comptable est une composante d'un système d'information plus large qui englobe l'ensemble des moyens et procédures de saisie, de recherche et de traitement d'informations de quelque nature qu'elles soient, relatives aux activités stratégiques et/ou opérationnelles d'une entité.

Section 01: Notions générales sur la comptabilité

Piloter une entreprise, consiste à faire des choix, à prendre des décisions dans le but de réaliser des objectifs. L'objectif principal poursuivi par les entreprises est la réalisation d'un profit financier. La plus part des décisions sont des décisions courantes qui engagent l'entreprise sur le court terme. D'autres décisions sont des décisions stratégiques qui engagent l'entreprise sur le moyen terme et le long terme. L'ensemble de ces décisions constitue la gestion. Une gestion efficiente tient compte des contraintes économiques et juridiques propres à l'environnement de l'entreprise et s'appuie sur des outils d'aide à la décision. La comptabilité financière est un de ces outils.

1.1 Définition de la comptabilité

La comptabilité constitue une solution performante, dotée d'une très grande richesse fonctionnelle, tout en offrant à l'ensemble des collaborateurs une souplesse d'utilisation et une puissance de paramétrage importante. Elle intègre une comptabilité auxiliaire, analytique, budgétaire élaborée à une comptabilité opérationnelle qui assure la tenue multiple des comptes de liaison financière, le calcul des rémunérations, le traitement des intérêts, la gestion de trésorerie, l'automatisation des séances de règlements, l'édition de bilans comptables et de bilans par activités, etc.

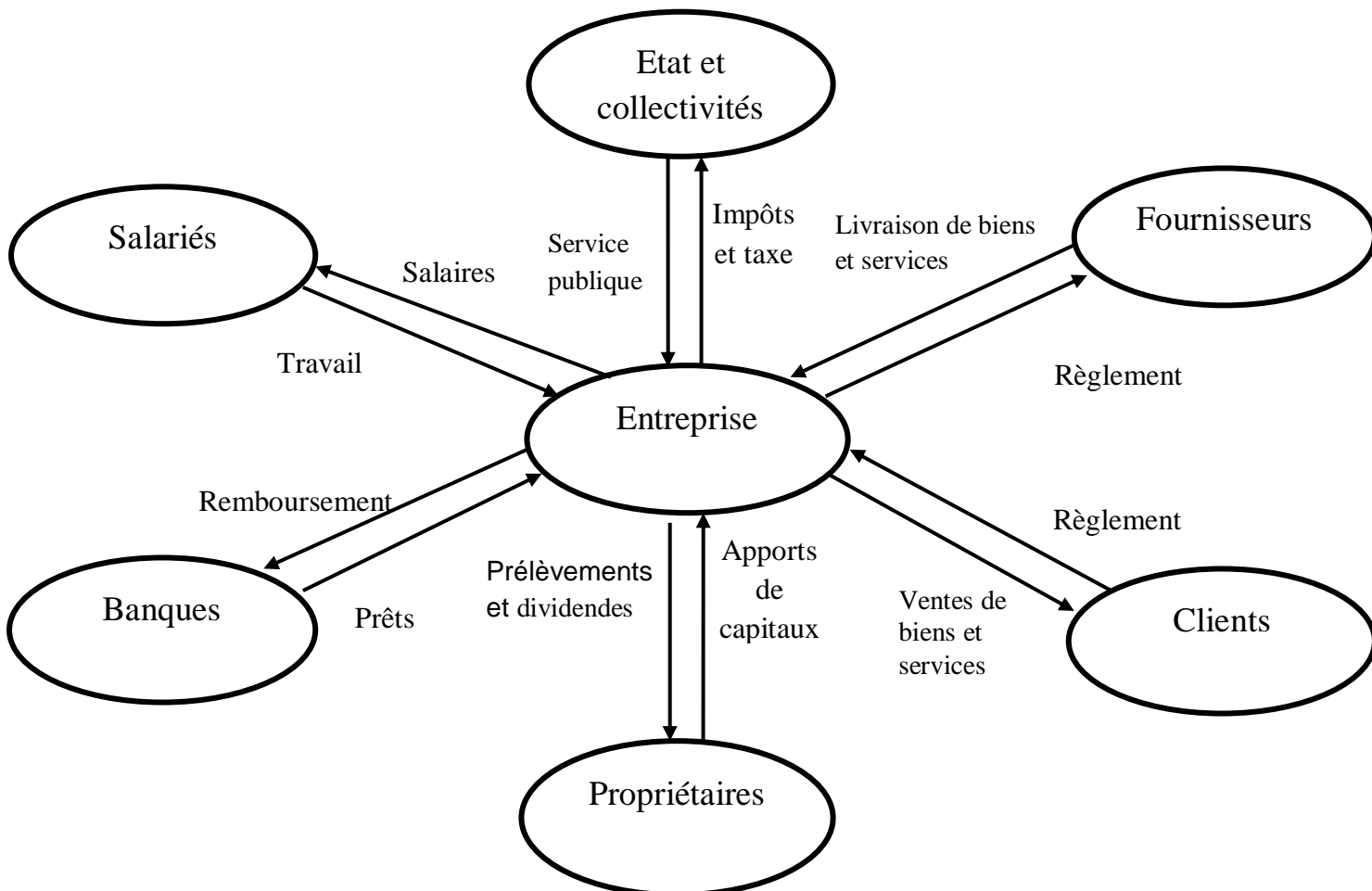
La comptabilité se fonde dans le système d'information de l'entreprise. Son architecture garantit la fiabilité des analyses et la disponibilité rapide des données synchronisées avec sa gestion opérationnelle.

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Ainsi, la comptabilité est un système d'organisation de l'information financière permettant de saisir, classer, enregistrer des données de base chiffrées et présenter des états reflétant, à leur date d'arrêt, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'une entité (entreprise, administration, association, etc.).

Les données de bases traitées en comptabilité ont pour origine un flux économique. Les flux économiques naissent des échanges entre l'entreprise et son environnement. Ces flux sont relativement nombreux, on distingue les flux réels (entrées et sorties de biens et services) et les flux monétaires (entrées et sorties d'argent).¹

Schéma n°01: La relation de l'entreprise avec les différents acteurs économique



Source : Réalisée par nos soins à partir des cours de comptabilité générale de première année licence (2017).

¹ Dr. Saidi Yahia, Dr. Berrehouma Abdelhamid “Journal of financial and accounting studies”, Centre University of El- Oued-Algeria, 2010 p113-114

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

1.2 Les objectifs de la comptabilité

La comptabilité a pour principal objectif d'informer les parties internes et parties externes sur la santé financière de l'entreprise. Elle va aussi aider les dirigeants voire les actionnaires à prendre des décisions au sein de la société.

Les différents états financiers produits par l'entreprise intéressent de nombreuses personnes à savoir :²

- **Les actionnaires, investisseurs, propriétaires de l'entreprise** : pour connaître la performance de l'entreprise afin de la comparer par rapport à ses principaux concurrents.
- **Les banquiers** : pour savoir si l'entreprise pourra rembourser ses différents emprunts ou si cette dernière présente différents risques, mais aussi avoir des renseignements sur son chiffre d'affaire, ses frais, et sa marge commerciale.
- **Les concurrents** : pour se situer par rapport à la société en question.
- **Les clients, fournisseurs** : pour savoir si l'entreprise est toujours fiable.
- **L'administration fiscale** : qui s'intéresse de près à la comptabilité de l'entreprise afin de calculer l'impôt sur une base correcte.
- **Le personnel de l'entreprise** : afin de savoir si leur présence dans l'entreprise a un avenir.

Les objectifs de la comptabilité répondent à trois types de besoins :

- L'aide à la prise de décision ;
- Le contrôle extérieur des dirigeants ;
- L'analyse de l'élément de l'entreprise.

1.3 Principes comptables fondamentaux

L'enregistrement correct et sans délai des opérations nécessite la mise en œuvre des principes comptables contenus dans l'article 6 de la loi 07-11 du 25/11/2007 et que nous rappelons sous forme synthétique.

² <https://comptabilite.ooreka.fr/> consulter le 10/05/2022 à 13h20

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Tableau n°01: Les principes comptables

| Postulat, principe ou convention | Définitions et champs d'application |
|--|---|
| Continuité de l'exploitation | Situation normale de l'entité selon laquelle elle est présumée n'avoir ni l'intention, ni la nécessité de mettre fin à ses activités ou de les réduire de façon importante dans un avenir prévisible. |
| Indépendance des exercices (séparation) | Le résultat de chaque exercice est indépendant de celui qui le précède et de celui qui le suit. Pour sa détermination, il convient donc de lui imputer les transactions et les événements qui lui sont propres et ceux-là seulement. |
| Permanence des méthodes (fixité) | D'un arrêté des comptes à l'autre, les méthodes comptables sont appliquées de manière identique à l'évaluation des éléments et à la présentation des informations pour assurer la cohérence et la comparabilité de ces informations au cours des périodes successives. Toute exception à ce principe ne peut être justifiée que par la recherche d'une meilleure information ou par un changement de la réglementation. |
| Prééminence de la substance sur la forme | Les transactions et autres événements sont comptabilisés et présentés dans les états financiers conformément à leur substance et à leur réalité économique et non pas seulement selon leur forme juridique. |
| Image fidèle (bonne information) | Objectif auquel satisfont, par leur nature et leurs qualités et dans le respect des règles comptables, les états financiers de l'entité qui sont en mesure de donner des informations pertinentes sur la situation financière et la performance et la variation de la situation financière de l'entité. |
| Coût historique (nominalisme) | Montant de trésorerie payé ou juste valeur de la contre partie donnée pour acquérir un actif, à la date de son acquisition ou de sa production. Montant des produits reçus en échange de l'obligation ou montant de trésorerie que l'on s'attend à verser pour éteindre le passif dans le cours normal de l'activité. |
| Prudence | Prise en compte d'un degré raisonnable de précaution dans l'exercice des jugements nécessaires pour préparer les estimations dans des conditions d'incertitudes, de sorte que les actifs ou les produits ne soient pas surévalués et que les passifs et les charges ne soient pas sous-évalués. |

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

| | |
|---|--|
| Importance significative (ou de matérialité relative) | Une information est significative si le fait de ne pas l'indiquer peut avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers. |
| Non-compensation | La compensation entre éléments d'actif et éléments de passif au bilan ou entre éléments de charges et éléments de produits dans le compte de résultat, n'est pas autorisée, sauf dans les cas où elle est imposée ou autorisée par le Système Comptable Financier. |
| Intangibilité du bilan d'ouverture | Le bilan d'ouverture (au 01/01/N), doit refléter impérativement les données du bilan de clôture (N – 1), tel qu'il a été arrêté, certifié, approuvé et publié. Toute modification résultant des corrections d'erreurs fondamentales ou d'estimation, de changement de méthodes ou de réglementation comptables, devra impacter les capitaux propres, avec mention en annexe. |
| Neutralité | L'information comptable doit être neutre ; elle ne doit pas faire l'objet de parti pris ou aboutir à des données tendancieuses et des résultats prédéterminés. |
| Régularité | Conformité aux lois, règles et procédures en vigueur. |
| Intelligibilité (ou clarté) | Qualité d'une information lorsqu'elle est facilement compréhensible par tout utilisateur ayant une connaissance raisonnable des affaires et des activités économiques et de la comptabilité et ayant la volonté d'étudier l'information d'une façon raisonnablement diligente. |

Source : A. HATTAB « Plan comptable normalisé selon SCF », Algérie, 2014, P 4-5

1.5 Les approches de la comptabilité :

La gestion comptable peut être envisagée sous trois angles différents selon l'utilisation des informations que l'on mobilise :

Tableau n°02 : Les approches de la comptabilité

| | |
|--|--|
| Approche financière de l'entreprise | <ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise est comme un lien de création de richesse. - L'activité de conduire l'entreprise à augmenter sa richesse nette, par l'accroissement de ses actifs et la maîtrise de ses passifs. - Approche qui permet d'appréhender la performance financière de l'entreprise. |
|--|--|

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

| | |
|---|---|
| Approche patrimoniale de l'entreprise | <ul style="list-style-type: none">- L'entreprise est évaluée à travers l'analyse juridique de son patrimoine, c'est-à-dire un ensemble des droits (actifs de l'entreprise), et un ensemble des obligations (passifs de l'entreprise).- La comptabilité traduit l'état des créances (droits de l'entreprise à l'égard des tiers) et des dettes (obligations de l'entreprise). |
| Approche organisationnel de l'entreprise | <ul style="list-style-type: none">- L'entreprise est analysée à travers des processus caractéristiques de l'entreprise.- Les activités rattachées permettent à l'entreprise de travailler sur les chaînes de valeur et sur la cohérence des diverses opérations entre elles. |

Source : Eric DUMALANEDE, « comptabilité générale conforme au SCF et aux normes IAS/IFRS », édition Berti, Alger, 2009, P9.

Section 02 : La normalisation comptable

La normalisation comptable est un ensemble de règles qui visent à codifier le langage comptable, afin de partager un langage commun entre les utilisateurs et les différents pays, elle permet de comparer les différents états financiers en toute transparence et d'aider à une meilleure compréhension des comptes.

2.1 Genèse des normes comptables

Un des principaux faits qui ont marqué l'époque contemporaine dans le domaine de la comptabilité est, sans aucun doute, la normalisation comptable.

A la différence de l'harmonisation comptable qui désigne la réduction des différences entre les réglementations comptables nationales, la normalisation comptable est le terme consacré en comptabilité internationale pour désigner l'uniformisation des règles comptables et l'application de normes identiques. On peut cependant considérer que l'harmonisation comptable est une forme atténuée de la normalisation et une première étape vers celle-ci.

C'est dans la première partie du XX^{ème} siècle que la comptabilité a commencé à se normaliser. Aux Etats-Unis, en 1909, le Conseil de l'« *American Association of Public Accountant* » AAPA, (ancêtre de l'AICPA) représentant de la profession comptable, alors composée en grande partie par des immigrants britanniques (dont Arthur YOUNG, qui fonda en 1906 à Chicago le Cabinet Arthur YOUNG, devenu depuis 1989 Ernst and Young), avait

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

mis en place un comité appelé « *Special Committee on Accounting* » chargé de définir les termes utilisés en comptabilité et en audit. Dirigé par Seymour WALTON, ce comité travailla plusieurs années et présenta aux assemblées annuelles de 1909, 1911 et 1913 plusieurs séries de définitions.

En Europe continentale, en 1911, Johan Friedrich SHÄR publie à Berlin un opuscule de comptabilité à l'usage des ingénieurs et autres techniciens « *Buchhaltung und Bilanz* » dans lequel il propose un projet de plan comptable. Le plan de SHÄR a inspiré celui d'Hector BLAIRON, qui va connaître dans les années 1920 un grand succès en Belgique, et celui d'Eugen Schmalenbach, dont la première édition parut en Allemagne en 1927. Le plan de Schmalenbach a servi de base aux auteurs du plan comptable français.

En Grande Bretagne, en 1935, à l'initiative de plusieurs membres de la London School of Economics et de quelques praticiens, fut créé l'ARA « *Accounting Research Association* ». En 1942, l'ICAEW « *Institute of Chartered Accountants in England and Wales* » créa un « *Taxation and Financial Relations Committee* » qui présenta un ensemble de projets de normes (guidances) qui furent soumis au conseil de l'institut.

Ainsi, dans la période qui encadre la seconde guerre mondiale, deux modèles comptables se sont développés : un modèle anglo-saxon s'appuyant sur un ensemble de normes élaborées par des professionnels, notamment aux Etats-Unis et en Grande Bretagne, et un modèle continental s'appuyant sur des plans comptables édictés par les pouvoirs publics. La France par exemple, a été promoteur dans ce domaine, en créant par le décret 46-619 du 4 avril 1946 la commission de normalisation des comptabilités et en approuvant par l'arrêté du 18 septembre 1947 le plan comptable général.

D'un point de vue historique, on observe des cycles dans la normalisation comptable qui se succèdent ainsi :

- Situation d'équilibre;
- Faillite d'une grande entreprise ou autre scandale financier ;
- Fiabilité des règles comptables et du système de normalisation contesté ;
- Changement du système de normalisation (parfois seulement en apparence) ;

Aux Etats-Unis par exemple, la loi Sarbanes-Oxley du 30 juillet 2002, a été la réponse aux scandales financiers qui ont secoués les Etats-Unis (les affaires Enron, Worldcom et

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

autres). Cette loi accentue le contrôle des activités des auditeurs et la responsabilité des chefs d'entreprises, sans remettre en cause les fondements des US GAAP.

La normalisation présente également de l'utilité pour les autres utilisateurs externes de la comptabilité dans la mesure où elle garantit le respect d'un certain nombre de règles, ne serait-ce que de vocabulaire (pour que la comptabilité soit un langage commun), et où elle facilite les comparaisons dans le temps (normalisation temporelle) et d'une entreprise à l'autre (normalisation spatiale).

La normalisation présente d'ailleurs le même intérêt pour les responsables d'entreprises que pour les utilisateurs externes ; elle leur permet de procéder plus systématiquement aux diverses analyses de gestion auxquelles ils doivent se livrer pour prendre leurs décisions.

Aujourd'hui, dans la plupart des pays, les comptabilités des entreprises sont normalisées : ce qui signifie qu'elles s'appuient sur une terminologie et des règles communes, et produisent des documents de synthèse dont le contenu et la présentation sont identiques d'une entreprise à l'autre.

Mais si les procédures de normalisation comptable existent partout, elles sont différentes d'un pays à l'autre. Dans certains pays, et notamment dans les pays européens, la comptabilité fait l'objet d'une réglementation des pouvoirs publics. En France par exemple, les normes comptables sont fixées par le code de commerce et par des règlements du Comité de la réglementation Comptable, homologués par arrêtés ministériels. Dans d'autres pays, à l'opposé, et notamment dans les pays anglo-saxons, des normes comptables ponctuelles, s'appliquant à chacun des principaux problèmes pris isolément, sont élaborées par les professionnels de la comptabilité.

Cette diversité de procédures fait que les états financiers de différents pays demeuraient et demeurent difficilement comparables. Autrement dit, une normalisation comptable au seul niveau national est insuffisante pour supprimer ou du moins réduire les différences entre pays.

Aussi, en juin 1973, a été signée à Londres par les représentants des principales organisations comptables de 10 pays, la charte de création d'un organisme international, le Comité des normes comptables internationales (IASC) devenu IASB depuis 2002, ayant pour objet de mettre en forme des standards comptables de base, qui seraient acceptés dans le monde entier.

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Mais, bien qu'elles soient fortement inspirées par les règles comptables anglo-saxonnes, les normes de l'IASB (les normes IAS/IFRS) diffèrent par exemple, des normes britanniques et surtout des normes américaines du FASB (les US GAAP).

Ces différences vont être supprimées. En effet, l'IASB et le FASB se sont engagés en octobre 2002, à faire converger leurs normes et à coordonner leurs programmes techniques (Accords de Norwalk, Connecticut, Etats-Unis). Ces accords constituent une nouvelle étape cruciale dans l'histoire de la normalisation comptable qui permettra peut être, à moyen terme, d'uniformiser tous les systèmes comptables nationaux. Les normes comptables de l'IASB sont donc réellement internationales et constituent en ce moment une référence au plan mondial. Il faut reconnaître cependant que le monde anglo-saxon (les règles comptables américaines et britanniques) influe beaucoup sur les travaux de l'IASB.

2.2 Les objectifs de la normalisation comptable

Les objectifs du comité des normes internationales, formalisées dans la constitution de l'IASB (approuvée en mai 2000 et révisée en mars 2002, juin 2005, janvier et octobre 2007), sont les suivants :³

- Améliorer les méthodes de tenue comptable en vue d'améliorer l'image fidèle et réaliste apportée par les états financiers ;
- Apporter une meilleure compréhension des comptabilités et de leur contrôle ;
- Permettre la comparaison des informations comptables dans le temps et l'espace ;
- Faciliter la consolidation des comptes ;
- Élaborer des statistiques ;
- Développer dans l'intérêt public, un ensemble unique de normes comptables de haute qualité, compréhensible et applicable en pratique, requérant une information de haute qualité, transparente et comparable dans les états financiers afin d'aider les acteurs des marchés de capitaux mondiaux dans la prise des décisions économiques ;
- Promouvoir l'usage et l'application rigoureuse de ces normes ;
- Contribuer à la convergence des normes comptables nationales et des normes comptables internationales vers des solutions de haute qualité ;

³ OBERT Robert, « Pratiques des normes IFRS : comparaison avec les règles françaises et les US GAAP », édition DUNOD, Paris 2006, P08

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

- Améliorer la transparence et la comparabilité des états financiers élaborés par les sociétés cotées ;
- Permettre la comparaison des entreprises de différents pays ;
- Faciliter la cotation boursière des entreprises sur les places du monde entier ;
- Obtenir et restaurer la confiance des investisseurs ;
- Offrir un référentiel comptable aux pays qui en sont dépourvus.

L'objectif de la normalisation est donc de mettre en place un langage comptable unifié dans un cadre plus large d'unification des marchés de capitaux, derrière la modification des systèmes comptables propres à chaque pays, l'enjeu principal est l'apparition d'un langage financier mondial applicable aux états financiers de toutes les entreprises.

Section 03 : Présentation du système comptable financier(SCF)

L'Algérie a élaboré un nouveau système comptable appelé Système Comptable Financier (SCF) mis en œuvre à partir de 2010. Le SCF remplace le Plan Comptable National (PCN) de 1975. Le SCF comprend un cadre conceptuel explicite inspiré du référentiel comptable international de l'IASB, et un plan comptable d'inspiration française.

3.1 La mise en place du SCF

Le nouveau référentiel comptable introduit des changements très importants au niveau des définitions, des concepts, des règles d'évaluation et de comptabilisation ainsi que dans la nature et le contenu des états financiers que devront produire les entités soumises à la tenue d'une comptabilité financière.

L'économie nationale a évolué au fil des années et le PCN ne répond plus à cette évolution. Une décision relative à la réforme de système comptable algérien était prévue en 1996, afin de mettre à jour le plan comptable national par rapport aux changements de l'environnement économique ; Cette mission a été confiée au Conseil National de la Comptabilité (CNC). Dans ce contexte, le CNC a décidé de mettre en place un nouveau système comptable financier (SCF). De ce fait, un projet de ce système a été élaboré en 2001 conformément aux normes IAS/IFRS, dans le cadre d'un programme financé par la banque mondiale. Le SCF est formé de son cadre conceptuel, les normes comptables et la nomenclature des comptes.

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

3.2 Cadre conceptuel du SCF

Selon l'article 6 de la loi no 07-11 « Le système comptable financier comporte un cadre conceptuel de la comptabilité financière, des normes comptables et une nomenclature des comptes permettant l'établissement des états financiers sur la base des principes comptables généralement reconnus et notamment : la comptabilité d'engagement, continuité d'exploitation, Intangibilité, Pertinence, Fiabilité, Comparabilité, Cout historique, et prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique ».

Selon l'article 7 de la loi no 7-11 « Le cadre conceptuel de la comptabilité financière constitue un guide pour l'élaboration des normes comptables, leurs interprétations et la sélection de la méthode comptable approprié lorsque certaines transactions et autres évènements ne sont pas traités par une norme ou une interprétation ».⁴

Le cadre conceptuel définit :

- Le champ d'application ;
- Les principes et conventions comptables ;
- Les actifs, les passifs, les capitaux propres, les produits et les charges ;
- Le cadre conceptuel de la comptabilité financière est défini par voie réglementaire.

3.3 Les principes et conventions utilisés par le SCF

Le SCF énonce deux hypothèses sous-jacentes à la préparation des états financiers et utilise les principes comptables fondamentaux : ⁵

3.3.1 Méthodes comptables, comptabilité et états financiers

Les méthodes comptables sont traduites par : Les bases, conventions, règles et pratiques spécifiques appliquées par une entité pour établir et présenter ses états financiers. Elles sont appliquées de façon permanente d'un exercice à un autre.

Les normes comptables définies par le présent règlement résultent d'un cadre cohérent et acceptable de principes fondamentaux. Ce cadre conceptuel :

- Introduit les concepts qui sont à la base de la préparation et de la présentation des états financiers : conventions et principes comptables à respecter et caractéristiques qualitatives de l'information financière,

⁴ Journal officiel N°27 du 28 Mai 2012 et N°74 du 25 Novembre 2007.

⁵ Journal officiel N°74 du 25 Novembre 2007 portant système comptable financier.

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

- Constitue une référence pour l'établissement de nouvelles normes,
- Facilite l'interprétation des normes comptable et l'appréhension d'opérations ou d'événements non explicitement prévus par la réglementation comptable.
- La comptabilité est un système d'organisation de l'information financière permettant de saisir, classer, évaluer, enregistrer des données de base chiffrées, et présenter des états reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité à la date de clôture.

La comptabilité permet d'effectuer des comparaisons périodiques et d'apprécier l'évolution de l'entité dans une perspective de continuité d'activité.

La comptabilité de chaque entité : ⁶

- Respecte une terminologie et des principes directeurs communs à l'ensemble des entités;
- Met en œuvre des conventions, des méthodes et des procédures normalisées ;
- S'appuie sur une organisation répondant aux exigences de tenue, de contrôle, de collecte et de communication des informations à traiter.

L'objectif des états financiers est de fournir des informations utiles sur la situation financière (bilan), la performance (compte de résultat) et les variations de la situation financière (tableau des flux de trésorerie) d'une entité afin de répondre aux besoins de l'ensemble des utilisateurs de ces informations.

Les états financiers permettent de garantir la transparence de l'entité à travers une information complète et de fournir une présentation fidèle de l'information utile pour les besoins de la prise de décision.

Les états financiers constituent le principal moyen de communication de l'information financière aux différents utilisateurs, internes et externes à l'entreprise :

- Les dirigeants, les organes d'administration et de contrôle et les différentes structures internes de l'entreprise ;
- Les fournisseurs de capitaux (propriétaire, actionnaires, banques et autres bailleurs de fonds);

⁶ Collectif EPBI, Système Comptable Financier, page 11.

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

- L'Administration et autres institutions dotées de pouvoirs de réglementation et de contrôle (autorités fiscales, statistiques nationales et autres organismes ayant un pouvoir de planification, de réglementation et de contrôle) ;
- Les autres partenaires de l'entité tels que les assureurs, les salariés, les fournisseurs ou les clients ;
- Les autres groupes d'intérêt, y compris le public de façon général.

3.3.2 Les hypothèses sous-jacentes à la préparation des états financiers

Le cadre conceptuel précise que les états financiers sont préparés sur la base d'une comptabilité d'engagement, il précise aussi que les états sont préparés selon l'hypothèse suivant laquelle l'entité est en situation de continuité d'exploitation.⁷

- **Comptabilité d'exercice (ou comptabilité d'engagement - comptabilité des droits constatés)**

La comptabilité d'engagement est une méthode d'enregistrement comptable par laquelle les recettes et les dépenses sont comptabilisées lorsqu'elles sont acquises (recettes) ou engagées (dettes) même si elles se rapportent à des opérations qui ne se sont pas dénouées sur le plan financier (payées). Elle s'oppose à la comptabilité de trésorerie, méthode dans laquelle les opérations ne sont comptabilisées que lorsqu'elles ont généré un flux financier, c'est-à-dire lorsqu'elles ont été encaissées ou payées.

- **Continuité d'exploitation**

La continuité de l'exploitation est un principe fondamental en comptabilité et une norme comptable internationale. Le principe de continuité d'exploitation implique que les amortissements continuent de manière habituelle et sur le long terme. Les actifs sont évalués à leur valeur d'usage et non leur éventuelle valeur liquidative. Les provisions sont comptabilisées normalement et les reports de produits et de charges sont établis dans les conditions normales.

3.4 La nomenclature et le fonctionnement des comptes du SCF

Le SCF précise qu'il existe une nomenclature de compte obligatoire qui peut aider à l'adoption d'une information financière conforme aux normes internationales.

⁷ OBERT Robert, « Pratiques des normes IFRS : comparaison avec les règles françaises et les US GAAP », édition DUNOD, Paris 2006, P56.

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

3.4.1 Principes du plan des comptes

Chaque entité établie au moins un plan de compte adapté à la structure, son activité, et ses besoins en informatique de gestion. Le compte est la plus petite unité retenue pour le classement et l'enregistrement des mouvements comptables.

Les comptes sont regroupés en catégorie homogènes appelées classe. Il existe deux catégories de classe de comptes :

- Des classes de comptes de situation ;
- Des classes de comptes de gestion.

Chaque classe est subdivisée en comptes qui sont identifiés par des numéros à deux chiffres ou plus, dans le cadre d'une codification décimale.⁸

3.4.2 Le cadre obligatoire des comptes

Il constitue un résumé du plan de comptes, présentant pour chaque classe à la liste des comptes à deux chiffres. Constitue le cadre comptable dont l'application est obligatoire pour toutes les entités quelle que soit leur taille et quelle que soit leur activité sauf dispositions spécifiques les concernant. A l'intérieur de ce cadre, les entités ont la possibilité d'ouvrir toutes les subdivisions nécessaires pour répondre à leurs besoins. Une nomenclature de comptes à trois chiffres ou plus correspondent à une ventilation des charges par nature est également proposée.

Les opérations relatives au bilan sont réparties en cinq classes des comptes qualifiées de comptes de bilan.

Voici ci-dessous un aperçu sur le cadre comptable des comptes du bilan :

- Classe 1 : Comptes de capitaux ;
- Classe 2 : Comptes d'immobilisations ;
- Classe 3 : Comptes de stocks et en-cours ;
- Classe 4 : Comptes de tiers ;
- Classe 5 : Comptes financiers.

⁸ Article 311-1 du journal officiel N°19 du 25 Mars 2009.

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Les opérations relatives au compte de résultat sont réparties en deux classes des comptes qualifiées des comptes de gestion. Le cadre comptable de ces comptes de gestion est le suivant :

- Classe 6 : Comptes de charges ;
- Classe 7 : Comptes de produits.

Les classes 0, 8 et 9 non utilisées au niveau du cadre comptable peuvent être utilisés librement par les entités pour le suivi de leur comptabilité de gestion, de leurs engagements financiers hors bilan, ou d'éventuels comptes spéciaux qui n'auraient pas leur place dans les comptes de classes 1 à 7.

Le plan de comptes de l'entreprise donne la nomenclature des comptes à utiliser, définit leur contenu et précise les règles particulières de fonctionnement par référence à la nomenclature et aux règles générales de fonctionnement présentées dans la norme générale.

Section 04 : Les états financiers

Les états financiers sont définis comme un ensemble de documents, préparés au moins une fois par an, qui a pour objectif de présenter de manière fidèle la situation financière de l'entité, ses performances, l'évolution de ses capitaux propres et la situation de sa trésorerie.

Les états financiers comprennent :

- **Un bilan** : qui donne la situation financière à la fin des exercices N et N-1,
- **un compte de résultat** : qui mesure la performance réalisée à la fin des exercices N et N-1,
- **un état de variation des capitaux propres** : qui analyse les mouvements ayant affecté les rubriques constituant les capitaux propres au cours de l'exercice N et l'exercice N-1,
- **un tableau des flux de trésorerie** : qui récapitule les mouvements de trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période N et N-1,
- **une annexe** : qui comporte des informations comparatives sous forme narrative, descriptive et chiffrée tout en précisant les règles et méthodes comptables utilisées et fournissant des compléments d'information aux autres états financiers.

Les états financiers doivent être établis en monnaie nationale et fournir des informations permettant d'effectuer les comparaisons avec l'exercice précédent.

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Les modèles d'états financiers prévus par le Système Comptable Financier et leur contenu sont donnés ci-dessous ; ils constituent des modèles de base comportant les informations minimales à produire mais qui doivent être adaptés à chaque entité afin de fournir des informations financières répondant aux besoins des utilisateurs en conformité à la législation et à la réglementation en vigueur.⁹

Ces états financiers sont établis par toute personne physique ou morale astreinte à la tenue d'une comptabilité financière, et notamment ¹⁰ :

- les sociétés soumises aux dispositions du code de commerce ;
- les coopératives (agricoles, immobilières, etc.) ;
- les personnes physiques ou morales produisant des biens ou des services marchands ou non marchands (associations à but non lucratif) dans la mesure où elles exercent des activités économiques qui se fondent sur des actes répétitifs ;
- et toutes autres personnes physiques ou morales qui y sont assujetties par voie légale ou réglementaire.

Sont par contre exclues du champ d'application du Système Comptable Financier les personnes morales soumises aux règles de la comptabilité publique.

Les petites entités sont autorisées à tenir une comptabilité simplifiée dite de trésorerie, si elles répondent aux critères de chiffre d'affaires et d'effectif par type d'activité (commerce, production, artisanat et prestations de services) fixées par l'arrêté du 26 juillet 2008 du Ministre chargé des finances. Elles établissent, dans ce cas, annuellement, les états suivants:

- une situation en fin d'exercice,
- un compte de résultat de l'exercice,
- un état de variation de la trésorerie au cours de l'exercice.

Les états financiers sont établis sous la responsabilité des dirigeants sociaux (conseil d'administration ou autre organe de direction) et arrêtés dans un délai maximum de quatre

⁹ Conseil National de comptabilité, « Manuel de comptabilité financière : conforme à la loi 07-11 du 25 novembre 2007 portant système comptable financier (SCF) », édition ENAG édition, Réghaïa, 2013, p 9/10

¹⁰ Article 4 de la loi 07-11

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

mois suivant la date de clôture de l'exercice ¹¹ et émis dans un délai de six mois suivant la date de clôture de l'exercice¹².

Il faut souligner aussi que le Système Comptable Financier introduit un changement profond de la vision de l'entreprise et impacte l'ensemble de son système d'information. Sa maîtrise ne peut être assurée que par l'implication de toutes les fonctions : direction générale, structures internes d'inspection et de contrôle, directions opérationnelles, direction financière et autres structures telles que celles chargées du patrimoine, des ressources humaines, qui doivent s'adapter aux nouvelles méthodes de travail.

Les états financiers sont préparés sur la base d'hypothèses de base, de principes et de conventions comptables. L'information qu'ils présentent doit posséder certaines caractéristiques qualitatives pour qu'elle soit utile à la prise de décision¹³.

4.1 Le bilan

Le bilan représente la situation financière de l'entreprise à une date donnée. Il récapitule les éléments actifs, les éléments passifs et les capitaux propres. Le bilan s'établit à partir des soldes des comptes d'actif et des comptes de passif de la balance après inventaire.¹⁴

La structure simplifiée du bilan par rubriques, présentée en tableau, est la suivante :

¹¹ Article 27 de la loi 07-11

¹² Cf. § 210.3 de l'arrêté du 26/07/2008

¹³ Karim DJOUDI Ministre des finances, « Manuel de comptabilité financière », ENAG édition, Réghaïa, 2013

¹⁴ Béatrice et Francis Grandguillot, « Introduction à la comptabilité 6^{ème} édition », édition lextenso, Espagne 2015/2016, p190

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Tableau n°03 : Bilan actif

| Actif | Note | N Brut | N Amort/PDV | N Net | N-1 Net |
|---|------|-----------|----------------|----------|------------|
| ACTIFS NON COURANTS | | - | - | - | - |
| Ecart d'acquisition | | - | - | - | - |
| Immobilisations incorporelles | | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | | - | - | - | - |
| Terrains | | - | - | - | - |
| Bâtiments Installations, machines et outillage | | - | - | - | - |
| Matériel de transport | | - | - | - | - |
| Autres immobilisations corporelle | | - | - | - | - |
| Immobilisations en concession | | - | - | - | - |
| Immobilisations en cours | | - | - | - | - |
| Immobilisations financières | | - | - | - | - |
| Titres des filiales | | - | - | - | - |
| Titres mis en équivalence (1)/Entreprises associées | | - | - | - | - |
| Autres participations et créances rattachées | | - | - | - | - |
| Autres titres immobilisés Prêts et autres actifs financiers non courants | | - | - | - | - |
| Impôt différé actif | | - | - | - | - |
| TOTAL ACTIFS NON COURANTS | - | - | - | - | - |
| ACTIFS COURANTS | | - | - | - | - |
| Stocks et encours | | - | - | - | - |
| Marchandises, Matières et fournitures Produits Finis et encours | | - | - | - | - |
| Autres stocks | | - | - | - | - |
| Créances et emplois assimilés | | - | - | - | - |
| Clients | | - | - | - | - |
| Autres débiteurs Impôts et assimilés Groupe et associés | | - | - | - | - |
| Autres créances et emplois assimilés | | - | - | - | - |
| Disponibilités et assimilés | | - | - | - | - |
| Placements et autres actifs financiers courants | | - | - | - | - |
| Trésorerie | | - | - | - | - |
| TOTAL ACTIFS COURANTS | - | - | - | - | - |
| TOTAL GENERAL ACTIF | - | - | - | - | - |

Source : Ministère des finances, Conseil National de la Comptabilité « modèle des états financiers ».

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Tableau n°04 : Bilan passif

| Passif | Note | N | N-1 |
|---|------|---|-----|
| CAPITAUX PROPRES | | | |
| Capital émis | - | - | - |
| Capital non appelé | - | - | - |
| Primes d'émissions | - | - | - |
| Réserves/Réserves (Consolidées) (1) | - | - | - |
| Ecart de réévaluation | - | - | - |
| Ecart d'équivalence (1) | - | - | - |
| Résultat net de l'exercice/ Résultat net part du groupe (1) | - | - | - |
| Report à nouveau | | | |
| Dont : | | | |
| Charges, pertes et produits non inscrits au compte de résultat Résultats non affectés | - | - | - |
| Part de la société consolidant | - | - | - |
| Part des minoritaires | - | - | - |
| TOTAL | - | - | - |
| PASSIFS NON-COURANTS | | | |
| Emprunts et dettes financières | - | - | - |
| Impôts différés et provisionnés | - | - | - |
| Autres dettes non courantes | - | - | - |
| Provisions à long terme | - | - | - |
| Produits constatés d'avance à long terme | - | - | - |
| TOTAL PASSIFS NON-COURANTS II | - | - | - |
| PASSIFS COURANTS | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | - | - | - |
| Autres créditeurs Impôts et autres dettes para fiscales | - | - | - |
| Groupe et associés | - | - | - |
| Autres dettes courantes | - | - | - |
| Trésorerie Passif | - | - | - |
| TOTAL PASSIFS COURANTS | - | - | - |
| TOTAL GENERAL PASSIF | - | - | - |

Source : Ministère des finances, Conseil National de la Comptabilité « modèle des états financiers »

4.2 Le compte de résultat

Le compte de résultat est un état récapitulatif des charges et des produits réalisés par l'entité au cours de la période considéré. Il ne tient pas compte de la date d'encaissement

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

ou de décaissement. Il fait apparaître, par différence, le résultat net de l'exercice : bénéfice/profit ou perte¹⁵.

$$\text{Charges} - \text{Produits} = \text{Compte de résultat.}$$

La structure simplifiée du compte de résultat par rubriques, présentée en tableau, est la suivante :

Tableau n°05 : Compte de résultat

| Désignation | Note | N | N-1 |
|--|------|---|-----|
| Chiffre d'affaires | | - | - |
| Ventes de marchandises | | - | - |
| Ventes de produits finis | | - | - |
| Ventes de travaux | | - | - |
| Prestations de services | | - | - |
| Autres ventes | | - | - |
| Variation stocks produits finis et en cours | | - | - |
| Production immobilisée | | - | - |
| Subventions d'exploitation | | - | - |
| I – Production de l'exercice | | - | - |
| Achats consommés | | - | - |
| Services extérieurs et autres consommations | | - | - |
| II- Consommation de l'exercice | | - | - |
| III- VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II) | | - | - |
| Charges de personnel | | - | - |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | - | - |
| IV- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | | - | - |
| Autres produits opérationnels | | - | - |
| Autres charges opérationnelles | | - | - |
| Dotations aux amortissements | | - | - |
| Dotations aux provisions et pertes de valeur | | - | - |
| Reprise sur pertes de valeur et provisions | | - | - |
| V- RESULTAT OPERATIONNEL | | - | - |
| Produits financiers | | - | - |
| Charges financières | | - | - |
| VI- RESULTAT FINANCIER | | - | - |
| VII- RESULTAT AVANT IMPOTS (V + VI) | | - | - |
| Impôts exigibles | | - | - |
| Impôts différés (variations) | | - | - |

¹⁵ Dr. Saidi Yahia, Dr. Berrehouma Abdelhamid « Présentation des états financiers dans le Nouveau Système Financier et Comptable Algérien 2009 » JOURNAL OF FINANCIAL AND ACCOUNTING STUDIES, Centre University of El- Oued-Algeria, 2010

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

| | | | |
|---|--|---|---|
| VII- RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | - | - |
| Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence | | - | - |
| RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1) Dont part des minoritaires (1) | | - | - |

Source : Ministère des finances, Conseil National de la Comptabilité « modèle des états financiers ».

4.3 Tableau des flux de trésorerie

Document financier essentiel dans la gestion d'une entreprise, le tableau de flux de trésorerie indique les entrées et sorties de fonds de votre entreprise au cours d'une période donnée, appelée période comptable. Ce tableau regroupe les flux de trésorerie passés et permet d'établir des prévisions de trésorerie à venir¹⁶.

Le tableau de flux de trésorerie se présente comme suit :

¹⁶ <https://agicap.com/> Consulter le 14/05/2022 à 12 :40

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Tableau n°06 : Tableau des flux de trésorerie (méthode directe)

| Rubriques | Note | N | N-1 |
|--|------|---|-----|
| 1-Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles : | | | |
| Encaissement reçus des clients | | - | - |
| Sommes versées aux fournisseurs et au personnel | | - | - |
| Intérêts et autres frais financiers payés | | - | - |
| Impôts sur les résultats payés | | - | - |
| Autres flux provenant des activités opérationnelles | | - | - |
| Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A) | | - | - |
| 2-Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement | | | |
| Décaissements sur acquisition d'immobilisations corporelles ou encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles | | - | - |
| Décaissements sur acquisition d'immobilisations financières | | - | - |
| Encaissements sur cessions d'immobilisations financières | | - | - |
| Intérêts encaissés sur placements financiers | | - | - |
| Dividendes et quote-part de résultats reçus | | - | - |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B) | | - | - |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | | | |
| Encaissements suite à l'émission d'actions | | - | - |
| Dividendes et autres distributions effectués | | - | - |
| Encaissements provenant d'emprunts | | - | - |
| Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilés | | - | - |
| Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C) | | - | - |
| Incidences des variations des taux de change sur liquidités et quasi-liquidités | | - | - |
| Variation de trésorerie de la période (A+B+C) | | - | - |
| | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice | | - | - |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice | | - | - |
| Variation de trésorerie de la période | | - | - |

Source : Ministère des finances, Conseil National de la Comptabilité « modèle des états financiers ».

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

4.4 Etat de variation des capitaux propres

Le tableau de variation des capitaux propres est un document de synthèse qui retranscrit les mouvements de capitaux propres qui ont eu lieu au cours d'un exercice comptable notamment dans le cadre de la consolidation des bilans des filiales avec celui de leur société mère. Le tableau de variation des capitaux propres prend notamment en compte les distributions de dividendes, la variation des provisions réglementées ou, encore, les apports en capital social¹⁷.

Tableau n°07 : Etat de variation des capitaux propres

| Rubriques | Note | Capital social | Prime d'émission | Ecart d'évaluation | Ecart de réévaluation | Résultat & Réserves | Totaux |
|--|------|----------------|------------------|--------------------|-----------------------|---------------------|--------|
| Solde au 31 décembre N-2 | | - | - | - | - | - | - |
| Changement de méthode comptable | | - | - | - | - | - | - |
| Correction d'erreurs significatives | | - | - | - | - | - | - |
| Réévaluation des immobilisations | | - | - | - | - | - | - |
| Profits ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultat | | - | - | - | - | - | - |
| Dividendes payés | | - | - | - | - | - | - |
| Résultat net de l'exercice | | - | - | - | - | - | - |
| Solde au 31 décembre N-1 | | - | - | - | - | - | - |
| Changement de méthode comptable | | - | - | - | - | - | - |
| Correction d'erreurs significatives | | - | - | - | - | - | - |
| Réévaluation des immobilisations | | - | - | - | - | - | - |
| Profit ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultat | | - | - | - | - | - | - |
| Dividendes payés | | - | - | - | - | - | - |
| Augmentation de capital | | - | - | - | - | - | - |
| Résultat net de l'exercice | | - | - | - | - | - | - |
| Solde au 31 décembre N | | - | - | - | - | - | - |

Source : Ministère des finances, Conseil National de la Comptabilité « modèle des états financiers ».

¹⁷ <https://www.mataf.net/> consulté le 14/05/2022 à 13:00

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

4.5 L'annexe

L'annexe des états financiers comporte des informations sur les points suivants, dès lors que ces informations présentent un caractère significatif ou sont utiles pour la compréhension des opérations figurant sur les états financiers :¹⁸

- Les règles et les méthodes comptables adoptées pour la tenue de la comptabilité et l'établissement des états financiers (la conformité aux normes est précisée, et toute dérogation est expliquée et justifiée).
- Les compléments d'information nécessaires à une bonne compréhension du bilan, du compte de résultat, du tableau de flux de trésorerie et le tableau des variations des capitaux propres.
- Les informations concernant les entités associées, les co-entreprises, les filiales ou la société mère ainsi que la transaction ayant éventuellement eu lieu avec ces entités ou leurs dirigeants.
- Les informations à caractère générale ou concernant certaines opérations particulières nécessaires à l'obtention d'image fidèle.

Modèles de tableaux pouvant figurer dans l'annexe SCF :¹⁹

Tableau n°08 : évaluations des informations et des actifs financiers non courants

| Rubrique et postes | Note | Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice | Augmentation de l'exercice | Diminution de l'exercice | Valeur brute à la clôture de l'exercice |
|---------------------------------------|------|--|----------------------------|--------------------------|---|
| Immobilisations incorporelles | | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | | - | - | - | - |
| Participations | | - | - | - | - |
| Autres actifs financiers non courants | | - | - | - | - |

¹⁸ Article n°260-1 publié dans le journal officiel de la République Algérienne n°19, 25 mars 2009, P23

¹⁹ Allal Hamini, « Bilan comptable travaux de clôture », Berti édition, Alger, 2013 P155/156/157

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Tableau n°09 : Tableau des amortissements

| Rubriques et postes | Notes | Amortissements cumulés en début d'exercice | Augmentation dotation de l'exercice | Diminutions éléments sortis | Amortissements cumulés en fin d'exercice |
|--------------------------------|-------|--|-------------------------------------|-----------------------------|--|
| Goodwill | | - | - | - | - |
| Immobilisations incorporelles | | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | | - | - | - | - |
| Participations | | - | - | - | - |
| Actifs financiers non courants | | - | - | - | - |

Tableau n°10 : Tableau des participations (filiales et entités associées)

| Filiale et entités associées | Note | Capitaux propres | Dont capital | Quote-part du capital détenu % | Résultats dernier exercice | Prêts et avances accordées | Dividendes encaissés | Valeurs comptable du titre détenu |
|------------------------------|------|------------------|--------------|--------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------|-----------------------------------|
| Filiales | | - | - | - | - | - | - | - |
| Entité A | | - | - | - | - | - | - | - |
| Entité B | | - | - | - | - | - | - | - |
| Entité associées | | - | - | - | - | - | - | - |
| Entités 1 | | - | - | - | - | - | - | - |
| Entités 2 | | - | - | - | - | - | - | - |

Tableau n°11 : Tableau des provisions.

| Rubrique et postes | Note | Provisions cumulées en début d'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises sur l'exercice en fin d'exercice | Provisions cumulées |
|--|------|---|-------------------------|---|---------------------|
| Provisions passifs non courants | | - | - | - | - |
| Provisions et obligations similaires | | - | - | - | - |
| Provisions pour impôts | | - | - | - | - |
| Provisions pour litige | | - | - | - | - |
| Total | | - | - | - | - |
| Provisions passifs courants | | - | - | - | - |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | | - | - | - | - |
| Autres provisions liées au personnel | | - | - | - | - |
| Provisions pour impôts | | - | - | - | - |
| Total | | - | - | - | - |

Chapitre I : Notions générales sur la comptabilité

Tableau n°12 : état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

| Rubrique et postes | Note | A un an au plus | A plus d'un an et 5 ans au plus | A plus de 5 ans | Total |
|--------------------|------|-----------------|---------------------------------|-----------------|-------|
| Créance | | - | - | - | - |
| Prêts | | - | - | - | - |
| Clients | | - | - | - | - |
| Impôts | | - | - | - | - |
| Autres débiteurs | | - | - | - | - |
| Total | | - | - | - | - |
| Dettes | | - | - | - | - |
| Emprunts | | - | - | - | - |
| Autres dettes | | - | - | - | - |
| Fournisseurs | | - | - | - | - |
| Impôt | | - | - | - | - |
| Autres créditeurs | | - | - | - | - |
| Total | | - | - | - | - |

Conclusion :

La comptabilité est une ancienne discipline qui est considérée comme une technique d'enregistrement de toutes les transactions financières réalisées par l'entreprise dans le cadre de son activité, ou autrement dit les entrées et sorties de flux par poste et par date. Ces écritures sont toujours fondées sur la mise en œuvre de normes et de principes comptables. Ainsi, le plan adopté est basé sur des normes internationales plus conformes aux caractéristiques économiques du pays.

Elle comprend également la réalisation des comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe légale) pour une analyse fine du modèle économique de l'entreprise et de sa rentabilité.

Chapitre III

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Introduction

A la fin de chaque exercice, les entités sont tenues d'arrêter leurs comptes à l'effet de préparer leurs états financiers et remplir leurs obligations légales et réglementaires envers leurs associés, l'administration fiscale et les autres tiers. Pour les besoins de clôture des comptes, elles effectuent des travaux d'évaluation, de vérification, de réévaluation, d'ajustement, de régularisation, d'estimation, de révision, d'examen physique, de recensement/comptage, d'analyse, de travaux préparatoires, etc. en vue de l'établissement, la présentation et la publication de leurs états financiers.

Ces travaux sont communément appelés « travaux de fin d'exercice » ou « travaux d'inventaire ».

Dans ce chapitre nous allons voir les différentes opérations à effectuer à la fin de l'année.

Section 01: Inventaire extra-comptable

La première étape des travaux d'inventaire est l'inventaire extra-comptable, cet inventaire désigne l'action qui permet le recensement de l'ensemble des éléments que possède une société à une date précise

1.1 Date d'inventaire

L'exercice comptable est la période comprise entre deux inventaires. L'exercice comptable concorde généralement avec l'année civile, qui commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Cependant, l'article 30 de la loi 07-11 donne la possibilité aux entreprises de clôturer leurs comptes à une autre date que le 31 décembre dans le cas où leurs activités correspondent à des périodes d'exploitation incompatibles avec l'année civile.

Ledit article spécifie que la durée de l'exercice comptable doit être justifiée lorsqu'elle est supérieure ou inférieure à 12 mois, notamment en cas de création, de cessation ou de modification de la date de clôture.²⁰

²⁰ Ch.TOUAHRI Séminaire sur les travaux d'inventaire, Décembre 2017.

1.2 Déroulement de l'inventaire extra-comptable

L'objectif de l'inventaire extra-comptable est d'établir un état détaillé de tous les actifs et passifs, en comptant d'abord les quantités puis en les évaluant.

L'inventaire extra-comptable concerne notamment :

- Les immobilisations ;
- Les stocks ;
- Les créances ;
- Les valeurs mobilières de placement ;
- La banque ;
- La caisse ;
- Les dettes.

Si le décompte de la plupart des éléments ci-dessus est aisé, il n'en est pas de même pour les stocks, élément considéré comme sensible notamment en raison du nombre de références répertoriées. ²¹

1.2.1 Les immobilisations

1. Les immobilisations corporelles

Une fiche est élaborée au moment de l'acquisition de toute immobilisation. Elle doit comporter :

- La description du bien avec le nom du fournisseur et la facture du fournisseur ;
- Le prix et la date d'acquisition ;
- La position de l'immobilisation dans l'entreprise et le numéro d'inventaire ;
- Le numéro de compte de l'actif concerné ;
- La mode d'amortissement ainsi que les amortissements successifs ;
- Les pertes de valeur et les reprises potentielles ;
- La date et les conditions de cession ou de mise hors service.

Lors de l'inventaire, il est nécessaire de :

- Établir des états par catégorie de toutes les immobilisations identifiées, en prenant soin de bien reproduire leurs numéros d'inventaire et leur emplacement ;

²¹ Ch.TOUAHRI Séminaire sur les travaux d'inventaire, Décembre 2017.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

- Vérifier l'existence de ces actifs et l'exactitude des enregistrements ; vérifier les acquisitions et cessions récentes d'actifs ;
- Déterminer les amortissements et les éventuelles pertes de valeur afin de les comptabiliser.

A la fin, il est nécessaire de comparer les fiches d'inventaire avec celles existantes.²²

2. Les immobilisations incorporelles

La nature de l'inventaire extra-comptable des immobilisations incorporelles est distincte de celle des immobilisations corporelles, car les immobilisations incorporelles n'ont pas d'existence physique.

Aussi, l'inventaire extra-comptable de ces actifs est représenté par le lien entre les comptes comptables des immobilisations incorporelles et les documents comptés avec les documents (habituellement détenus par la direction), et justifiant l'existence et la possession de ces actifs (par exemple, contrat d'exploitation d'une licence, d'une marque ou d'un contrat d'acquisition ou d'apport d'un fonds de commerce, etc.).²³

3. Les immobilisations financières :

Il s'agit de titres de participation qui permettent à l'entité d'exercer un contrôle sur les sociétés émettrices. Leur inventaire extra-comptable diffère selon leur type :

- Les titres matérialisés par un document écrit : l'inventaire est réalisé physiquement soit par observation directe lorsque ces titres sont remis directement à la caisse de l'entité, soit par demande de confirmation auprès des organismes chargés de leur conservation (généralement, il s'agit des institutions financières).
- Titres non matérialisés par un document écrit (actions détenues dans d'autres sociétés) : l'inventaire est réalisé par comparaison entre la comptabilité et les documents justifiant que l'entreprise est propriétaire de ces titres (statuts de la société émettrice, procès-verbaux relatifs aux assemblées constitutives, aux hausses et aux diminutions du capital, contrats de cession de titres, etc.).

²² Ch.TOUAHRI op.cit.

²³ ASSAD Chabane, « Séminaire clôture et assainissement des comptes », 2018, p 16

1.2.2 Les stocks

a- Le comptage

Le comptage concerne la totalité des valeurs d'exploitation présentes dans les magasins à la date de clôture des comptes. Ce comptage doit être réalisé de manière globale et tous les éléments existants, qu'ils soient facturés par les fournisseurs ou non encore facturés.

Ce comptage se fait par plusieurs méthodes selon la nature de l'article à inventorier : pesage pour les articles stockés en kg, jaugeage pour certains liquides stockés dans des cuves entreposées dans des réservoirs, décompte pour les articles comptés à l'unité, établissement de la surface pour les articles mesurés en surface, etc.

Il faut veiller à déduire du stock existant :

- Les marchandises détenues par l'entité à titre de dépôt ;
- Les emballages en prêt ou en consignation à retourner aux fournisseurs ;
- Les marchandises vendues aux clients mais non encore livrées.

Les stocks détenus en dépôt ou en consignation ou qui sont en cours d'expédition sont comptabilisés par le débit du compte 37 "stocks à l'extérieurs". Le compte 37 est soldé au moment où le stock est reçu en magasin ou vendu en cas de dépôt et de vente.

b- Evaluation des stocks

A la date de clôture, l'inventaire physique quantitatif est évalué selon l'une des méthodes autorisées par le SCF, à savoir :

- Pour les articles achetés (marchandises, matières premières et consommables) l'évaluation se fait au coût d'achat (prix plus frais accessoires). Le coût d'achat à utiliser est celui déterminé par la méthode du coût moyen pondéré ou FIFO (PEPS), la méthode LIFO étant désormais exclue.
- Pour les articles produits, l'évaluation se fait généralement au prix de revient déterminé par la comptabilité analytique. La méthode de détermination de ce coût ne fait pas l'objet du cours de comptabilité générale.

L'évaluation se fait toujours à un coût unitaire par article. La valeur des stocks est obtenue en multipliant les quantités inventoriées par leur coût unitaire.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Le rapport d'inventaire qui en résulte est signé par une personne responsable et sert ensuite de document d'enregistrement de l'inventaire, et sert ensuite de document d'accompagnement pour l'enregistrement de l'inventaire.²⁴

1.2.3 Les créances et les dettes

L'inventaire des créances est effectué par le pointage des comptes débiteurs qu'il est souhaitable de rapprocher des comptes du grand livre de la firme. Cette démarche a pour but de veiller à ce que des erreurs ou omissions n'aient pas été faites dans la comptabilité de la firme (Exemple : Omission d'une facture de vente ou d'un paiement, imputation erronée d'une facture de vente ou d'un paiement, etc.).

Les créances commerciales incertaines ou devenues litigieuses sont transférées dans le compte approprié (créances douteuses) par le crédit du compte de créances commerciales correspondant.

Quant aux dettes, le travail consiste à rapprocher le solde du compte fournisseurs figurant sur la balance avec les comptes individuels en vue de s'assurer de l'exactitude des soldes et que des factures fournisseurs n'ont pas été omises.

1.2.4 Les valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont des titres acquis par l'entité dans le but d'en tirer un revenu ou une plus-value en les revendant à court terme.

Leur inventaire extra-comptable est réalisé de la même façon que pour les titres de participation.

La différence entre la valeur comptable des valeurs mobilières de placement et leur inventaire extra-comptable permet de repérer d'éventuelles irrégularités qui sont dues à plusieurs raisons :

- Des erreurs comptables qui nécessitent d'être rectifiées en fonction de leur nature ;
- Des pièces justificatives qui n'ont pas été transmises au service comptable et qui doivent être recherchées et comptabilisées.

²⁴ ASSAD Chaban, op.cit.

1.2.5 Les espèces en caisse (état de caisse)

Cet inventaire comprend un comptage des espèces existant à la date de clôture des comptes. Ce comptage est comparé au solde comptable à cette date. Le solde et l'équilibre physique peuvent résulter :

- d'erreurs ou négligences comptables, qui doivent être recherchées et corrigées en fonction de la nature de l'erreur ou de l'omission, qui doit exister au regard de la réalité des mouvements qui ont transité par la caisse. Ces écarts doivent être régularisés selon un rapport entre le caissier et le contrôleur de la caisse et l'écart est imputé :
- soit au compte du caissier
- soit au compte de résultat exceptionnel

1.2.6 La banque (état de rapprochement bancaire)

Le solde du compte bancaire que détient la société à la date de l'inventaire est comparée au solde du même compte que détient la banque et qui est communiqué à la société selon le relevé de compte.

Ces divergences peuvent provenir de :

- Du décalage temporel entre la comptabilisation des mêmes transactions chez l'entreprise d'une part et chez la banque d'autre part ;
- Des erreurs matérielles réalisées par la banque (inversion du chiffre, écritures omises, double facturation, compte bancaire inadéquat, etc.) ;
- Erreurs ou absences dans la comptabilité de l'entreprise.

En raison de ces différences, le compte "Banque" détenu par l'entreprise présente rarement le même solde à la même date que le compte détenu par la banque. L'état de rapprochement permet de restaurer la cohérence des deux comptes en déterminant les erreurs éventuelles.

1.3 Le rôle de l'inventaire extra-comptable

L'inventaire extra comptable lieu à la date de clôture à moins que l'entreprise ne tienne un inventaire permanent fiable de l'élément inventorié.

Les entreprises, qui tiennent un inventaire permanent, peuvent dresser leur inventaire physique à une date autre que la date de clôture.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Pour ces entreprises, un inventaire physique de chaque élément doit avoir lieu au moins une fois par an. Cet inventaire peut être tournant c'est-à-dire accompli au fur et à mesure, article par article, et non d'une façon globale et simultanée pour l'ensemble des éléments en stocks.

L'inventaire tournant doit bien entendu porter une ou plusieurs fois, dans l'intervalle d'une année au maximum, sur l'ensemble des éléments existants en stocks.

Les entreprises peuvent aussi combiner l'inventaire intermittent avec l'inventaire tournant : ces entreprises limitent l'inventaire à la date de clôture aux éléments des stocks les plus importants et significatifs.

Les éléments de moindre importance sont inventoriés physiquement en cours d'exercice.

Leur inventaire à la date de clôture est établi à partir des fiches d'inventaire permanent.

Les différents inventaires physiques doivent être organisés au préalable par des instructions d'inventaire écrites pour leur assurer un déroulement satisfaisant.

L'inventaire physique, consiste à constater l'existence réelle des différents biens constituant le patrimoine de l'Entreprise.

Il s'agit de recenser, de manière exhaustive, toutes les immobilisations ainsi que les marchandises, matières premières et fournitures, produits finis détenus par chaque unité de l'entreprise au 31/12/N.

Un inventaire physique quel que soit son volume, peut être réalisé rapidement, si les modalités pratiques de son déroulement ont été soigneusement préparées. C'est dire toute l'importance de la phase préparatoire dans la réussite de la prise d'inventaire.

La prise d'inventaire devra s'effectuer sur une période aussi courte que possible et sans interruption de manière à ne pas perturber le fonctionnement normal de l'activité et d'éviter d'avoir à retraiter le cas des biens mouvementés sur des sites déjà visités et recensés.

Dans le processus d'inventaire, trois (03) règles de conduite essentielles sont à observer :

- Double comptage indépendant ;
- Neutralité et qualité du personnel recenseur ;
- Validation de l'inventaire.

Section 02 : Les amortissements et perte de valeur sur les immobilisations

Le cycle d'exploitation de l'entreprise requiert la consommation d'actifs immobilisés tels que : machines, équipements, matériels... etc. Au fil du temps, ces actifs deviendront sans intérêt, leurs valeurs seront réduites par rapport aux valeurs d'origine, cette différence représente une perte pour l'entreprise qu'elle doit supporter.

2.1 Les amortissements

Un actif amortissable est un actif dont l'utilisation par l'entité est déterminable, sont amortissables les biens qui ont une durée d'utilisation déterminable. Les immobilisations corporelles, sauf les terrains ; aussi les immobilisations incorporelles bénéficiant d'une protection juridique, comme les technologies ayant fait l'objet de brevets ou licences.

2.1.1 Définition de l'amortissement

L'amortissement correspond à la consommation des avantages économiques liés à un actif corporel est comptabilisé en charge à moins qu'il ne soit incorporé dans la valeur comptable d'un actif produit par l'entité pour elle-même.

L'amortissement d'une immobilisation est la répartition systématique de son montant amortissable sur sa durée d'utilisation. Cette utilisation se mesure par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif. Elle peut être déterminable en termes d'unités de temps ou d'autres unités d'œuvre lorsque ces dernières reflètent plus correctement le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif.²⁵

A chaque fin d'exercice comptable, il est nécessaire d'apprécier les immobilisations présentes dans l'entreprise afin de passer les écritures de dotation ou de reprise aux amortissements. L'amortissement comptable d'une immobilisation est l'étalement de son coût sur sa durée d'utilisation. En effet la durée d'utilité d'un actif est définie en fonction de l'utilité attendue de cet actif pour l'entreprise.

Trois conditions doivent être réunies pour amortir une immobilisation:

- Les immobilisations doivent avoir une durée de vie définie.
- Les immobilisations corporelles ou incorporelles doivent être destinées à rester durablement dans l'entreprise.

²⁵ LOZATO M, DORIATH.I3, MENDES P, et NICOLLE.P, « comptabilité et gestion des organisations ,7ème édition. Paris, 2010, p168

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

- Les immobilisations doivent se déprécier par l'usure ou le temps. Un actif immobilisé n'est pas toujours amortissable. Exemple : les terrains.

Certains actifs incorporels peuvent ne pas avoir de durée de consommation des avantages économiques attendu déterminable (marque commerciale, par exemple) ; ces actifs ne sont pas amortissables.

Fiscalement, les amortissements pratiqués au cours d'un exercice viennent en déduction du bénéfice imposable. L'objectif poursuivi est de reconstituer un capital pour permettre le remplacement des immobilisations.

Voici un tableau qui représente la durée d'amortissement des différentes immobilisations :

Tableau n°13: La durée d'amortissement des différentes immobilisations

| Éléments non amortissables | Éléments non amortissables |
|--|--|
| Immobilisations incorporelles: <ul style="list-style-type: none">• Frais d'établissement (sur 5 ans)• Frais de recherche (sur 5 ans)• Brevets, licences (sur 5 ans) | Immobilisations incorporelles: <ul style="list-style-type: none">• Fonds de commerce• Droit au bail |
| Immobilisations corporelles: <ul style="list-style-type: none">• Constructions (20 à 50 ans)• Installations techniques (10 à 15 ans)• Outillage (5 à 10 ans)• Agencements, aménagements (10 à 20 ans)• Matériel de transport (4 à 5 ans)• Matériel de bureau, mobilier (5 à 10 ans)• Micro-ordinateurs (3 ans)• Les emballages récupérables (3 ans) | Immobilisations corporelles: <ul style="list-style-type: none">• Terrains• Œuvres d'art |

Source : Réaliser par nos soins à partir des cours de comptabilité 2019.

2.1.2 Rôle de l'amortissement

- Niveau juridique : image fidèle ;
- Niveau comptable: charge calculée ;
- Niveau économique : étalement de la dépréciation ;
- Niveau financier : calcul et formation de la capacité d'auto financement (CAF)

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

- Niveau fiscal : réalisation d'économies d'impôt.

2.1.3 Le plan d'amortissement

Il doit être établi pour chaque bien amortissable un plan d'amortissement définitif à la date d'entrée du bien à l'actif, en prenant en compte les caractéristiques propres à l'entreprise.²⁶

La définition du plan d'amortissement est donnée à l'article 214-4 du plan comptable général : « Le plan d'amortissement est la traduction comptable de la répartition de la valeur amortissable d'un actif selon le rythme de consommation des avantages économiques attendues en fonction de son utilisation probables».

Le plan se présente sous la forme d'un tableau prévisionnel de la répartition de la valeur amortissable du bien, par tranches successives et sur une période déterminée.

Le plan d'amortissement se présente comme suit :

Tableau n°14 : Le plan d'amortissement

| Les années | Base amortissable | Annuité/dotation | Annuité/dotation cumulée | VNC |
|------------|-------------------|------------------|--------------------------|-----|
| N | - | - | - | - |
| N+1 | - | - | - | - |
| N+2 | - | - | - | - |
| N+3 | - | - | - | - |

2.1.4 Les modes d'amortissement

En Algérie, quatre modes d'amortissement sont autorisés ; l'amortissement linéaire, l'amortissement dégressif, l'amortissement progressif et le mode des unités d'œuvre de production. Le premier mode reste privilégié.²⁷

1. L'amortissement linéaire

L'amortissement linéaire consiste à répartir de manière égale la base amortissable sur la durée de vie du bien. Le calcul de l'annuité d'amortissement s'effectue en divisant la base amortissable par :

²⁶ Béatrice Et Francis GRANDGUILLOT, « La comptabilité générale 18ème édition » Paris, 2014-2015, p240/242

²⁷ Article 121.7 : la loi 07-11 du 25/11/2007

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

- la durée probable d'utilisation du bien.
- L'annuité d'amortissement est constante pendant toute la durée de bien.

Le point de départ de calcul de la première annuité est la date de début de consommation des avantages économiques. Elle correspond généralement à la date exacte de mise en service du bien. Selon le principe prorata temporis c'est-à-dire en nombre de jours, on calcule la première annuité proportionnellement au temps écoulé entre la date de mise en service et la clôture de l'exercice comptable.²⁸

L'amortissement linéaire ou constant consiste à déterminer annuellement une dotation (Montant) égale à la valeur d'acquisition X taux d'amortissement. Il répartit de manière égale les dépréciations sur la durée de vie du bien.

- Calcul de l'annuité/dotation :

$$A = BA \times t \times n / 360$$

Base amortissable : $BA = \text{valeur brute (valeur d'origine)} - \text{valeur résiduelle}$

Taux d'amortissement : $t = 100\% / \text{Durée d'utilisation}$

La durée de l'usage : n

➤ La base amortissable

La base d'amortissement est « le coût d'un actif ou tout autre montant substituer au coût dans les états financiers (valeur brute), diminué de sa valeur résiduelle, cette dernière doit être à la fois significative et mesurable pour être déduite pour la détermination du montant amortissable.²⁹

- **La valeur résiduelle** : C'est la valeur de l'actif à la fin de son utilisation, le plus souvent est égale à zéro.

- **Valeur nette comptable (VNC)** : valeur du bien à une date précise

$VNC = \text{Valeur d'origine (VO)} - \text{somme des amortissements depuis le début de l'acquisition}$

²⁸ DEFFAINC-CRAPSKY.C, RAIMBOUR.PH, « comptabilité générale ».4ème édition, Bréal, 2006. p138

²⁹ MAILLET-Buodrier C, Le Math. AA, « les normes comptables internationales IAS/IFRS », édition. Berti, 2007, 53- 54.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Remarque : L'amortissement se calcule à partir de la date de mise en service du matériel.

2. L'amortissement dégressif

Le mode dégressif conduit à une charge décroissante sur la durée d'utilité de l'actif ce procédé permet de dégager des annuités plus élevées donc une économie d'impôt au début de la période d'utilisation.

$$A = VNC \times t \times n$$

Taux d'amortissement dégressif : $t = \text{taux linéaire} \times \text{coefficient fiscal}$

Le taux d'amortissement dégressif est obtenu en appliquant aux taux linéaire un coefficient fiscal en fonction de la durée d'utilisation, ces coefficients sont :

Tableau n°15 : Les coefficients fiscaux

| Durée d'usage | Coefficient |
|---------------|-------------|
| 3 à 4 ans | 1.5 |
| 5 à 6 ans | 2 |
| Plus de 6 ans | 2.5 |

Remarque : Lorsque l'annuité dégressive devient inférieure à l'annuité qui correspond à la valeur résiduelle, on divise cette dernière sur le nombre des années restantes et l'amortissement dégressif va basculer vers le mode linéaire.

3. L'amortissement progressif ou croissant

Contrairement au mode d'amortissement dégressif, le mode progressif donne lieu à une charge croissante sur la durée d'utilité de l'actif amortissable.

L'amortissement progressif est obtenu en multipliant la base amortissable par une fraction admettant comme numérateur le nombre correspondant à la durée d'utilisation déjà courue et comme dénominateur $(n(n+1)/2)$ avec « n » étant le nombre d'année d'amortissement.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

La base amortissable à prendre en compte lors du calcul de l'amortissement progressif est le prix d'achat hors taxe ou bien de taxe comprise dans le cas contraire.

4. L'amortissement selon les unités d'œuvre de production

Dans ce mode l'annuité est basée sur l'utilisation ou la production prévue de l'actif, on doit prendre en considération la capacité de production prévue, pour l'immobilisation et sa durée d'utilisation en production.

Le taux d'amortissement correspond à la quantité prévisionnelle d'unité d'œuvre produite dans l'année sur le nombre prévisionnelle total d'unité d'œuvre produites sur la durée d'utilisations de l'immobilisation.

Donc l'annuité sera égale à :

$$A = BA \times X / X + Y + Z \quad (1^{\text{ère}} \text{ année})$$

$$A = BA \times Y / X + Y + Z \quad (2^{\text{ème}} \text{ année})$$

$$A = BA \times Z / X + Y + Z \quad (3^{\text{ème}} \text{ année})$$

X : nombre d'unité prévu la première année

Y : nombre d'unité prévu la deuxième année

Z : nombre d'unité prévu la troisième année

2.1.5 Enregistrement comptable des amortissements

Les amortissements sont comptabilisés durant l'inventaire qui a lieu à chaque clôture de l'exercice comptable. Les amortissements sont des charges calculées, ce qui signifie qu'elles ne provoquent pas de sortie d'argent. Le compte utilisé pour enregistrer un amortissement est le compte 68 "Dotations aux amortissements provisions et perte de valeur".

Enregistrement des dotations aux amortissements :

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 68 | 28 | Dotations aux amortissements, provisions et perte de valeur. Amortissement des immobilisations | XXX | XXX |

2.2 Perte de valeur sur les immobilisations

2.2.1 Définition de la dépréciation

- **La dépréciation selon (IAS36)**

L'objectif de la norme IAS 36 est de définir les procédures à mettre en œuvre pour s'assurer que les actifs sont comptabilisés pour une valeur qui n'excède pas la valeur recouvrable. Elle traite de la comptabilisation de la dépréciation des actifs et donne la méthodologie d'évaluation de cette dépréciation. La dépréciation est la constatation de la perte de valeur d'un actif. Cette perte de valeur peut être définitive ou réversible.

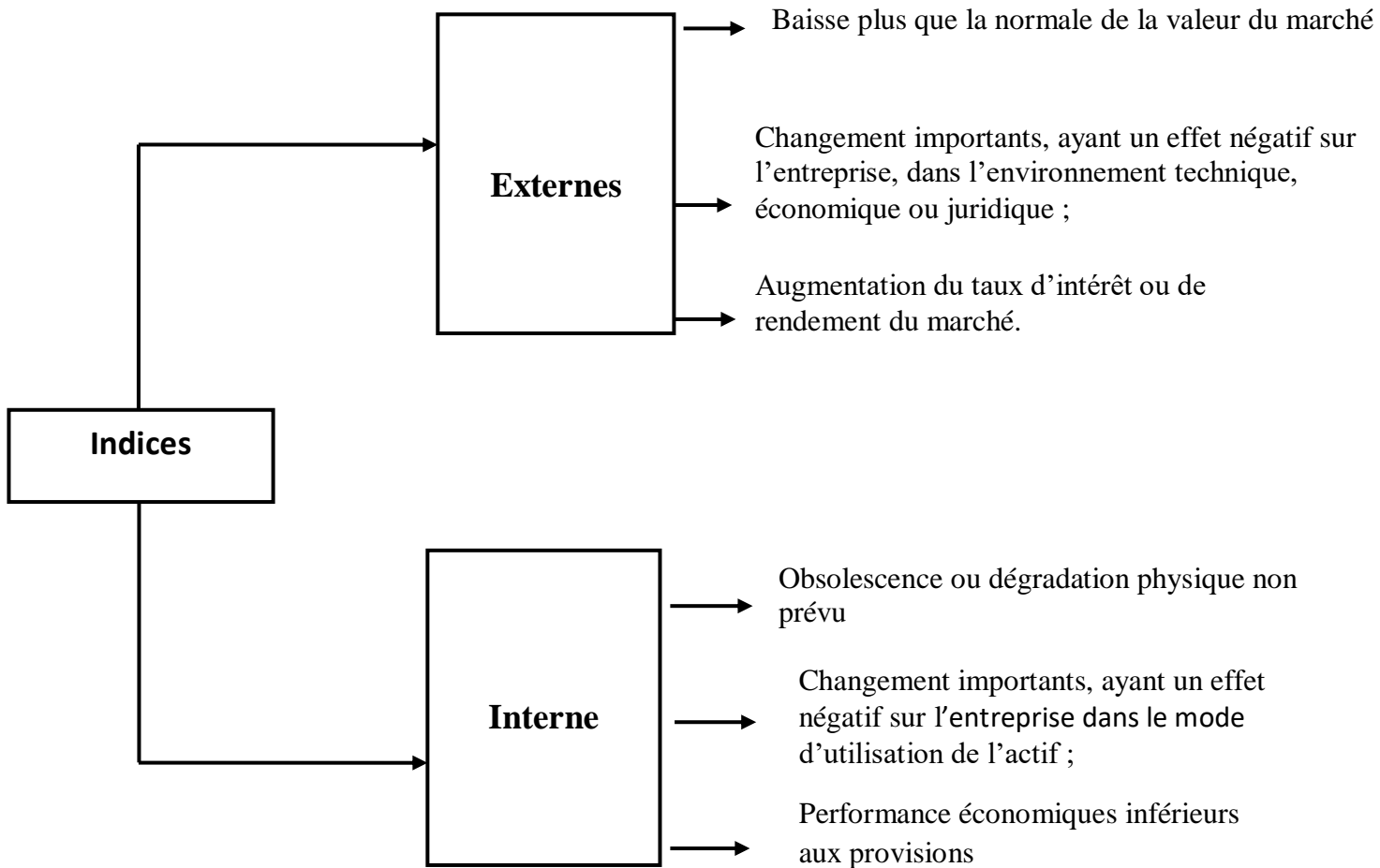
- **La dépréciation selon le SCF**

Le SCF stipule en son article 112-5 « la valeur recouvrable d'un actif est évaluée à la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa valeur d'utilité. Le prix de vente net de l'actif est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie. La valeur d'utilité d'un actif est la valeur actualisée de l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité. Dans le cas où il n'est pas possible de déterminer le prix de vente net d'un actif, sa valeur recouvrable sera considérée comme égale à sa valeur d'utilité ». Si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'entité doit comptabiliser en résultat une perte de valeur. La perte de valeur est définie selon le SCF comme suit : « la perte de valeur d'un actif est constatée par la diminution de l'actif et par la comptabilisation d'une charge ». Dans certains cas, l'entité peut être amenée ultérieurement à reprendre en résultat tout ou partie de cette perte de valeur.

La norme IAS 36 exige que soit estimée la valeur recouvrable d'un actif s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a pu perdre de la valeur, et que soit constatée une perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable. La perte de valeur doit être constatée dans le compte de résultat pour les actifs comptabilisés au coût historique et traité comme une réévaluation négative pour les actifs comptabilisés à leur montant réévalué.

2.2.2 Les indices de perte de valeurs

Schéma n°02 : Les indices de pertes de valeurs



2.2.3 Les différentes valeurs à considérer

- **La valeur nette comptable (VNC)**

La valeur nette comptable d'un actif est égale à sa valeur d'origine (ou valeur brute) diminuée des amortissements pratiqués et les dépréciations constituées.³⁰

- **La valeur vénale (VV)**

La valeur vénale est le montant que l'on peut espérer obtenir de la cession du bien ; dans les conditions actuelles du marché, déduction faite des coûts de sortie externe et interne.

- **La valeur d'usage (VU)**

La valeur d'usage est la valeur des avantages économiques futurs que l'on attend de l'utilisation du bien. Elle peut s'évaluer à partir de la prévision des flux nets de trésorerie générés par cet actif au cours de son utilisation et/ou l'occasion de sa sortie du patrimoine.

³⁰ Henri Davasse, Michel Parruitte, « introduction à la comptabilité ». Éditions FOUCHER, VANVES, 2011, P308.

- **La valeur actuelle (VA)**

C'est la valeur la plus élevée des deux valeurs ; valeur vénal et valeur d'usage.

2.2.4 La comptabilisation des pertes de valeur

Quand une entité constate l'existence d'un indice de dépréciations, elle doit comptabiliser une perte de valeur avec la disparition de l'indice, elle doit reprendre le montant de la perte de valeur enregistré.

- **La comptabilisation d'une dépréciation**

Pour comptabiliser une perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif doit être supérieure à sa valeur recouvrable. La différence entre ces deux valeurs représente, donc le montant de la perte de valeur de l'actif.

- **La comptabilisation d'une reprise de dépréciation**

Comme pour la dépréciation d'actifs, si l'entreprise constate un indice d'appréciation, elle doit reprendre les pertes déjà comptabilisées.

L'article 112-10 36 de l'arrêté de 26 juillet 2008, préconise :³¹

« La perte de valeur constaté sur un actif au cours d'exercices antérieur est reprise en produits de le compte de résultat lorsque la valeur recouvrable de cet actif redeviens supérieur à sa valeur comptable. La valeur comptable est alors augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable, sans toute fois pouvoir dépasser la valeur comptable nette qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieure »

Aussi, l'article 121-26 du même arrêté préconise ce qui suit :³²

« Toute reprise de perte de valeur d'un actif réévalué est enregistré comme une réévaluation lorsque la constatation de la perte de valeur a été antérieurement enregistrée comme une réévaluation négatif »

Notons que les dépréciations du goodwill ne font pas l'objet de reprises une fois que les pertes ont été comptabilisées.

³¹ J.O N°19 du 25/03/2009, p 7

³² Idem p10

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Enregistrement comptable

Selon l'article 112-8 et de l'arrêté du 26 juillet 2008, la perte de valeur d'un actif est constatée par la diminution de la valeur de cet actif, d'un coté et par la comptabilisation d'une charge, de l'autre coté.

Constatation de la perte de valeur :

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 681 | 29 | Dotations aux amortissements, provisions et perte de valeur. Perte de valeur sur immobilisations | XXX | XXX |

Le compte de perte de valeur doit être réajusté à chaque clôture d'exercice. Si le montant de la perte de valeur a augmenté, on doit débiter encore le compte des dotations correspondant du montant de l'augmentation.

L'enregistrement comptable de l'augmentation de la perte de valeur passe comme l'enregistrement comptable de la constatations.

L'enregistrement comptable de la diminution et de l'annulation de la perte de valeur se passe comme suit :

Diminution ou annulation de la perte de valeur

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 29 | 78 | Perte de valeur sur immobilisations. Reprises sur perte de valeur. | XXX | XXX |

A la date de cession d'une immobilisation, le montant de la perte de valeur, antérieurement constatée, doit être déduit de la valeur de l'immobilisation pour déterminer la plus-value ou la moins-value de cession.

Section 03 : Les provisions et pertes de valeurs

La notion de "provision" est semblable à celle de l'amortissement. Cependant ; il est important de différencier le caractère spécifique des provisions par le fait qu'elles représentent des charges comportant des aléas quant à leur montant et parfois même quant à leur existence ; bien que simplement probables, mais nées pendant l'exercice en cours, elles doivent être comptabilisées à la fin de l'exercice afin que le résultat soit le plus exact possible.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

3.1 Définition des provisions

Une provision est un passif externe dont le montant à l'échéance n'est pas fixé de façon précise. Les provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges probables nettement précisés quant à leur objet que des événements survenus ou en cours rendent probables.

Pour répondre à la définition d'une provision et être comptabilisé comme telle, trois critères sont retenus : ³³

- L'existence d'une obligation légale, réglementation, contractuelle ou implicite envers un tiers qui résulte d'un événement antérieur à la date de clôture.
- L'obligation devra provoquer une sortie probable ou certaine de ressource au bénéfice du tiers sans contre partie équivalente de celui-ci.
- Le montant de provision devra correspondre à la meilleure évaluation possible à la date de clôture.

Typologie des provisions

Tableau n°16 : Typologie des provisions

| Perte de valeur | Provision pour charges |
|--|--|
| Provision destinée à couvrir les pertes de valeurs répondant aux caractéristiques suivant : <ul style="list-style-type: none">- Risque clairement identifié (risque économique) ;- Risque inhérent à l'activité de l'entreprise ;- Risque généré par un événement passé ou en cours. | Provisions destinées à couvrir des charges dont l'échéance ou le montant n'est pas certains. |
| 29 : Perte de valeur sur immobilisations 39 : Perte de valeur sur stock et encours 49 : Perte de valeur sur compte de tiers 59 : Perte de valeur des actifs financiers courants. | 153 : provisions pour pensions et obligations similaires. 154 : provisions pour restructuration. 155 : provisions pour impôts. 156 : provisions pour renouvellement des immobilisations en concessions. 157 : provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices. 158 : autres provisions pour charges. |

Source : Charlotte DISLE, « Introduction à la comptabilité », édition DUNID, Paris, 2015/2016, P123

³³ Béatrice et Francis, GRANDGUILLOT, « introduction à la comptabilité 6ème édition », édition LEXTENSO, Espagne, 2015 -2016, P145

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

3.2 Provision pour dépréciation d'actif (perte de valeur)

Les principaux éléments d'actif concernés sont les suivant :

- Les immobilisations financières ;
- Les stocks et en cours ;
- Les créances ;
- Les valeurs mobilières de placement.

3.2.1 Perte de valeur sur titres

Les titres sont comptabilisés à leur prix d'achat et pendant le dernier mois de l'exercice, lorsque le cours des titres est inférieur au prix d'achat de ces derniers, il serait nécessaire de comptabiliser la moins-value constatée.

Les opérations d'inventaire sur les titres portent sur les titres de participation, les titres immobilisés, les valeurs mobilières de placement (VMP).³⁴

Il y a dépréciation lorsque le cours au 31/12/N est inférieur à la valeur d'achat.

Le montant de la dépréciation est donc :

| |
|---|
| Dépréciation nécessaire = quantité de titres x (prix d'achat – cours à la date d'inventaire). |
|---|

Enregistrement comptable

Constatations de la dépréciation des titres

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 686 | | Dotations aux amortissements, provisions et perte de valeur élément financier | XXX | |
| | 29 | Perte de valeur sur immobilisations | | XXX |
| | 59 | Perte de valeur des actifs financiers courants. | | XXX |

Lorsqu'il y a une augmentation de la dépréciation l'année suivante l'écriture est la même que ci-dessus. Le montant de la dépréciation est évalué en tenant compte des provisions précédemment effectuées.

Cependant lorsque la valeur d'un titre remonte, c'est-à-dire que la nouvelle valeur d'inventaire est supérieure à la valeur d'inventaire précédente, l'entreprise doit enregistrer une « reprise sur dépréciation ». La reprise peut être totale ou partielle.

³⁴ NOELLE DURAFFOUR, « comptabilité les travaux d'inventaire », Edition ELLIPSES, S.A, 2001, p 37.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Reprise dépréciations des titres année N+1.

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 29 | | Perte de valeur sur immobilisations | XXX | |
| 59 | 78 | Perte de valeur des actifs financiers courants. Reprise sur pertes de valeur et provisions. | XXX | XXX |

3.2.2 Perte de valeur sur stocks

Les stocks sont évalués au plus faible coût de leur valeur nette de réalisation, cette dernière correspond au prix de vente estimé après déduction des coûts d'achèvements et de commercialisation. La perte de valeur sur stock s'évalue ainsi :

Perte de valeur = cout d'achat ou de production – valeur d'inventaire

La dépréciation du stock est la constatation que la valeur actuelle du stock a perdue de la valeur, s'est-il dire qu'elle est devenue inférieure à la valeur nette comptable (VNC).

En fin d'exercice comptable, le stock doit être revalorisé. Cette revalorisation correspond au stock qui est ne peut plus être vendu à la valeur initialement prévue.³⁵

Cette perte de valeur peut être dû à :

- L'évolution technologique ;
- La détérioration de la marchandise ;
- Le changement de mode.

Pour cela l'entreprise doit constater une dépréciation.

Enregistrement comptable

Constatations des provisions pour dépréciation des stocks

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 6853 | | Dotations aux provisions et perte de valeur sur compte de stock | XXX | |
| | 39 | Pertes de valeur sur stocks et encours | | XXX |

Lorsque le montant de la provision est diminué ou annulé ou la perte de valeur est devenue en partie au totalement sans objet.

³⁵ « Manuel de la comptabilité » édition Foucher Vanves, 2008 page 181

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Diminution ou annulation des provisions pour dépréciation des stocks

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 39 | 7853 | Pertes de valeur sur stocks et encours Reprise d'exploitation sur perte de valeur et provision sur les comptes de stock | XXX | XXX |

3-2-3 Perte de valeur sur créances douteuses

Il s'agit des pertes de valeur pour créances douteuses ou litigieuses dont l'objet n'est pas précisé.

Pour la créance douteuse c'est le cas notamment d'une mauvaise situation du débiteur.

Pour la créance litigieuse, c'est le cas de l'existence d'un désaccord entre l'entreprise et le débiteur portant sur le montant de la créance.

Dans ces deux cas de figure, et lorsque le risque de non recouvrement est nettement précisé et que l'événement en cours rend probable la perte, l'entreprise est amenée à constituer une perte de valeur.

Toutefois, il convient de préciser que lorsque la créance est devenue irrécouvrable et par conséquent est considérée comme perdue, son montant est retranché des bénéfices de l'exercice au cours duquel sa perte apparaît certaine et définitive.

Il est établi une estimation de la perte probable souvent exprimée en pourcentage du montant de la créance.

Enregistrement comptable

Constatations des clients douteux

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|-----------------------------|-------|--------|
| 416 | | Clients douteux (litigieux) | XXX | |
| | 411 | Clients | | XXX |

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Constatations de la perte de valeur sur créance et augmentation

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 685 | 49 | Dotations aux amortissements provisions et pertes de valeur sur actif courant Perte de valeur sur clients | XXX | XXX |

Reprise sur perte de valeur créance client

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 49 | 785 | Perte de valeur sur clients Reprise d'exploitation sur perte de valeur et provision actif courant | XXX | XXX |

Enregistrement d'une perte sur créance irrécouvrable

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 654 | 416 | Perte sur créance irrécouvrable Clients douteux (litigieux) | XXX | XXX |

3.3 Provision pour charge

Selon le SCF une provision pour charge est un passif dont l'échéance ou le montant est incertains elle est comptabilisée lorsque :

- L'entreprise a une obligation actuelle résultant d'un événement passé.
- Qu'une sortie probable de ressource sera nécessaire pour éteindre l'obligation.
- Une estimation fiable du montant de cette obligation peut être faite elles se divisent en plusieurs catégories :
 - Les provisions pour charges ;
 - Les provisions pour pensions obligations similaires (engagements de retraites) ;
 - Les provisions pour impôts ;
 - Provisions pour renouvellement des immobilisations (concession) ;
 - Autre provisions pour charges passifs non courant.

3.3.1 Définition des provisions pour charges

Ce compte comprend les charges prévisibles mais non déterminées quand à leur montant ou leur existence. Il ne comprend pas les réserves dont la constitution intervient après la détermination du bénéfice net et qui représentent la fraction du bénéfice soustraite aux répartitions et distributions.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Il ne comprend pas les charges et pertes constatées dont le caractère est certain non payées à la clôture de l'exercice est classée dans les comptes de la classe 4 en dettes dès lors que le montant en est connu avec une précision suffisante.³⁶

3.3.2 Réajustement de la provision pour charge

Le compte de provision est réajusté à la fin de chaque exercice par :

- Le débit des comptes de dotations lorsque le montant de la provision est augmenté ;
- Le crédit d'un compte 78 de reprise (produits) lorsque le montant de la provision est diminué ou annulé (provision devenue en tout ou partie, sans objet).³⁷

Enregistrement comptable

Constatation et augmentation de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 68 | 15 | Dotations aux amortissements provisions et perte de valeur sur actif courant. Provision pour charge passif courants | XXX | XXX |

Diminution de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 15 | 78 | Provision pour charge passif courants Reprise sur perte de valeur | XXX | XXX |

3.3.3 Listes des provisions pour charges

1. Provisions pour pensions et obligations similaires (compte 153) :

Ce compte enregistre le montant des engagements de l'entité en matière de pension, du départ à la retraite ou d'avantages similaires des membres de son personnel de ces associés et mandataires sociaux.

La comptabilisation de ces régimes de pension, retraites, ou assimilés à des prestations définies impliquent pour l'entreprise :

³⁶ TAZDAIT. Ali, « Maîtrise du système comptable financier », édition ACG, Algérie, 2009.p 168

³⁷ « Manuel de comptabilité » édition foucher Vanves, 2008 p 192

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

- D'utiliser des techniques actuarielles pour estimer de façon fiable le montant des avantages accumulés par les membres du personnel en contre partie des services rendus pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent des estimations doivent être faites sur les variables démographiques (mortalité et rotation du personnel) et financières (augmentations futures des salaires des coûts médicaux).
- De déterminer la valeur actualisée de ces avantages dus au personnel et assimilés cependant des estimations ou moyennes et des calculs simplifiés peuvent fournir une approximation fiable de ces engagements à faire figurer au passif.³⁸

Enregistrement comptable

Constatations de la provision.

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 6863 | | Dotations aux provisions pour pensions et obligations de retraite. | XXX | |
| | 153 | Provisions pour pensions et obligations similaires | | XXX |

Paiement des charges durant l'exercice suivant

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|------------------------------|-------|--------|
| 63 | | Charge du personnel. | XXX | |
| | 421 | Personnel rémunérations dues | | XXX |

Annulation de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 153 | | Provisions pour pensions et obligations similaires | XXX | |
| | 7863 | Reprise sur provisions pour pensions et obligations similaires | | XXX |

2. Provision pour impôt (compte 155)

Ce compte enregistre les provisions pour impôts qui correspondent à la charge probable d'impôt rattachable à l'exercice mais différée dans le temps et dont la prise en compte

³⁸ TAZDAIT. Ali, « Maîtrise du système comptable financier », édition ACG, Algérie, 2009, p 169

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

définitive dépend des résultats futurs elle ne peut être constituée que pour des impôts déductibles :

Il peut servir notamment à provisionner les pénalités inhérentes au non utilisation de plus values à réinvestir le bénéfices à taux réduit dans le cas ou l'entreprise a des doutes quant au respect de son engagement envers l'administrations fiscal.³⁹

Enregistrement comptable :

Constatation de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 6865 | 155 | Dotation aux provisions pour risques et charges financiers Provisions pour impôts | XXX | XXX |

Paiement de la charge durant l'exercice suivant

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 69 | 444 | Impôts sur les résultats et assimilés Etat impôt sur résultat | XXX | XXX |

Annulation de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 155 | 785 | Provisions pour impôts Reprise d'exploitation sur perte de valeur et provisions actif courant | XXX | XXX |

3. Provision pour renouvellement des immobilisations (compte 156)

▪ Provisions pour renouvellement des immobilisations en concession (compte 1560)

Ce compte enregistre les provisions pour renouvellement des immobilisations constituées par les concessionnaires de service public.⁴⁰

Enregistrement comptable

Constations de la provision

³⁹ Tazdait op.cit. p 172

⁴⁰ TAZDAIT. Ali, « Maîtrise du système comptable financier », édition ACG, Algérie, 2009, p173

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 6822 | 1560 | Dotations aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession Provision pour renouvellement d'immobilisation en concession | XXX | XXX |

Annulation de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 1560 | 7812 | Provisions pour renouvellement d'immobilisation en concession Reprise sur provisions d'immobilisation en concession | XXX | XXX |

▪ Provision pour constitution de gisement minier compte 1562

Ce compte enregistre les provisions pour reconstitution du gisement minier et de remise en l'état du terrain d'exploitation conformément aux articles 169 et 176 de la loi 01/10 du 03/07/2001 qui autorisent les entreprises activant dans le secteur à constituer des provisions au taux de 1% du chiffre d'affaire annuel pour les travaux de recherche dans un délai de 3 ans.

Enregistrement comptable

Constatations de la provision

| Débit | Crédit | 31/12/N | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 68 | 1562 | Dotation aux provisions pour reconstitution de gisement minier Provision pour reconstitution de gisement minier | XXX | XXX |

| Débit | Crédit | 31/12/N+1/N+2 | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 68 | 1562 | Dotation aux provisions pour reconstitution de gisement minier Provision pour reconstitution de gisement minier | XXX | XXX |

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Constatations des frais de recherche engagés pour un nouveau gisement

| Débit | Crédit | 31/12/N+3 | Débit | Crédit |
|----------------|--------|--|------------|--------|
| 61/62 44566 | 401 | Service Etats, TVA déductible Fournisseur de bien et service | XXX XXX | XXX |

Annulation de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 1562 | 785 | Provision pour reconstitution de gisement minier Reprise d'exploitation sur perte de valeur et provision actifs courants | XXX | XXX |

4. Les provisions pour charges passifs non courants (compte 158)

Ce compte enregistre les provisions destinées à couvrir des charges prévisibles importantes, ainsi que les provisions à caractère purement fiscal dont la comptabilisation est nécessaire si l'entreprise veut bénéficier des avantages fiscaux qui y sont liés.

D'après les dispositions des normes IFRS ces provisions sont considérées comme des passifs non courants est ne constituent pas un élément des capitaux propres.

Ce compte peut se décomposer en sous comptes suivants :

- **Provision réglementée relative aux immobilisations coût de démantèlement (compte 1581)**

Dans ce compte sont enregistrées des provisions réglementées pour la remise en état des sites d'exploitation des carrières, démantèlement d'une plateforme, la remise en état d'un appartenant à autrui (cas de la location d'un terrain sur lequel l'entreprise a érigé des constructions qui doit être restitué dans l'état ou il a été loué).

Suivant les dispositions de ce système comptable financier le coût de démantèlement d'une installation à la fin de sa durée d'utilité ou le coût de rénovation d'un site est à ajuster au coût de production ou d'acquisition de l'immobilisation concernée si ce démantèlement ou cette rénovation constitue d'une obligation pour l'entité.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Enregistrement comptable

Enregistrement des frais d'installation

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 21501 | | Installation technique | XXX | |
| 21502 | | Installation technique et démantèlement | XXX | |
| 44562 | | TVA déductible sur immobilisation | XXX | |
| | 404 | Fournisseur d'immobilisation | | XXX |
| | 1581 | Provision pour remise en états | | XXX |

Augmentation de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 21502 | | Installation technique et démantèlement | XXX | |
| | 1581 | Provision pour remise en états | | XXX |

Constatation de la dépréciation

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--------------------------------|-------|--------|
| 6 | | Charge | XXX | |
| 44566 | | TVA sur autre bien et service | XXX | |
| | 401 | Fournisseur de bien et service | | XXX |

Provision devenue sans objet

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 1508 | | Provision pour remise en état | XXX | |
| | 21502 | Installation technique et démantèlement | | XXX |

▪ Provision pour risque environnementaux (compte 1583)

Ce compte enregistre les dépenses imposées ou non par la réglementation effectuée en vue de prévenir, réduire ou réparer les dommages que l'entreprise a occasionnés ou pourrait occasionner par ces activités, à l'environnement ces coûts sont liés entre autre :

- A l'élimination des déchets et aux efforts entrepris pour limiter la qualité ;
- A la lutte contre la pollution des sols, des eaux de surfaces et des eaux souterraines ;
- A la préservation de la qualité de l'air et du climat ;
- A la réduction des émissions sonores ;
- A la protection de la biodiversité et du paysage.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Enregistrement comptable

Constatation de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 6865 | 1583 | Dotations aux provisions pour risques et charges financières Provisions réglementées relatives aux immobilisations | XXX | XXX |
| 6 | 401 | Charge Fournisseur de biens et services | XXX | XXX |

Annulation de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 1585 | 78 | Provision réglementées relatives aux immobilisations Reprises sur pertes de valeurs et provisions | XXX | XXX |

▪ Provisions pour garantie donnée aux clients (compte 1584)

Les provisions pour garanties données aux clients sont constituées et à la clôture d'un exercice dans les conditions suivantes :

- Elle concerne des ventes réalisées avant la clôture de l'exercice assorties d'une obligation de garantie vis à vis des clients ;
- La sortie de ressources est constituée par des coûts de réparation rendus probables par l'existence d'un défaut dans le produit ou la prestation livrés ;

Pas de contre partie équivalent : l'entreprise a déjà comptabilisé le produit sur la vente et n'attend plus aucune contre partie de la réparation physique ou financière lié à la garantie.

Le montant à provisionner est celui du coût estimé de l'exécution de la garantie évaluée suivant des statistiques reposant sur des données propres à l'entreprise ou en s'appuyant sur d'autres informations.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Enregistrement comptable

Constatations de la provision

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 685 | | Dotation aux provisions et perte de valeur sur actif courant | XXX | |
| | 1584 | Provisions pour garanties donnée aux clients | | XXX |

Constatation de la charge

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 657 | | Charge exceptionnelle de gestion courante | XXX | |
| | 411 | Client | | XXX |

Annulation des provisions

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 1584 | | Provision pour garantie donnée aux clients | XXX | |
| | 7854 | Reprises sur provisions et pertes de valeurs sur les comptes de créance | | XXX |

▪ Provisions pour perte sur contrat à long terme (compte 1587)

Ce compte est utilisé pour constater les pertes à terminaisons sur les contrats à long terme.

Le plan comptable financier retient deux méthodes de comptabilisation des revenus et charges relatifs aux contrats à long terme selon que l'entreprise a la capacité à estimer de façon fiable le résultat à terminaison ou non.

Premier cas : Méthode à l'avancement

Le pourcentage d'avancement est estimé par l'entreprise en mettant en œuvre les méthodes qui mesurent de façon fiable les travaux ou service exécutés et qui peuvent valablement être reconnus par le client il est admis que la mesure de pourcentage d'avancement ne peut se contenter du seul aspect juridique « réception provisoire, et transfert de priorité, etc. » ou bien de la facturation « facturation partielles, avance, acomptes, etc. ».

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Enregistrement comptable

Constations chiffre d'affaire à l'avancement (31/12/N)

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 4181 | 704 | Client facture à établir | XXX | XXX |
| | 44587 | Vente de travaux Etats – TVA sur facture à établir | | XXX |

Comptabilisation de la perte complémentaire (31/12/N)

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 6868 | | Dotation aux provisions pour autre charges passifs courant | XXX | |
| | 1587 | Provision sur contrats à long terme | | XXX |

Contre passation de l'écriture du chiffre d'affaire à l'avancement (01/01/N+1)

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--------------------------------|-------|--------|
| 704 | | Vente de travaux | XXX | |
| 44587 | | Etat TVA sur facture à établir | XXX | |
| | 4181 | Client facture à établir | | XXX |

Enregistrement de l'achèvement du chantier (01/01/N+1)

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---------------------------------|-------|--------|
| 411 | 704 | Client | XXX | XXX |
| | 44571 | Travaux Etat – TVA collectée | | XXX |

Avis de crédit (01/01/N+1)

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|-------------|-------|--------|
| 512 | | Banque | XXX | |
| | 411 | Client | | XXX |

Provision sur perte de valeur sans objet

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 1587 | | Provision sur perte contrat à long terme | XXX | |
| | 7854 | Reprises sur provisions et pertes de valeurs | | XXX |

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Deuxième cas : La méthode à l'achèvement

Cette méthode autorisée lorsque le système d'information de l'entreprise n'est pas performant pour évaluer le résultat du contrat au fur et à mesure de l'avancement consiste à comptabiliser comme produits de l'exercice, le montant équivalent des charges constatées et dont le recouvrement est probable.

Enregistrement comptable

Enregistrement de stock final

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--------------------------------------|-------|--------|
| 335 | | Travaux en cours | XXX | |
| | 72335 | Variation des en cours de production | | XXX |

Enregistrement de la dépréciation composante de la perte probable

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 6852 | | Dotation aux pertes de valeur sur stock | XXX | |
| | 394 | Provisions et pertes de valeur sur en cours de production de services | | XXX |

Enregistrement de la deuxième composante de la perte global

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 6868 | | Dotation aux provisions pour autre charges passifs courant | XXX | |
| | 1587 | Provision sur contrats à long terme | | XXX |

Enregistrement de la deuxième composante de la perte probable à la date de réception des travaux

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|----------------------|-------|--------|
| 411 | | Client | XXX | |
| | 704 | Travaux | | XXX |
| | 44571 | Etat – TVA collectée | | XXX |

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Avis de crédit à la date de réception des travaux

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|-------------|-------|--------|
| 512 | | Banque | XXX | |
| | 411 | Client | | XXX |

Provision pour dépréciation devenue sans objet

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 394 | | Provisions et pertes de valeur sur en cours de production de services | XXX | |
| | 7868 | Reprises sur provisions pour charge passifs non courants | | XXX |

Provision devenue sans objet

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 1587 | | Provisions pour perte sur contrat à long terme | XXX | |
| | 7868 | Reprises sur provisions pour charge passifs non courants | | XXX |

Section 04 : Les écritures de régularisations

L'ajustement des comptes de produits et de charges vise à affecter au résultat de l'exercice toutes les charges et tous les produits de l'exercice, afin de respecter le principe d'indépendance des exercices.

4.1 La régularisation des charges et produits

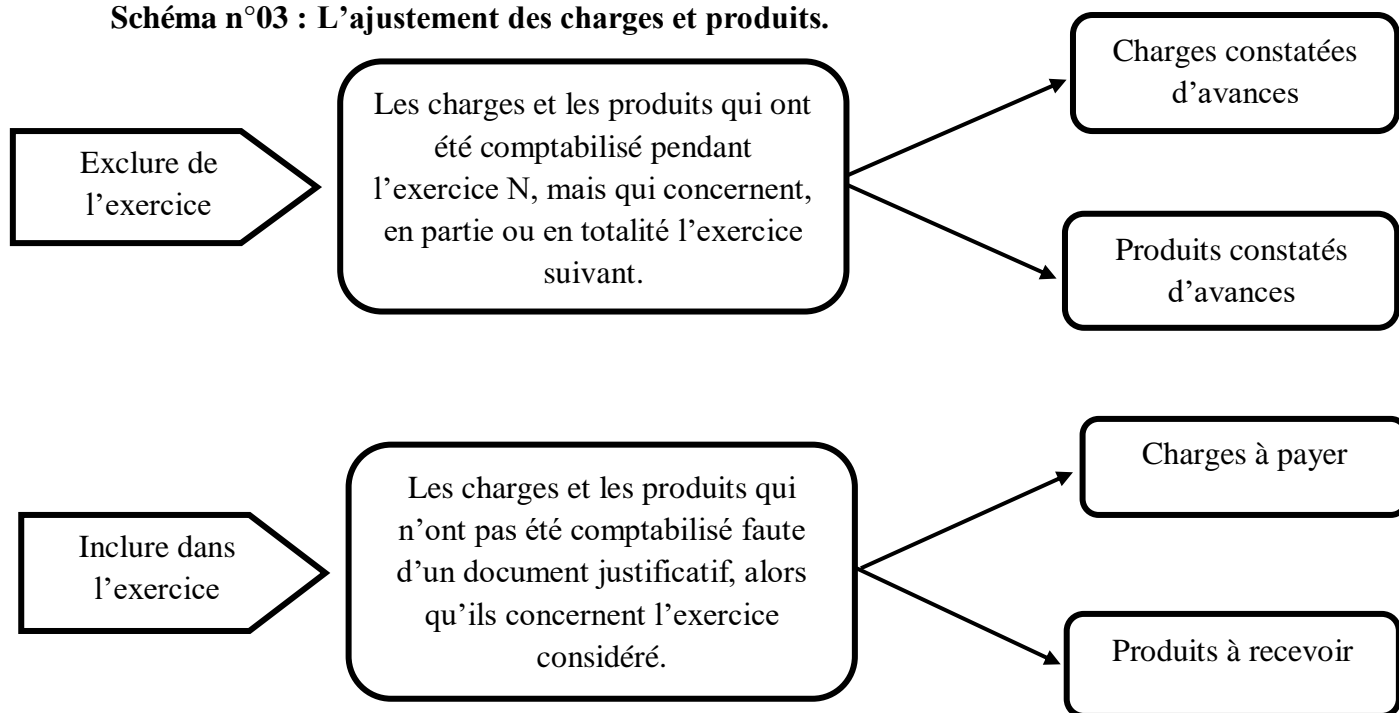
Les ajustements de charges et produits consistent à rattacher à un exercice déterminé toutes les charges et tous les produits qui le concernent réellement, mais eux seuls, afin de respecter le principe de l'indépendance des exercices.

Toutefois, les produits et les charges comptabilisés au cours de l'exercice ne correspondent pas nécessairement à ceux qui lui incombent. En conséquence, il est obligatoire à la clôture de l'exercice N, d'effectuer les ajustements suivants :⁴¹

⁴¹ Béatrice et Francis GRANDGUILLOT, « introduction à la comptabilité 6^{ème} édition », édition LEXTENSO, 2015-2016, p149

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Schéma n°03 : L'ajustement des charges et produits.



Source : <https://apprendreconomie-jqb.com/> consulter le 22/05/2022 à 15h27

4.1.1 Les charges constatées d'avances

Des charges enregistrées au cours de l'exercice qui se termine correspondent à des consommations ultérieures qui interviendront lors de l'exercice suivant, il s'agit alors des charges constatées ou comptabilisées d'avances. Elles doivent donc être déduites du montant des charges comptabilisées pendant l'exercice, pour être imputées à l'exercice suivant. ⁴²

Enregistrement comptable

Charges constatées d'avances

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|------------------------------|-------|--------|
| 486 | | Charges constatées d'avances | XXX | |
| | 6 | Charges par natures | | XXX |

4.1.2 Charges à payer

Si certains fournisseurs vous envoient leurs factures à l'avance, d'autres tardent heureusement à vous de la faire parvenir ! Dans le cas où la dépense concerne l'exercice que vous êtes en train de clôturer, Vous devrez la prendre en compte dans votre compte de résultat

⁴² Antraigues. D, travaux de fin d'exercice « Les ajustements ou régularisations des comptes de charges et de produits ». P 4

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

même si vous n'avez pas encore reçu la facture. Le principe est identique pour les intérêts courants sur vos emprunts bancaires, pour les congés payés de vos salariés et pour certains impôts et taxes.⁴³

Enregistrement comptable

Charge à payer à la clôture de l'exercice N :

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 6... | | Compte d'achat et de charges concernées | XXX | |
| 44586 | | TVA à régulariser sur factures non parvenues | XXX | |
| | 408 | Fournisseurs- factures non parvenues | | XXX |
| | 4286 | Personnels- charges à payer | | XXX |
| | 4386 | Organismes sociaux- charges à payer | | XXX |
| | 4486 | Etat- charges à payer | | XXX |
| | 1688 | Intérêts courus | | XXX |

4.1.3 Les produits constatés d'avances

Les produits constatés d'avance sont des produits comptabilisés au cours d'un exercice mais qui correspondent à des fournitures de biens ou à des prestations de services qui n'interviendront qu'au cours de l'exercice suivant. Ils doivent être exclus des produits de l'exercice en cours pour être transférés sur l'exercice suivant. Il s'agit par exemple de l'enregistrement en N d'une facture de vente de marchandises. Mais ces marchandises ne seront livrées au client qu'en N+1.

Le produit est enregistré pendant l'exercice N alors que l'entreprise possède encore les marchandises dans ses stocks. La régularisation consistera à transférer le produit de l'exercice N vers l'exercice N + 1.⁴⁴

Enregistrement comptable

Exclusion des produits de N+1

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|-------------------------------|-------|--------|
| 7... | | Comptes de produits concernés | XXX | |
| | 487 | Produits constatés d'avances | | XXX |

⁴³ Laurence Thibault – Le Gallo, « la comptabilité pour les nuls », édition first, Paris, P 282

⁴⁴ <https://www.tifawt.com> consulter le 05/05/2021 à 13 : 30)

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

4.1.4 Les produits à recevoir

Les produits à recevoir sont des produits qui doivent être rattachés à l'exercice qui s'achève alors qu'en l'absence de pièces justificatives (par exemple une facture pour le client qui n'a pas été établie), leur comptabilisation n'a pas été effectuée.⁴⁵

Enregistrement comptable :

Produits à recevoir à la clôture de l'exercice N

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|-------|--------|
| 418 | | Clients – factures à établir | XXX | |
| 4287 | | Personnel - produits à recevoir | XXX | |
| 4387 | | Organismes sociaux – produits à recevoir | | XXX |
| 4487 | | Etat- produits à recevoir | | XXX |
| 2768 | | Intérêts courus | | XXX |
| | 7... | Compte de ventes concernées | | XXX |
| | 44587 | TVA à régulariser sur factures à établir | | XXX |

A l'ouverture de l'exercice N+1 : Les produits à recevoir doivent être contrepassés, les écritures sont simplement inversées. Et les produits sont comptabilisés à la date de réception des factures.

Comptabilisation chez le client

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---------------------|-------|--------|
| 6... | | Charges par natures | XXX | |
| 44566 | | TVA déductible | XXX | |
| | 401 | Fournisseurs | | XXX |

Comptabilisation chez le fournisseur

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|-------------------------------|-------|--------|
| 411 | | Clients | XXX | |
| | 7... | Comptes de produits concernés | | XXX |
| | 44571 | TVA collectée | | XXX |

⁴⁵ B, Collain, F, Déjean, M, Astrid le theule « comptabilité général 2^{ème} édition », DUNOD, Paris, 2017, P 183

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

4.2 Régularisation des rabais, remises et ristournes

Les rabais, remises et ristournes sont traités de la même manière en comptabilité bien qu'il ne s'agisse pas de la même chose. Voici leurs définitions :

Rabais : Il s'agit de réduction exceptionnelle sur le prix de vente initial pour prendre en compte entre autre un problème de qualité, de non-conformité ou un retard de livraison.

Remises : Il s'agit de réduction pratiqué de façon habituelle sur le prix de vente initial en fonction de l'importance de la vente ou de la qualité de l'acheteur.

Ristourne : Il s'agit de réduction calculé sur une période déterminé sur l'ensemble des opérations faites avec un même client.

4.2.1 RRR à obtenir

Le fournisseur donne une promesse à l'entreprise de lui accorder des réductions au cours de l'exercice, des fois à la fin de l'exercice, elle ne recevra aucun document (facture d'avoir) concernant cette réduction.

Enregistrement comptable

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 4098 | | RRR à obtenir et autres avoirs non encore reçus | XXX | |
| | 609 | RRR obtenus sur achats | | XXX |
| | 44586 | TVA à régulariser sur factures non parvenues | | XXX |

4.2.2 RRR à accorder

La réduction commerciale à accorder concerne l'exercice à clôturer, bien que l'avoir ne soit pas encore établi.

Enregistrement comptable

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|-------|--------|
| 709 | | RRR accordés par l'entreprise | XXX | |
| 44587 | | TVA à régulariser sur factures à établir | XXX | |
| | 4198 | RRR à accorder et autres avoirs à établir | | XXX |

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

4.3 Régularisation des achats

Le compte « 38 » doit toujours être soldé en fin de période, s'il n'est pas soldé deux cas se représentent :

1. Le compte « Achats » présente un solde débiteur, c'est à dire qu'on a reçu la facture mais pas les marchandises.
2. Le compte « Achats » présente un solde créditeur, c'est à dire qu'on a reçu les marchandises mais pas la facture.⁴⁶

Enregistrement comptable

La facture comptabilisée sans réception des marchandises achetées

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|----------------------|-------|--------|
| 37 | | Stocks à l'extérieur | XXX | |
| | 38 | Achats stocké | | XXX |

Marchandises réceptionnées sans factures d'achat

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|----------------------------------|-------|--------|
| 38 | | Achats stocké | XXX | |
| 44586 | | TVA sur facture non parvenue | XXX | |
| | 408 | Fournisseur facture non parvenue | | XXX |
| | Ou | | | |
| | 538 | Facture à recevoir | | XXX |

4.4 Régularisation des ventes

On peut avoir deux cas :

1. Marchandises envoyées, non facturées, c'est à dire que les produits ont été livrés à des clients, mais à la fin de l'exercice les factures n'ont pas encore été établies et envoyées.
2. Factures envoyées mais pas les marchandises, c'est à dire que les factures ont été établies et envoyées à des clients mais les marchandises correspondantes ne leur ont été pas livrées.

⁴⁶ ABDELGHAFOUR GRAZEM, « Les travaux de fin d'exercice rapport d'expertise comptable », CRCECC, juillet 2009, P 22

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Enregistrement comptable

Marchandises envoyées mais non facturées

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--------------------|-------|--------|
| 478 | | Facture à établir | XXX | |
| | 70 | Ventes de produits | | XXX |

Factures envoyées sans les marchandises

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---------------------------------|-------|--------|
| 72 | | Production stockée ou déstockée | XXX | |
| | 35 | Produits finis | | XXX |

4.5 L'état de rapprochement bancaire

L'état de rapprochement permet de vérifier la cohérence entre le compte bancaire de l'entreprise (compte 512) et le relevé de compte bancaire.

Le cas de l'incohérence et la différence entre le relevé et le compte tenu par l'entreprise, il peut s'agir : des opérations qu'on a oublié d'enregistrer, des agios et frais bancaires qui apparaît sur l'extrait de compte, des erreurs de saisie et d'enregistrement.

Sa démarche se résume comme suit :⁴⁷

4.5.1 Le pointage

Le pointage des opérations portées à la fois sur le compte de l'entreprise et sur le relevé bancaire permet de repérer et d'identifier des différences qui figureront sur l'état de rapprochement. Les sommes portées :

- Au débit du compte 512 (banque) correspondent à celles portées au crédit du relevé bancaire.
- Au crédit du compte 512 (banque) correspondent à celles portées au débit du relevé bancaire.

Après pointage, on constate que certaines sommes figurant sur le compte 512 (banque) alors qu'elles ne sont pas encore portées sur le relevé bancaire ou bien l'inverse porté sur le

⁴⁷ GRANDGUILLOT B et F, « comptabilité générale », 11^{ème} édition, 2013, P215 et 216

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

relevé mais ne sont pas porter sur le compte 512, ces différences font l'objet de l'état rapprochement bancaire.

4.5.2 L'état de rapprochement

Est un document extra comptable qui permet d'expliquer les différences entre le solde du compte 512 (banque) et le solde du relevé bancaire. L'entreprise dresse généralement 2 tableaux :

- Un tableau appelé compte banque au grand livre ;
- Un tableau intitulé compte envoyée par la banque.

Tableau n°17: Etat de rapprochement bancaire

| Compte de banque à l'entreprise | | | | | La banque (relevé de compte) | | | | |
|---------------------------------|----------------|---------|-------|--------|------------------------------|----------------|---------|-------|--------|
| Date | N° de document | Libellé | Débit | Crédit | Date | N° de document | Libellé | Débit | Crédit |
| | - | - | - | - | | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | | - | - | - | - |
| Solde | | | - | - | Solde | | | - | - |

Source : Elaborer par nos soins à partir du cours de comptabilité de 2^{ème} année licence

Les écritures de redressement : L'entreprise doit ajuster son compte banque en enregistrant dans sa comptabilité des opérations manquantes récapitulées dans le tableau « compte banque au grand livre ».

- **Opération relatives aux encaissements :** Le compte 512 « banque » est débité du montant total des opérations portées dans la colonne crédit du tableau « relevé bancaire » au grand livre par le crédit des comptes concernés.

Enregistrement comptable :

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|-----------------------------|-------|--------|
| 512 | | Banque | XXX | |
| | 411 | Clients | | XXX |
| | 76 | Produits financiers | | XXX |
| | 511 | Effets à l'encaissement | | XXX |
| | 5114 | Effets à l'escompte | | XXX |
| | 413 | Clients – effets à recevoir | | XXX |

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

- **Opérations relatives aux décaissements :** Le compte 512 (banque) est crédité du montant total des opérations portées dans la colonne débit du tableau « relevé bancaire » au grand livre par le débit des comptes concernés.

Enregistrement comptable

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--------------------|-------|--------|
| 627 | | Services bancaires | XXX | |
| 403 | | Effets à payer | XXX | |
| 661 | | Charges d'intérêts | XXX | |
| | 512 | Banque | | XXX |

Section 05 : Le passage du résultat comptable au résultat fiscal

Le résultat fiscal est calculé à partir d'une base qui n'est pas le résultat comptable proprement dit, mais le résultat qui découle lui-même du résultat comptable. La différence résulte des rectifications dites extracomptables, qui permettent le passage de l'un à l'autre, avec réintégration de certaines charges et déduction de certains produits.

5.1 Définition du résultat fiscal

Le Code des Impôts directs et taxes assimilées (CIDTA) définit le résultat imposable comme suit :

La définition relative au compte de résultat : sous réserve des dispositions des articles 172 et 173, le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après le résultat des opérations de toute nature effectuées par chacun des établissements, unités ou exploitations dépendant d'une même entreprise y compris notamment les cessions d'éléments quelconques de l'actif soit en cours soit en fin d'exploitation.⁴⁸

D'une façon plus précis :

- Le résultat fiscal est le montant qui sert de base au calcul de l'imposition. Il peut s'agir de l'impôt sur le bénéfice (IBS) pour les sociétés ou de l'impôt sur le revenu Global (IRG) pour les entreprises individuelles.
- Le résultat fiscal d'une société est différent de son résultat net, tout comme le revenu fiscal d'un foyer est différent de son revenu net. Le montant de l'impôt à payer est un alors un pourcentage de ce résultat fiscal.

⁴⁸ Article 140-1 du code des impôts directs et taxes assimilées, 2018

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

On calcul le résultat fiscal comme suit :

$$\text{Résultat fiscal} = \text{Résultat net} + \text{les réintégrations} - \text{les déductions}$$

5.2 Résultat net

Le résultat net de l'exercice constitue un des principaux critères de mesure de la performance de l'entreprise. Il est défini comme suit par le Système Comptable Financier :

« Le résultat net de l'exercice est égal à la différence entre le total des produits et le total des charges de cet exercice. Il correspond à la variation des capitaux propres entre le début et la fin de l'exercice, hors opérations affectant directement le montant des capitaux propres sans affecter les charges ou les produits. Le résultat net correspond à un bénéfice en cas d'excédent des produits sur les charges et à un déficit dans le cas contraire»⁴⁹.

Un résultat positif (bénéfice) désigne aussi l'excédent des actifs de l'entité sur ses passifs ou des produits sur ses charges ; il est négatif (déficit) dans les cas contraire.⁵⁰

5.3 Les charges déductibles

5.3.1 Les conditions générales de déduction

Pour être admis en déduction, les frais et les charges doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- 1/ être exposés dans l'intérêt direct de l'exploitation ou se rattacher à la gestion normale de l'entreprise ;
- 2/ correspondre à une charge effective et être appuyé de justifications suffisantes ;
- 3/ se traduire par une diminution de l'actif net de l'entreprise ;
- 4/ être compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

5.3.2 Les charges fiscalement déductibles

I. Frais généraux

- 1/ Les achats de matière et de marchandises (consommation)
- 2/ Frais de personnel
- 3/ Les charges sociales

⁴⁹ Article 28 du décret exécutif n°08 156 du 26 mai 2008

⁵⁰ Karim DJOUDI, « Manuel de comptabilité financière », ENAG édition, Réghaïa, 2013, p251

- 4/ Les charges financières
- 5/ Les frais de location
- 6/ Charges relatives à la recherche scientifique
- 7/ Impôts et taxes
- 8/ Dépenses relatives aux investissements
- 9/ Cadeaux, dons et frais de publicité
- 10/ Les dépenses de parrainage, patronage et de sponsoring
- 11/ Primes d'assurances
- 12/ Mission, frais de transports et déplacement ;
- 13/ Frais d'entretien et de réparation ;
- 14/ Frais divers de gestion :
- 15/ Les frais préliminaires

II. Les amortissements

III. Les provisions

IV. Report déficitaire

5.4 Traitement des différents produits

Le bénéfice imposable est déterminé d'après le résultat des opérations de toute nature, réalisées au cours de la période considérée. En conséquence, les produits à retenir doivent comprendre non seulement les ventes de marchandises, la production vendue et les prestations fournies, mais également tous les produits accessoires à l'exploitation ou exceptionnels.⁵¹

Il résulte également de cette définition générale du bénéfice imposable que les subventions et les plus-values doivent, dans la détermination du bénéfice imposable, être prises en considération.

1. Travaux, ventes et prestations de services

Ils sont constitués par le prix des marchandises vendues, des travaux effectués ou des services fournis par l'entreprise. Le fait générateur de la créance acquise est la livraison pour les ventes, l'achèvement des prestations pour les fournitures de services.

2. Les subventions

Les subventions reçues entraînent une augmentation de l'actif net, elles constituent un élément du bénéfice imposable.

⁵¹ COLLET Martin, « droit fiscal », édition Thémis, Paris 2007, P363.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

- **Les subventions d'exploitation**: consistent en une aide financière, accordée par l'Etat, les collectivités publiques ou des tiers, qui sont soit définitivement acquises soit susceptibles d'être remboursées, sont en principe imposables au titre de l'exercice au cours duquel leur octroi est certain.
- **Les subventions d'équipements** : accordées par l'Etat ou les collectivités territoriales au profit des entreprises en vue d'acquérir ou de créer des valeurs immobilisées, sont comprises dans les résultats de l'exercice en cours à la date de leur versement.

Elles sont rapportées aux bénéfices imposables des exercices suivants proportionnellement à leur exploitation, le montant restant des subventions est rapporté aux bénéfices imposables, à compter du cinquième exercice au plus.

Cependant, les subventions destinées à l'acquisition des biens amortissables, sur une durée de cinq (5) années, sont rapportées, conformément aux conditions fixées ci-dessus, aux annuités d'amortissements.

En cas de cession des immobilisations acquises au moyen de ces subventions, la fraction de la subvention non encore rapportée aux bases de l'impôt est retranchée de la valeur comptable de ces immobilisations pour la détermination de la plus-value imposable ou de la moins-value à déduire.

Les subventions d'exploitation et d'équilibre font partie du résultat de l'exercice de leur encaissement.⁵²

3. Produits divers

Parmi les produits imposables, il y a lieu de citer, notamment :

- Les remises de dettes consenties par les créanciers de l'entreprise.
- Les dégrèvements accordés au titre d'impôt antérieurement admis dans les charges déductibles et dont le montant doit être compris dans les recettes de l'exercice au cours duquel le bénéficiaire est avisé de leur ordonnancement.
- Les bénéfices de change traduit par les écarts de conversion des devises, et qui sont déterminés à la clôture de chaque exercice en fonction du dernier cours de change.

⁵² <https://www.mfdgi.gov.dz/> site officiel de la direction général des impôts consulté le 17/05/2022 à 12 :40

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

- Les indemnités diverses telles que les indemnités d'assurance allouées à la suite d'un vol de tout ou partie d'un stock de marchandises.

Toutefois ne constitue pas une recette imposable l'indemnité d'assurance perçue par une entreprise à titre de compensation d'une partie ou d'une charge qui n'est pas par nature déductible, telle que les pénalités d'assiettes.

4. Plus value professionnelle (produits exceptionnels)

Les plus values provenant de la cession de biens faisant partie de l'actif immobilisé sont imposées différemment selon qu'elles sont à court terme ou à long terme. Les plus values à court terme proviennent de la cession d'éléments acquis ou créés depuis trois ans au moins. Les plus values à long terme sont celles qui proviennent de la cession d'éléments acquis plus de trois ans.

- Les plus values à court terme, leur montant est compté dans le bénéfice imposable, pour 70%.

- Les plus values à long terme, leur montant est compté dans le bénéfice imposable, pour 35%.

5. Les charges à réintégrer et à déduire

• Les charges à réintégrer

La réintégration fiscale annule les conséquences comptables d'une charge ou d'un produit sur le résultat fiscal d'une société. Les réintégrations concernent les charges exclues du droit à déduction. Les entrepreneurs individuels comme les sociétés soumises à l'impôt sur bénéfice (IBS) doivent réintégrer ces charges sur la liasse fiscale sont comme suite :

- Charges des immeubles non affectés directement à l'exploitation ;
- Quote-part des cadeaux publicitaires non déductibles ;
- Quote-part du sponsoring et parrainage non déductibles ;
- Frais de réception non déductibles ;
- Cotisations et dons non déductibles ;
- Impôts et taxes non déductibles ;
- Provisions non déductibles ;
- Amortissements non déductibles ;
- Quote-part des frais de recherche développement non déductibles ;
- Amortissement non déductibles liés aux opérations de crédit-bail (preneur) ;⁵³
- Loyers hors produits financiers (bailleur) ;⁵⁴
- Impôts sur les bénéfices des sociétés (impôt exigible sur le résultat+ impôt différé) ;
- Pertes de valeurs non déductibles ;
- Amendes et pénalités ;

⁵³ Article 27 de LFC 2010.

⁵⁴ Article 27 de LFC 2010

- **Les charges à déduire**

La déduction comme une exonération, une réduction ou un crédit d'impôt, est un avantage fiscal octroyé à un contribuable. Son principal effet est de minorer la base imposable, de diminuer le montant des revenus soumis à l'impôt, un peu comme un abattement fiscal.⁵⁵

Les déductions sont les suivants :

- Loyers hors charges financières (preneur) ;
- Le report déficitaire ;
- Les plus ou moins-values de cession ;
- Amortissements liés aux opérations de crédit-bail ;
- Ets.

5.5 Tableau du résultat fiscal

Les entreprises utilisent un tableau pour le calcul du résultat fiscal, on y trouve le résultat net, les réintégrations et les déductions, ce tableau est communément appelé « Tableau N°9 » ou «Tableau de détermination du résultat fiscal ».

Il se présente comme suit :

⁵⁵ www.toutsurmesfinances.com (consulter le 23/05/2022 à 10h00)

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Tableau n°18 : Tableau de détermination du résultat fiscal

| | | |
|---|--------------------------------|---|
| I. Résultat net de l'exercice | Bénéfice | - |
| | Perte | - |
| II. Réintégrations | | |
| Charges des immeubles non affectées directement à l'exploitation | | - |
| Quote- part des cadeaux publicitaires non déductibles | | - |
| Quote-part de sponsoring et parrainage non déductibles | | - |
| Frais de réception non déductibles | | - |
| Cotisations et dons non déductibles | | - |
| Impôts et taxes non déductibles | | - |
| Provisions non déductibles | | - |
| Amortissement non déductible | | - |
| Quote-part des frais de recherche et développement non déductibles | | - |
| Amortissement non déductible lié aux opérations de crédit bail (preneur) (cf art 27 de la LFC 2010) | | - |
| Loyers hors produits financier (bailleurs) (cf art 27 de LFC 2010) | | - |
| Impôt sur le bénéfice des sociétés | Impôt exigible sur le résultat | - |
| | Impôt différé (variation) | - |
| Pertes de valeur non déductibles | | - |
| Amendes et pénalités | | - |
| Autres réintégrations | | - |
| Total des réintégrations | | - |
| III. Déductions | | |
| Plus values sur cession d'éléments d'actif immobilisés (cf art 173 CIDTA) | | - |
| Les produits et les plus values de cession des actions et titres assimilés ainsi que des actions ou part d'OPCVM cotées en bourse. | | - |
| Les revenus provenant de la distribution des bénéfices ayant été soumis à l'impôt sur les bénéfices des sociétés ou expressément exonérés (cf art 147 bis du CIDTA) | | - |
| Amortissement lié aux opérations de crédit bail (Bailleur) (cf art 27 de LFC 2010) | | - |
| Loyers hors charges financières (preneur) (cf art 27 de LFC 2010) | | - |
| Complément d'amortissement | | - |
| Autres déductions | | - |
| Total des déductions | | - |
| IV. Déficit antérieur à déduire (cf.art 147 du CIDTA) | | |
| Déficit de l'année 20 | | - |
| Déficit de l'année 20 | | - |
| Déficit de l'année 20 | | - |
| Total déficit à déduire | | - |
| Résultat fiscal (I+II-III-VI) | Bénéfice | - |
| | Déficit | - |

Source : élaborer par nos soins à partir des cours de gestion fiscale.

Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice

Conclusion :

Les travaux de fin d'exercice consistent à dresser l'inventaire de tous les éléments d'actif et de passif d'une entreprise, puis à passer les écritures de régularisation indispensables à la détermination du résultat de l'exercice et à l'obtention d'une image fidèle de l'entreprise.

A partir de ce résultat en intégrant les différentes réintégrations et en soustrayant les déductions, on obtiendra le résultat fiscal qui nous servira de base pour calculer l'impôt à payer.

Durant la réalisation de ces travaux, il faudra veiller à se concentrer et à respecter les principes comptables, les modalités d'estimation et de régularisation envisagés par le système de comptabilité financière et le code de commerce algérien.

Enfin, quand toutes les opérations comptables traités et constatées ont été bien régularisées, nous pouvons établir les états financiers et les documents de synthèse et la réouverture des livres comptables.

Chapitre III

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Introduction

Après avoir abordé l'aspect théorique des notions de base de la comptabilité, des travaux de fin d'exercice et ses différentes opérations de régularisation, il convient de compléter cela par un cas pratique qui vient appuyer l'aspect théorique, cette étude s'est déroulée dans une entreprise publique qui est l'Entreprise Portuaire de Bejaïa (EPB).

Notre travail portera en premier lieu sur la présentation de l'entreprise portuaire de Bejaia et un petit aperçu sur ses principales activités et ses différents départements. En second lieu, nous aborderons une étude de cas sur les travaux de fin d'exercice, à travers laquelle nous allons voir le déroulement de l'inventaire extra-comptable, les opérations de régularisation, le passage au résultat fiscal, et enfin l'élaboration des documents de synthèse.

Section 01 : Présentation de l'EPB

L'histoire du port de Bejaia est bien plus que l'accueil de bateaux du monde entier. Depuis son existence, qui remonte à l'époque phénicienne, le port de Bejaia a su s'adapter aux changements internationaux et se perfectionner. Derrière toutes les réussites, on trouve un nombre incalculable de personnes qui, grâce à leur compétence et leur dévouement, ont su relever cette entreprise qui représente un formidable moteur économique pour la région.

1.1 Généralité sur le port de Bejaia

Au cœur de l'espace méditerranéen, la ville de Bejaia possède de nombreux sites naturels et vestiges historiques, datant de plus de **10 000 ans**, ainsi qu'une multitude de sites archéologiques, recelant des trésors anciens remontant à l'époque du néolithique.

Dans l'antiquité, *Amsyouen*, habitants des flans surplombant la côte, ne fréquentaient la côte que pour pêcher. Les premières nefs qui visitèrent nos abris naturels furent phéniciennes, ils y installèrent des comptoirs.

La *Saldæ* romaine leur succéda, et devint port d'embarquement de blé. Ce n'est qu'au 11ème siècle que la berbère *Begaieth*, devenue *Ennaciria*, prit une place très importante dans le monde de l'époque. Le port de Bejaia devint l'un des plus importants de la Méditerranée, ses échanges étaient très denses. L'histoire retiendra également à cette époque, que par *Fibonacci de Pise*, fils d'un négociant pisan, s'étendirent dans le monde à partir de Bejaia, les chiffres aujourd'hui universellement utilisés.

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

La réalisation des ouvrages du port débuta en **1834**, Les infrastructures actuelles ont commencé à être érigées à la fin du siècle dernier. Les ouvrages de protection furent entamés en **1870** et ceux d'accostage en **1879**. La construction de l'ancien port fut achevée en **1911**. Le nouveau quai long de 300m elle fût achevée en **1987**. C'est en **1960** que fût chargé le 1^{er} pétrolier au port de Bejaia.

L'aménagement moderne des espaces et des installations spécialisées, l'implantation de nouvelles industries et l'introduction d'outils modernes de gestion ont fait évoluer le Port de Bejaia vers la 3^{ème} génération et le classent aujourd'hui 2^{ème} port d'Algérie en marchandises générales.

Ayant acquis la certification **iso 9002** en **2000** puis la transition à la **norme 9001 version 2000** en **2002** et la **14001** en **2004**, l'entreprise aspire pour fin **2007** inclure l'**OHSAS 18000** pour faire aboutir son projet d'être le premier port africain à se doter d'un système de management intégré.

1.2 Historique et cadre juridique de l'entreprise portuaire de Bejaia

Le décret **n°82-285** du 14 Août **1982** publié dans le journal officiel **n° 33** porta la création de l'Entreprise Portuaire de Bejaia ; entreprise socialiste à caractère économique ; conformément aux principes de la charte de l'organisation des entreprises, aux dispositions de l'ordonnance **n° 71-74** du 16 Novembre **1971** relative à la gestion socialiste des entreprises.

L'entreprise, réputée commerçante dans ses relations avec les tiers, fut régie par la législation en vigueur et soumise aux règles édictées par le sus mentionné décret.

Pour accomplir ses missions, l'entreprise est substituée à l'Office National des Ports (**ONP**), à la Société Nationale de Manutention (**SO.NA.MA**) et pour partie à la Compagnie Nationale Algérienne de Navigation (**CNAN**).

Elle fut dotée par l'Etat, du patrimoine, des activités, des structures et des moyens détenus par l'ONP, la **SO.NA.MA** et de l'activité Remorquage, précédemment dévolue à la **CNAN**, ainsi que des personnels liés à la gestion et au fonctionnement de celles-ci.

En exécution des lois **n° 88.01**, **88.03** et **88.04** du 02 Janvier **1988** s'inscrivant dans le cadre des réformes économiques et portant sur l'autonomie des entreprises, et suivant les

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

prescriptions des décrets n°88.101 du 16 Mai 1988, n°88.199 du 21 Juin 1988 et n°88.177 du 28 Septembre 1988.

L'Entreprise Portuaire de Bejaia ; entreprise socialiste ; est transformée en Entreprise Publique Economique, Société par Actions (**EPE-SPA**) depuis le 15 Février 1989, son capital social fut fixé à Dix millions (10.000.000) de dinars algériens par décision du conseil de la planification n°191/SP/DP du 09 Novembre 1988.

L'assemblée générale extraordinaire du 22 Juin 2002 décida de l'augmentation du capital social qui fut fixé à un montant de Soixante millions (60.000.000) de dinars algériens.

En date du 30 Juin 2003, la même assemblée augmenta le capital social de l'Entreprise Portuaire de Bejaia à hauteur de Six cent millions (600.000.000) de dinars algériens. Il est divisé en Six mille (6.000) Actions de Cent mille (100.000) dinars de valeur nominale entièrement libérées et souscrites pour le compte de l'Etat, détenues à 100% par la Société de Gestion des Participations de l'Etat «Ports », par abréviation « **SOGEPORTS** ».

En 2006 l'assemblée générale extraordinaire a augmentée le capital social de l'Entreprise Portuaire par l'incorporation des réserves facultatives, et qui fut fixé à un montant de Un milliard deux cent millions de dinars (1.200.000.000 DA).

En 2007 l'assemblée générale extraordinaire a augmentée le capital social de l'Entreprise Portuaire par l'incorporation des réserves facultatives, et qui fut fixé à un montant de Un milliard sept cent millions de dinars (1.700.000.000 DA).

En 2014 l'assemblée générale extraordinaire a augmenté le capital social de l'Entreprise Portuaire par l'incorporation des réserves facultatives, et qui fut fixé à un montant de trois milliard cinq cent millions de dinars (3.500.000.000 DA).

L'aménagement moderne des superstructures, le développement des infrastructures, l'utilisation de moyens de manutention et de techniques adaptés à l'évolution de la technologie des navires et enfin ses outils de gestion moderne, ont fait évoluer le Port de Bejaia depuis le milieu des années 1990 pour être classé aujourd'hui second port d'Algérie.

1.3 Implantation géographique du port de Bejaia

Le port est situé dans la baie de la ville de Bejaia, le domaine public artificiel maritime et portuaire est délimité :

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

- Au nord par la route nationale n°9.
- Au sud par les jetées de fermeture et du large sur une longueur de **2.750 m**.
- A l'est par la jetée Est.
- A l'ouest par la zone industrielle de Bejaia.

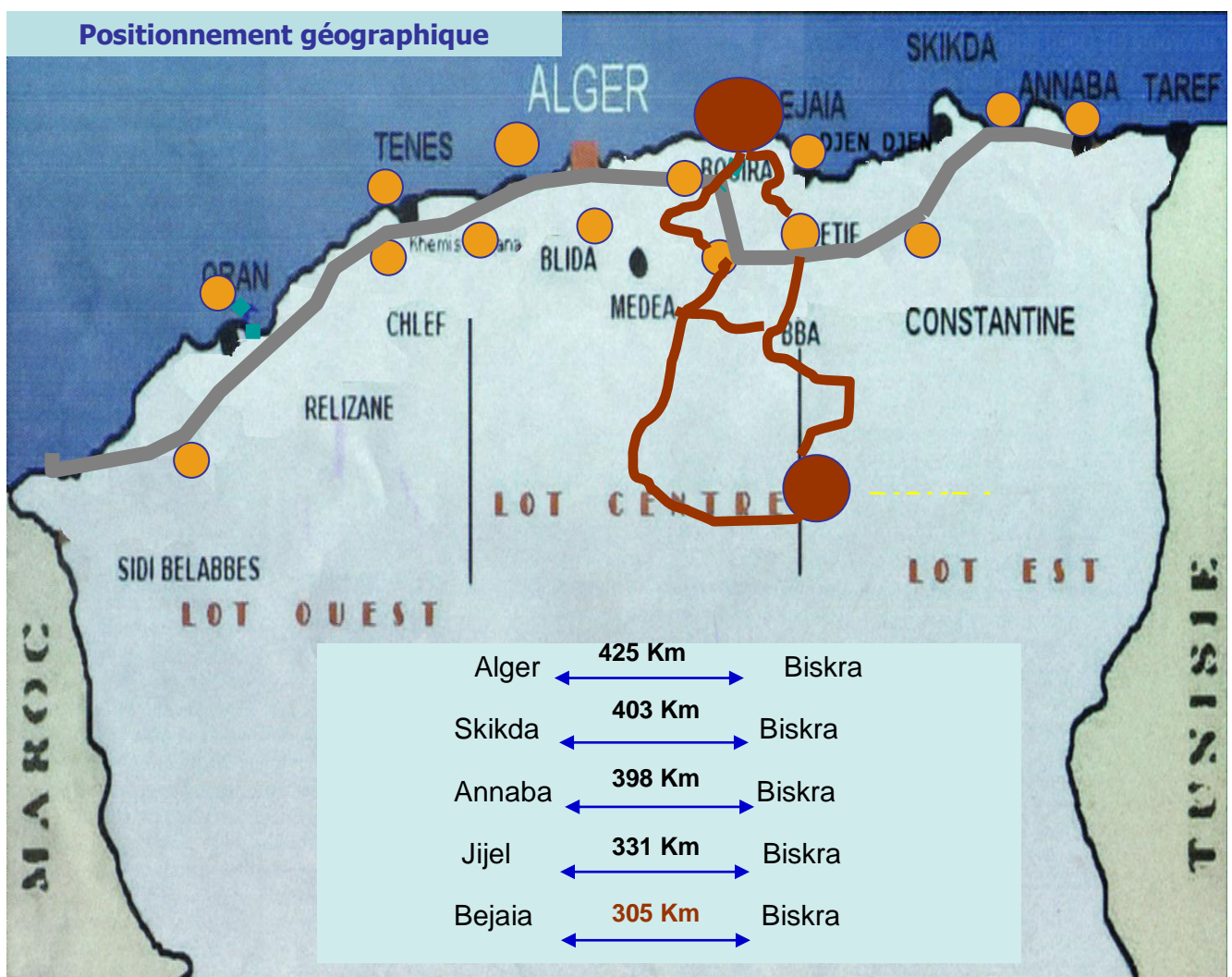
Le Port de Bejaïa dessert un hinterland important et très vaste. La ville et le port de Bejaia disposent de ce fait de voies ferroviaires et d'un aéroport international.

D'une desserte routière reliant l'ensemble des villes du pays jusqu'au porte du Sahara Algérienne.

Localisation géographique :

- Latitude Nord : **36°45' 24''**.
- Longitude Est : **05°05'50''**.

Illustration n°01 : Positionnement géographique du port de Bejaia



Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Source : Donnée de l'Entreprise Portuaire de Bejaia mai 2022

1.4 Les Missions et activités de l'entreprise

1.4.1 Missions de l'entreprise

Elle a pour missions :

- Organisation de l'accueil des navires
- Aide à la navigation (Pilotage des navires)
- Activité d'acconage (entreposage et livraison des marchandises à l'import et l'export).
- Transit des passagers et de leurs véhicules.
- Gestion et développement du domaine portuaire.
- Prise en charge des cargaisons à l'embarquement / débarquement et pré- évacuation.
- Assurer une disponibilité permanente des moyens humains et matériels.
- Améliorer en continu les performances (humaines, matérielles et budgétaires)
- Rentabiliser au maximum les infrastructures et superstructures portuaires
- Gérer les systèmes de management de la qualité, de l'environnement, de la santé et sécurité.

1.4.2 Activités de l'entreprise

Les principales activités de l'entreprise sont :

1. L'acheminement des navires de la rade vers le quai : Dans certains cas exceptionnels, d'arrivée massive en rade, les navires restent en attente dans la zone de mouillage (rade) jusqu'à obtention de l'autorisation de rejoindre un poste à quai. Cette dernière est délivrée après une conférence de placement qui se tient quotidiennement au niveau de la Direction Capitainerie.

2. Le remorquage : Il consiste à tirer ou à pousser le navire, pour effectuer les manœuvres d'accostage, de déhalage ou d'appareillage du navire. Il consiste également à effectuer les opérations de convoyage et d'aide dans l'exécution d'autres manœuvres.

3. Le pilotage : Il est assuré de jour comme de nuit par la Direction Capitainerie et est obligatoire à l'entrée et à la sortie du navire. Il consiste à assister le commandant dans la conduite de son navire à l'intérieur du port.

4. Le lamanage : Il consiste à amarrer ou désamarrer le navire de son poste d'accostage.

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

5. Les opérations de manutention et d'acconage pour les marchandises : elles consistent en :

- Les opérations d'embarquement et de débarquement des marchandises.
- La réception des marchandises.
- Le transfert vers les aires d'entreposage, hangars et terre-pleins, ports secs.
- La préservation ou la garde des marchandises sur terre-pleins ou hangar et hors port.
- Pointage des marchandises.

D'autres prestations sont également fournies aux navires et aux clients tels :

- Enlèvement des déchets des navires et assainissement des postes à quai.
- Pesage des marchandises (ponts bascules).
- Location de remorqueurs ou vedettes (pour avitaillement des navires, transport de l'assistance médicale, assistance et sauvetage en haute mer).

1.5 Organisation de l'entreprise

1.5.1 Direction Générale

- Le transfert du Département Affaires Juridiques à la Direction Générale ;
- Le rehaussement du Département Audit interne et Contrôle de Gestion en « Direction du Système de Contrôle Interne » ;

1.5.2 Direction Générale Adjointe Fonctionnelle

- La dissolution de la Direction du Management Intégré et le transfert du Département Management Intégré à la « Direction des Ressources Humaines » ;
- Le changement de dénomination de la Direction des Systèmes d'information en « Direction Digitalisation et Numérique » ;

1.5.3 Direction des Ressources Humaines

La Direction des Ressources Humaines, rattachée à la Direction Générale Adjointe Fonctionnelle, comporte trois (03) départements, à savoir :

- Département Ressources Humaines et Développement,
- Département Administration du Personnel et Moyens,
- Département Qualité de Vie au Travail.

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

1.5.4 Direction Digitalisation et Numérique

La Direction des Systèmes d'information est, désormais, dénommée Direction Digitalisation et Numérique, rattachée à la Direction Générale Adjointe Fonctionnelle.

La Direction comportera trois (03) départements :

- Département Numérique,
- Département Génie Logiciel,
- Département Infrastructures et Systèmes.

1.5.5 Direction des Finances et Comptabilité

La Direction des Finances et comptabilité comprend deux (02) départements :

- Département Finances,
- Département Comptabilité générale.

1.5.6 Direction du Système de Contrôle Interne

La Direction du Système de Contrôle Interne comprend trois (03) services :

- Service Audit Interne,
- Service Management des Risques,
- Service Contrôle de Gestion.

1.5.7 Direction Achats

La Direction Achats comprend trois (03) départements :

- Département Passations de Commandes,
 - Département Passation de Marchés,
 - Département Approvisionnements,
- Et la cellule Planification et Performance.

1.5.8 Direction Générale Adjointe Opérationnelle

- La création du « Service Gestion du Patrimoine », rattaché à la Direction Générale Adjointe Opérationnelle,
- Le rattachement du Bureau de Sûreté Portuaire B.S.P au DGAO,
- La création de la « Direction Exploitation » par la fusion des directions de la Manutention et Acconage, les Zones Logistiques Extra portuaires, le Département Exploitation des Engins de la Direction Logistique,

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

- La fusion des Directions : Remorquage et Capitainerie en «Direction Capitainerie»,
- La fusion de la Direction du Domaine et Développement et la Direction de la Gare Maritime en « Direction Domaine et Développement »,
- La centralisation des achats /approvisionnements et maintenances des différentes structures en une seule «Direction Achats et Maintenances» : un groupe de travail a été mis en place ayant pour missions la proposition d'une organisation opérationnelle.

1.5.9 Direction Exploitation

La direction est composée de cinq (05) départements :

- Département Manutention et Acconage,
- Département Affectation de Moyens,
- Département Statistiques et Commercial,
- Département Logistique d'IGHIL OUBEROUAK,
- Département Logistique de TIXTER.

1.5.10 Direction Domaine et Développement

Cette Direction comporte quatre (04) départements et un (01) service ; à savoir :

- Département Domaine,
- Département Entretien et Assainissement,
- Département Projets,
- Département Gestion du Transit des Passagers,
- Service Commercial.

1.5.11 Direction Maintenance

Cette Direction comporte deux (02) départements ; à savoir :

- Département Maintenance Engins.
- Département Maintenance Navale.

Section 02 : Déroulement de l'inventaire extracomptable au sein de l'EPB

Avant de procéder à un inventaire physique et comptable des actifs de l'Entreprise Portuaire de Bejaia (EPB), il est essentiel de mettre en place une balance avant inventaire.

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

2.1 La balance avant inventaire

La balance avant inventaire est une pièce comptable qui récapitule tous les mouvements et les soldes de l'exercice avant les traitements comptables à la fin de l'exercice (avant la clôture des comptes). Elle propose une vue synthétique des comptes de situation et de gestion avant les travaux d'inventaire.

La constatation de la dépréciation de certains éléments d'actif, la mise à jour des stocks, la régularisation des comptes de gestion ont permis d'ajuster la comptabilité à la situation réelle de l'entreprise et d'en proposer une image fidèle. Au début de l'exercice suivant, les soldes des comptes de bilan sont reportés lors de la réouverture du journal et du grand livre.⁵⁸

Le résumé de la balance avant inventaire de l'EPB arrêtée au mois de Décembre 2021 se présente ainsi :

Tableau n°19 : Balance avant inventaire de l'EPB

| Compte | Libellé | Solde débiteur | Solde créditeur |
|----------|---|--------------------------|--------------------------|
| 10 | Capital, réserves et assimilés | | 13 162 006 017,94 |
| 11 | Report à nouveau | 33 152 606,87 | |
| 13 | Produits et charges différés | 377 334 549,47 | |
| 15 | Provisions pour charges - passifs non courants | | 1 374 641 999,09 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilés | | 3 887 256 431,08 |
| 1 | Comptes De Capitaux | | 18 013 417 291,77 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 59 119 114,78 | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 22 486 293 164,82 | |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 172 182 683,41 | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participations | 374 625 650,63 | |
| 27 | Autres immobilisations financières | 3 924 792 601,20 | |
| 28 | Amortissement des immobilisations | | 8 230 808 646,15 |
| 29 | Pertes de valeur sur immobilisations | | 130 095 809,96 |
| 2 | Comptes d'immobilisations | 19 656 108 758,73 | |
| 32 | Autres approvisionnements | 353 946 013,97 | |
| 39 | Pertes de valeur sur stocks et en cours | | 1 270 773,08 |
| 3 | Comptes de stocks et en-cours | 352 675 240,89 | |
| 40 | Fournisseurs et comptes rattachés | | 394 611 226,9 |
| 41 | Clients et comptes rattachés | 719 597 163,79 | |
| 42 | Personnel et comptes rattachés | | 141 327 472,73 |
| 43 | Organismes sociaux et comptes rattachés | | 122 016 921,94 |
| 44 | Etat, collectivités publiques, organismes internationaux et comptes rattachés | | 261 506 705,98 |
| 45 | Groupe et associés | | 408 286 783,00 |
| 46 | Débiteurs divers et créditeurs divers | | 128 137 635,37 |

⁵⁸GEORGE. L et MICHELIN.F, « Comptabilité financière », édition FOUCHER, VANVES, 2007

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

| | | | |
|----------------------|---|--------------------------|--------------------------|
| 48 | Charges ou produits constatés d'avance et provisions | | 25 796 350,00 |
| 49 | Pertes de valeur sur comptes de tiers | | 108 745 590,39 |
| 4 | Comptes de tiers | | 870 831 522,52 |
| 51 | Banque, établissements financiers et assimilés | 668 154 195,52 | |
| 54 | Régies d'avances et accreditifs | 1 533 908,62 | |
| 5 | Comptes financiers | 669 688 104,14 | |
| 60 | Achats consommés | 210 244 839,74 | |
| 61 | Services extérieurs | 290 157 320,72 | |
| 62 | Autres services extérieurs | 130 281 120,33 | |
| 63 | Charges de personnel | 3 348 127 686,32 | |
| 64 | Impôts, taxes et versements assimilés | 168 027 095,00 | |
| 65 | Autres charges opérationnelles | 14 516 856,58 | |
| 66 | Charges financières | 197 723 930,08 | |
| 68 | Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur | 2 029 950,14 | |
| 69 | Impôts sur les résultats et assimilés | 2 428 951,61 | |
| 6 | Comptes de charges | 4 363 537 750,52 | |
| 70 | Ventes de marchandises et de produits fabriqués, ventes de prestations service et produits annexe | | 5 266 784 876,16 |
| 75 | Autres produits opérationnels | | 383 036 195,93 |
| 76 | Produits financiers | | 488 546 783,48 |
| 78 | Reprises sur pertes de valeur et provisions | | 19 393 184,42 |
| 7 | Comptes de produits | | 6 157 761 039,99 |
| TOTAL GENERAL | | 34 842 869 853,22 | 34 842 869 853,22 |

Source : Elaborer par nos soins à partir de la balance avant inventaire de l'EPB de l'exercice 2021

Après l'établissement de la balance avant inventaire au 31/12/2021, on va entamer les travaux d'inventaire :

2.2 L'inventaire physique des immobilisations

Décision n°385/DG/2021 : Il a été créé au sein de l'entreprise une commission ad-hoc, charger des inventaires physiques des immobilisations de l'exercice 2021, une décision d'inventaire.

Cette commission est composée d'un président et 11 membres.

Les travaux d'inventaire doivent débuter le 28/11/2021 et doivent prendre fin le 06/01/2022.

Résultat d'inventaire (Annexe n°01)

L'opération d'inventaire physique des immobilisations de l'exercice 2021 a débuté le 28/11/2021 et a pris fin le 10/01/2022 au lieu du 06/01/2022 (les délais ont été prolongé de 2 jour ouvrables, à la demande de la commission).

Les travaux de rapprochement physique et comptable ont fait ressortir les écarts suivants :

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Tableau n°20 : Comparaison entre l'inventaire physique et comptable des immobilisations

| Inventaire physique 2021 | | | Inventaire comptable 2021 | | | | | Ecart (-) |
|--------------------------|-----------------------------|---|---------------------------|---|-----------------------|--------------------|---------------------------|-------------|
| N° inventaire | Désignation | Q | N° compte | Q | Montant d'acquisition | Date d'acquisition | Amortissement au 31/12/21 | |
| 30074520 484 | Ordinateur portable TOSHIBA | 0 | 218300 | 1 | 152 950.00 | 24/05/2003 | 152 950.00 | -152 950.00 |
| 40074520 486 | Ordinateur portable TOSHIBA | 0 | 218300 | 1 | 152 950.00 | 24/05/2003 | 152 950.00 | -152 950.00 |
| 70074520 486 | Ordinateur portable TOSHIBA | 0 | 218300 | 1 | 152 950.00 | 24/05/2003 | 152 950.00 | -152 950.00 |
| 60074520 488 | Ordinateur portable TOSHIBA | 0 | 218300 | 1 | 152 950.00 | 24/05/2003 | 152 950.00 | -152 950.00 |
| TOTAUX | | | | | 611 800.00 | | 611 800.00 | -611 800.00 |

Lesquels n'ont pas fait l'objet de restitution par les affectataires :

Tableau n°21 : Comparaison de la valeur brute inventaire et comptable des immobilisations

| Désignation | Valeur brute inventaires | Valeur brut comptabilité | Ecart (-) |
|--|--------------------------|--------------------------|-------------------|
| <u>Immobilisations corporelles :</u> | | | |
| • Terrains | 69 440 800.00 | 69 440 800.00 | - |
| • Bâtiments | 3 606 041 469.06 | 3 606 041 469.06 | - |
| • Ouvrages | 9 432 073 849.39 | 9 432 073 849.39 | - |
| • Réseaux | 153 192 643.05 | 153 192 643.05 | - |
| • Installations techniques, mat & outillages | 5 398 412 852.36 | 5 398 412 852.36 | - |
| • Autres agencements | 157 582 633.00 | 157 582 633.00 | - |
| • Matériel de transport | 3 514 725 655.95 | 3 514 725 655.95 | - |
| • Mobilier, équipements (informatique, Socx) | 153 993 058.04 | 154 604 858.04 | 611 800.00 |
| Total immobilisation corporelle | 22 485 462 960.85 | 22 486 074 760.85 | 611 800.00 |
| <u>Immobilisation en concession :</u> | | | |
| • Terrain Tixter | 139 204 000.00 | 139 204 000.00 | |
| Total des immobilisations en concession | 139 204 000.00 | 139 204 000.00 | |
| Total général | 22 624 666 960.85 | 22 625 278 760.85 | 611 800.00 |

Par ceci une sortie d'actif est constatée :

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Constations de la sortie d'actif

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|--------|--------|---|------------|------------|
| 281830 | | Amortissement des immobilisations corporelles | 611 800.00 | |
| | 218300 | Équipements informatique | | 611 800.00 |

2.3 Inventaire physique des stocks

Décision n°393/DG/2021 : Il a été créé au sein de l'entreprise une commission ad-hoc, charger des inventaires physiques des stocks de matière & fournitures de l'exercice 2021, une décision d'inventaire.

Cette commission est composée d'un président et 8 membres.

Les travaux d'inventaire doivent débuter le 20/12/2021 et doivent prendre fin le 06/01/2022.

Les résultats doivent être repris dans un rapport faisant apparaître les quantités ainsi que les valeurs.

Récapitulation générale

Le stock de matière et fourniture de l'Entreprise Portuaire de Bejaia au 31/12/2021 s'élève à **353 946 013.97 DA**.

Le stock comptable de l'entreprise est réparti comme suit :

- Magasin Moyens Généraux : **1 201 111.54 DA** ;
- Magasin Domaine et travaux : **4 034 371.02 DA** ;
- Magasin PDR Logistique : **149 088 430.33 DA** ;
- Magasin PDR Naval : **19 622 101.08 DA**.

Rapprochement Physique/ Comptable

Les travaux de rapprochement des résultats de l'inventaire des stocks physiques et comptable n'ont révélé **aucun écart. (Voir Annexe n°02)**

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Section 03 : Régularisations de fin d'exercice au sein de l'EPB

Suite à l'inventaire physique et aux vérifications des documents l'entreprise effectuera les régularisations suivantes :

3.1 Amortissement

Cas : Achat d'une immobilisation et l'amortissement de cette immobilisation (**voir Annexe N°03**)

L'entreprise EPB a acquis le 03/02/2021 des matériaux électriques (extracteur 110X110 380 V 1.1 KW) de la société SARL OUARELEC

Prix unitaire : 68 000 DAHT

Quantité : 7

TVA : 19%

Ces matériaux seront amortit sur 10 ans, au taux de 10%

Mode d'amortissement : linéaire

Solution :

Prix d'acquisition = $68\,000 \times 7 = 476\,000.00$

TVA = $476\,000 \times 19\% = 90\,440.00$

La comptabilisation de l'achat :

| Débit | Crédit | 03/02/2021 | Débit | Crédit |
|--------|--------|------------------------------------|---------|---------|
| 215380 | | Matériel électrique | 476 000 | |
| 445620 | | TVA déductible sur immobilisations | 90 440 | |
| | 404100 | Fournisseurs d'immobilisations | | 566 440 |

L'amortissement

Taux d'amortissement = $100/10 = 10\%$

Amortissement 2021 : $A = V_0 \times t \times n/360$

$476\,000 \times 10\% \times 11/12 = 43\,633.33$

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Tableau d'amortissement des 4 extracteurs

Tableau n°22 : Plan d'amortissement des extracteurs achetés par l'EPB

| Année | Base amortissable | Annuité | Cumule | VNC |
|----------------|-------------------|-----------|------------|-----------|
| 2021 (11 mois) | 476 000 | 43 633,33 | 43 633,33 | 432366,67 |
| 2022 | 476 000 | 47 600 | 91 233,33 | 384766,67 |
| 2023 | 476 000 | 47 600 | 138 833,33 | 337166,67 |
| 2024 | 476 000 | 47 600 | 186 433,33 | 289566,67 |
| 2025 | 476 000 | 47 600 | 234 033,33 | 241966,67 |
| 2026 | 476 000 | 47 600 | 281 633,33 | 194366,67 |
| 2027 | 476 000 | 47 600 | 329 233,33 | 146766,67 |
| 2028 | 476 000 | 47 600 | 376 833,33 | 99166,67 |
| 2029 | 476 000 | 47 600 | 424 433,33 | 51566,67 |
| 2030 | 476 000 | 47 600 | 472 033,33 | 3966,67 |
| 2031 (1 mois) | 476 000 | 3 966,67 | 476 000,00 | 0 |
| Total | 476 000 | 476 000 | 476 000 | 0 |

VNC = Base amortissable – Cumule d'amortissement

Comptabilisation

| Débit | Crédit | 31/12/2021 | Débit | Crédit |
|--------|--------|---|-----------|-----------|
| 681121 | | Dotations aux amortissements et provision sur perte de valeur sur actif non courant | 43 633.33 | |
| | 281500 | Amortissement Matériel électrique | | 43 633.33 |

Au 31/12/2021, l'entreprise EPB a pratiqué des amortissements sur ses immobilisations comme suit : (suivant tableau n°5 de l'Annexe n°4)

Tableau n°23 : Total des amortissements de toutes les immobilisations de l'EPB

| Immobilisations | Dotation de l'exercice 2021 |
|-------------------------------|-----------------------------|
| Immobilisations incorporelles | 11 767 709,00 |
| Immobilisations corporelles | 943 400 348,00 |
| Total | 955 168 057,00 |

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Enregistrent comptable

| Débit | Crédit | 31/12/2021 | Débit | Crédit |
|--------|--------|---|----------------|----------------|
| 681000 | | Dotations aux amortissements et provision sur perte de valeur sur actif non courant | 955 168 057,00 | |
| | 280000 | Amortissement Immobilisations incorporelles | | 11 767 709,00 |
| | 281000 | Amortissement Immobilisations corporelles | | 943 400 348,00 |

3.2 Les provisions

Durant l'exercice 2021 l'entreprise portuaire de Bejaia (EPB) a constaté les provisions suivantes : (Tableau n°8 de l'Annexe n°5)

Tableau n°24 : Tableau des provisions constatées durant l'exercice 2021

| Rubrique et postes | Provision cumulée au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprise durant l'exercice | Provision cumulée en fin de l'exercice |
|---|--|-------------------------|---------------------------|--|
| Indemnité de départ en retraite | 1 334 428 850,50 | 98 357 173,89 | -35 286 471,66 | 1 397 499 553 |
| Provisions pour pertes probables | 40 337 087,20 | - | -14 202 737,20 | 26 134 350 |
| Pertes de valeur sur créance clients | 118 456 135,65 | 4 182 873,37 | -9 710 545,26 | 112928463,8 |
| Perte de valeur sur autres approvisionnements | 1 271 038,60 | - | -265,52 | 1270773,08 |
| Total général | 1 494 493 111,95 | 102 540 047,26 | -59 200 019,64 | 1 537 833 140 |

Source : Tableau n°8 des Provisions et pertes de valeur de l'EPB

Enregistrent comptable

Indemnité de départ en retraite

Constations de l'indemnité de départ en retraite

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|---------------|---------------|
| 6863 | | Dotations aux provisions pour pensions et obligations de retraite. | 98 357 173,89 | |
| | 15300 | Provisions pour pensions et obligations similaires | | 98 357 173,89 |

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Reprise sur l'indemnité de départ en retraite

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|---------------|---------------|
| 15300 | | Provisions pour pensions et obligations similaires | 35 286 471,66 | |
| | 7863 | Reprise sur provisions pour pensions et obligations similaires | | 35 286 471,66 |

Provisions pour pertes probables

Reprise sur provision pour perte probables

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|---------------|---------------|
| 15 | | Provisions pour charges | 14 202 737,20 | |
| | 78 | Reprise sur perte de valeur et provisions | | 14 202 737,20 |

Pertes de valeur sur créance clients

Constations de la perte de valeur

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|--------------|--------------|
| 685 | | Dotations aux amortissements provisions et pertes de valeur sur actif courant | 4 182 873,37 | |
| | 49 | Perte de valeur sur clients | | 4 182 873,37 |

Reprise sur créance client

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|--------------|--------------|
| 49 | | Perte de valeur sur clients | 9 710 545,26 | |
| | 785 | Reprise d'exploitation sur perte de valeur et provision actif courant | | 9 710 545,26 |

Perte de valeur sur autres approvisionnements

Reprise sur perte de valeur sur autre approvisionnements

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|--------|--------|
| 392 | | perte de valeur sur autre approvisionnements | 265,52 | |
| | 7853 | Reprise d'exploitation sur perte de valeur et provision sur les comptes de stock. | | 265,52 |

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

3.3 L'état de rapprochement bancaire

Après avoir fait un état de rapprochement bancaire avec la banque CPA 302 nous avons constaté que beaucoup d'opération n'ont pas été prises en compte.

L'entreprise a dégagé des chèques en circulation d'un montant globale de 116 615 668,99 qui sont datés de 2019, 2020 et 2021. (Annexe n°6)

Tableau n°25 : COMPTE BANQUE CPA CHEZ L'EPB

| COMPTE BANQUE CPA CHEZ L'EPB | | | |
|------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
| DATES | LIBELLES | DEBIT | CREDIT |
| 31/12/21 | SOLDE SELON GRAND LIVRE | 335 531 463,43 | |
| | TOTAL A REPORTER | 335 531 463,43 | 0,00 |
| | SOLDE | | 335 531 463,43 |

Tableau n°26 : COMPTE EPB CHEZ LA BANQUE CPA

| COMPTE EPB CHEZ LA BANQUE CPA | | | |
|-------------------------------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| DATES | LIBELLES | DEBIT | CREDIT |
| 31/12/21 | SOLDE SELON RELEVÉ BANCAIRE | | 452 147 032,42 |
| 31/12/19 | Total des chèques en circulation 2019 | 172 540,00 | |
| 31/12/20 | Total des chèques en circulation 2020 | 56 000,00 | 100,00 |
| 31/12/21 | Total des chèques en circulation 2021 | 116 387 128,99 | |
| | TOTAL A REPORTER | 116 615 668,99 | 452 147 132,42 |
| | SOLDE | 335 531 463,43 | |

Source : Etat de rapprochement bancaire de l'EPB

3.4 Charge constater d'avance et charge à payer

Charge à payer : (Tableau n°1 de l'Annexe n°7)

L'EPB à constater le 31/12/2021 une taxe d'apprentissage et des redevances concessions à payer respectivement d'une valeur de : 14 900 000DA et 6 996 000DA.

Enregistrement comptable

Constations de la taxe d'apprentissage

| Débit | Crédit | 31/12/2021 | Débit | Crédit |
|--------|--------|--------------------------|------------|------------|
| 645900 | | Diverses taxes | 14 900 000 | |
| | 468600 | Diverses charges à payer | | 14 900 000 |

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Constatations des redevances concession

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|--------|--------|---------------------------|-----------|-----------|
| 622310 | | Redevances sur concession | 6 960 200 | |
| | 468600 | Diverses charges à payer | | 6 960 200 |

Charges constatés d'avance : (Tableau n°2 de l'Annexe n°7)

L'EPB a constaté l'annulation des charges constatés d'avance (factures d'Algérie télécom enregistré le 24/03/2021) d'une valeur de 378 000,00

Enregistrement comptable

Annulation de charges constatées d'avance

| Débit | Crédit | Désignation | Débit | Crédit |
|--------|--------|-----------------------------|---------|---------|
| 486200 | | Services constatés d'avance | 378 000 | |
| | 626100 | Téléphone, FAX | | 378 000 |

Section 4 : Détermination du résultat comptable et fiscal et l'établissement des états financiers

Après avoir effectué toute les régularisations nécessaires il est essentiel de déterminer le résultat fiscal et ainsi établir les états financiers.

4.1 Détermination du résultat fiscal

Le résultat fiscal est obtenu à partir du résultat comptable en ajoutant des réintégrations et en soustrayant des déductions.

$$\text{Résultat fiscal} = \text{Résultat comptable} + \text{Réintégrations} - \text{Déductions}$$

4.1.1 Les réintégrations

Le tableau de l'ensemble des réintégrations 2021 de l'EPB se présente comme suit :

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EPB

Tableau n°27 : L'ensemble des réintégrations 2021 de l'EPB

| <u>LES REINTEGRATIONS</u> | |
|---|--------------------|
| Charges locatives (immeubles non affecté à l'exploitation) | 67 000 |
| Quote-part des cadeaux publicitaires non déductibles | 2 879 150 |
| Dons | 8 585 892 |
| Taxe sur la formation et l'apprentissage | 23 734 214 |
| Taxe sur achat de véhicules haut de gamme | 350 000 |
| Provision pour départ en retraite (dotation de l'exercice 2021) | 98 357 174 |
| Amortissement des véhicules de tourisme | 2 675 533 |
| Amortissement des immobilisations Douanes/EGPP | 320 007 |
| Amendes et pénalités | 151 000 |
| Pertes de valeur sur créances clients (dotations de l'exercice 2021) | 4 182 873 |
| TOTAL DES REINTEGRATIONS | 141 303 044 |
| <u>LES AUTRES REINTEGRATIONS</u> | |
| Charges sur congés à payer 2 ^{ème} semestre 2022 | 95 163 900 |
| Charges patronales sur congés à payer 2 ^{ème} semestre 2022 | 24 742 614 |
| Intérêts courus non échus à payer sur emprunts | 32 237 836 |
| Entretiens réparations véhicules de tourisme | 1 644 532 |
| Perte de change | 66 259 |
| Produits reçus sur obligations courus et non échus au 31/12/2020 (déduction 2020) | 17 287 808 |
| TOTAL DES AUTRES REINTEGRATIONS | 171 142 949 |
| TOTAL GENERAL REINTEGRATIONS | 312 445 993 |

4.1.2 Les déductions

Tableau n°28 : L'ensemble des déductions 2021 de l'EPB

| <u>LES DEDUCTIONS</u> | |
|---|--------------------|
| Plus-value de cession d'éléments d'actif (14 771 040,00 × 65%) | 9 601 176 |
| Dividendes reçus B.M.T | 323 033 352 |
| TOTAL DES DEDUCTIONS | 332 634 528 |
| <u>LES AUTRES DEDUCTIONS</u> | |
| Reprise Provision pour litige | 14 202 737 |
| Reprise sur provisions actifs courants (clients et tiers) | 9 710 545 |
| Gains de change | 545 555 |
| Reprise sur pertes de valeurs stocks | 266 |
| Reprise sur provision (départs en retraite 2021) | 35 286 472 |
| Reprise sur provisions congés payés 2 ^{ème} semestre 2021 | 89 755 236 |
| Reprise sur charges patronales congés payé 2 ^{ème} semestre 2021 | 23 336 361 |
| Reprise sur intérêt payés sur emprunts | 30 396 210 |
| Produits DAT non déductibles Exercice 2021 | 153 505 685 |
| TOTAL DES AUTRES DEDUCTIONS | 356 739 068 |
| TOTAL GENERAL DEDUCTIONS | 689 373 595 |

4.1.3 Le résultat fiscal

Le tableau de détermination du résultat fiscal 2021 de l'EPB se présente comme suit :

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Tableau n°29 : Tableau de détermination du résultat fiscal 2021 de l'EPB

| | | |
|--|--------------------------------|-----------------------|
| I. Résultat net de l'exercice | Bénéfice | 633 057 587,81 |
| | Perte | |
| II. Réintégrations | | |
| Charges des immeubles non affectées directement à l'exploitation | | 67 000 |
| Quote- part des cadeaux publicitaires non déductibles | | 2 879 350 |
| Quote-part de sponsoring et parrainage non déductibles | | |
| Frais de réception non déductibles | | |
| Cotisations et dons non déductibles | | 8 585 892 |
| Impôts et taxes non déductibles | | 24 084 214 |
| Provisions non déductibles | | 98 357 174 |
| Amortissement non déductible | | 2 995 540 |
| Quote-part des frais de recherche et développement non déductibles | | |
| Amortissement non déductible lié aux opérations de crédit bail (preneur) (cf. art 27 de la LFC 2010) | | |
| Loyers hors produits financier (bailleurs) (cf. art 27 de LFC 2010) | | |
| Impôt sur le bénéfice des sociétés | Impôt exigible sur le résultat | 81 859 970,00 |
| | Impôt différé (variation) | -23 143 913,60 |
| Pertes de valeur non déductibles | | 4 182 873 |
| Amendes et pénalités | | 151 000 |
| Autres réintégrations | | 171 142 949 |
| Total des réintégrations | | 371 162 050 |
| III. Déductions | | |
| Plus values sur cession d'éléments d'actif immobilisés (cf. art 173 CIDTA) | | 9 601 176 |
| Les produits et les plus values de cession des actions et titres assimilés ainsi que des actions ou part d'OPCVM cotées en bourse. | | |
| Les revenus provenant de la distribution des bénéfices ayant été soumis à l'impôt sur les bénéfices des sociétés ou expressément exonérés (cf. art 147 bis du CIDTA) | | 323 033 352 |
| Amortissement lié aux opérations de crédit bail (Bailleur) (cf. art 27 de LFC 2010) | | |
| Loyers hors charges financières (preneur) (cf. art 27 de LFC 2010) | | |
| Complément d'amortissement | | |
| Autres déductions | | 356 739 068 |
| Total des déductions | | 689 373 596 |
| IV. Déficit antérieur à déduire (cf.art 147 du CIDTA) | | |
| Déficit de l'année 2020 | | |
| Déficit de l'année 2019 | | |
| Déficit de l'année 2018 | | |
| Total déficit à déduire | | |
| Résultat fiscal (I+II-III-VI) | Bénéfice | 314 846 041 |
| | Déficit | |

Source : Donnée de l'EPB

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Nous avons trouvé le résultat fiscal est égal au montant : **314 846 041**

Donc IBS = **314 846 041 × 26% = 81 859 970**

4.1.4 Constatation des écritures comptable de passage du résultat comptable au résultat fiscal

1. Constats de l'impôt différé (variation)

| Débit | Crédit | 31/12/2021 | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|---------------|---------------|
| 133 | 692 | Impôts différés actif Impositions différée (variation) | 23 143 913,60 | 23 143 913,60 |

2. Constats de l'impôt sur bénéfice (IBS 26%)

| Débit | Crédit | 31/12/2021 | Débit | Crédit |
|-------|--------|--|---------------|---------------|
| 695 | 451500 | Impôts sur les bénéfices des sociétés (26%) Etat, Impôt IBS (26%) | 81 859 970,00 | 81 859 970,00 |

4.2 La balance après inventaire

Après avoir effectué tous les ajustements et régularisations nécessaires l'entreprise dresse une balance générale après inventaire.

Le résumé de la balance après inventaire de l'exercice 2021 (Voir Annexe n°8) de l'EPB se présente ainsi :

Tableau n°34 : Balance après inventaire de l'exercice 2021 de l'EPB

| Compte | Libellé | Solde débiteur | Solde créditeur |
|----------|--|--------------------------|--------------------------|
| 10 | Capital, réserves et assimilés | | 13 162 006 017,94 |
| 11 | Report à nouveau | 33 152 606,87 | |
| 13 | Produits et charges différés | 402 907 414,68 | |
| 15 | Provisions pour charges - passifs non courants | | 1 472 999 172,98 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilés | | 3 887 256 431,08 |
| 1 | Comptes De Capitaux | | 18 086 201 600,45 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 59 119 114,78 | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 22 485 681 364,82 | |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 172 182 683,41 | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participations | 374 625 650,63 | |
| 27 | Autres immobilisations financières | 3 924 792 601,20 | |
| 28 | Amortissement des immobilisations | | 9 147 866 723,89 |
| 29 | Pertes de valeur sur immobilisations | | 130 095 809,96 |
| 2 | Comptes d'immobilisations | 18 738 438 880,99 | |
| 32 | Autres approvisionnements | 353 946 013,97 | |

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

| | | | |
|----------------------|---|--------------------------|--------------------------|
| 39 | Pertes de valeur sur stocks et en cours | | 1 270 773,08 |
| 3 | Comptes de stocks et en-cours | 352 675 240,89 | |
| 40 | Fournisseurs et comptes rattachés | | 495 366 946,43 |
| 41 | Clients et comptes rattachés | 719 597 163,79 | |
| 42 | Personnel et comptes rattachés | | 141 327 472,73 |
| 43 | Organismes sociaux et comptes rattachés | | 122 016 921,94 |
| 44 | Etat, collectivités publiques, organismes internationaux et comptes rattachés | | 245 419 658,32 |
| 45 | Groupe et associés | | 490 146 753,00 |
| 46 | Débiteurs divers et créditeurs divers | | 128 137 635,37 |
| 48 | Charges ou produits constatés d'avance et provisions | | 25 796 350,00 |
| 49 | Pertes de valeur sur comptes de tiers | | 112 928 463,76 |
| 4 | Comptes de tiers | | 1 041 543 037,76 |
| 51 | Banque, établissements financiers et assimilés | 668 154 195,52 | |
| 54 | Régies d'avances et accreditifs | 1 533 908,62 | |
| 5 | Comptes financiers | 669 688 104,14 | |
| 60 | Achats consommés | 210 244 839,74 | |
| 61 | Services extérieurs | 374 825 992,59 | |
| 62 | Autres services extérieurs | 130 281 120,33 | |
| 63 | Charges de personnel | 3 348 127 686,32 | |
| 64 | Impôts, taxes et versements assimilés | 168 027 095,00 | |
| 65 | Autres charges opérationnelles | 14 516 856,58 | |
| 66 | Charges financières | 197 723 930,08 | |
| 68 | Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur | 1 022 239 875,14 | |
| 69 | Impôts sur les résultats et assimilés | 58 716 056,40 | |
| 6 | Comptes de charges | 5 524 703 452,18 | |
| 70 | Ventes de marchandises et de produits fabriqués, ventes de prestations service et produits annexe | | 5 266 784 876,16 |
| 75 | Autres produits opérationnels | | 383 036 195,93 |
| 76 | Produits financiers | | 488 546 783,48 |
| 78 | Reprises sur pertes de valeur et provisions | | 19 393 184,42 |
| 7 | Comptes de produits | | 6 157 761 039,99 |
| TOTAL GENERAL | | 36 063 732 751,21 | 36 063 732 751,21 |

Source : Réalisé par nos soins à partir de la balance après inventaire 2021 donnée par l'EPB

4.3 Détermination du Compte de résultat par nature

Avant de tracer le compte de résultat il est nécessaire d'enregistrer les écritures de regroupement et de procéder aux clôtures des comptes.

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

4.3.1 Les écritures de regroupements des comptes de gestion

L'enregistrement des écritures de regroupement des comptes de gestions

| Débit | Crédit | 31/12/2021 | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|------------------|------------------|
| 60 | | Achats consommés | 210 244 839,74 | |
| | 602 | Autre approvisionnement | | 140 698 044,87 |
| | 607 | Achat non stocké de matière | | 69 546 794,87 |
| 61 | | Services extérieurs | 374 825 992,59 | |
| | 611 | Sous-traitance général | | 26 087 590,00 |
| | 614 | Charges locatives et charges de copropriété | | 2 924 850,00 |
| | 615 | Entretien, réparations et maintenance | | 271 488 782,73 |
| | 616 | Primes d'assurances | | 73 237 480,86 |
| | 618 | Documentation et divers | | 1 087 289,00 |
| 62 | | Autres services extérieurs | 130 281 120,33 | |
| | 622 | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires | | 85 533 169,17 |
| | 623 | Publicité, publication, relations publiques | | 12 728 023,08 |
| | 625 | Déplacements, missions et réceptions | | 11 835 494,01 |
| | 626 | Frais postaux et de télécommunications | | 9 937 672,28 |
| | 627 | Services bancaires et assimilés | | 3 428 534,01 |
| | 628 | Cotisations et divers | | 6 818 227,78 |
| 63 | | Charges de personnel | 3 348 127 686,32 | |
| | 631 | Rémunérations du personnel | | 2 574 204 349,12 |
| | 635 | Cotisations aux organismes sociaux | | 667 415 238,24 |
| | 637 | Autres charges sociales | | 106 508 098,96 |
| 64 | | Impôts, taxes et versements assimilés | 168 027 095,00 | |
| | 641 | Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations | | 23 734 214,00 |
| | 642 | Impôts et taxes non récupérables sur chiffre d'affaires | | 105 335 697,52 |
| | 645 | Autres impôts et taxes (hors impôts sur les résultats) | | 38 957 183,48 |
| 65 | | Autres charges opérationnelles | 14 516 856,58 | |
| | 653 | Jetons de présence | | 1 623 529,52 |
| | 656 | Amendes et pénalités, subventions accordés, dons et libéralités | | 10 144 392,11 |
| | 658 | Autres charges de gestion courante | | 2 748 934,95 |
| 66 | | Charges financières | 197 723 930,08 | |
| | 661 | Charges d'intérêts | | 197 657 671,14 |
| | 666 | Pertes de change | | 66 258,94 |

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

| | | | | |
|-----|-----|---|------------------|------------------|
| 68 | | Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur | 1 022 239 875,14 | |
| | 681 | Dotations aux amortissements, prov. et pertes de valeur - actifs non courants | | 1 018 057 001,77 |
| | 685 | Dotations aux amortissements, prov. et pertes de valeur - actifs courants | | 4 182 873,37 |
| 700 | | Vente de marchandises | 136 000,00 | |
| 706 | | Autres prestations de services | 4 475 220 228,81 | |
| 708 | | Produits des activités annexes | 791 428 647,35 | |
| | 70 | Vente de marchandises et produits fabriqués, ventes de prestations de services et annexes | | 5 266 784 876,16 |
| 752 | | Plus-value sur sortie d'actifs immobilisés non financier | 14 771 040,00 | |
| 757 | | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 302 931 620,89 | |
| 758 | | Autres produits de gestion courante | 65 333 535,04 | |
| | 75 | Autres produits opérationnels | | 383 036 195,93 |
| 761 | | Produits des participations | 323 033 351,61 | |
| 762 | | Revenus des actifs financiers | 164 967 876,72 | |
| 766 | | Gains de change | 545 555,15 | |
| | 76 | Produits financiers | | 488 546 783,48 |
| 781 | | Reprises d'exploitation sur perte de valeur et provisions – actif non courant | 7 405 278,09 | |
| 785 | | Reprises d'exploitation sur perte de valeur et provisions – actif courant | 11 987 906,33 | |
| | 78 | Reprises sur pertes de valeur et provisions | | 19 393 184,42 |

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

4.3.2 Le compte de résultat

Le compte de résultat de l'EPB de l'exercice 2021 est établi comme suit :

Compte de résultat par nature de l'exercice 2021

| Libellé | Note | Exercice 2021 | Exercice précédent |
|---|------|--------------------------|-------------------------|
| Chiffre d'affaires | | 5 266 784 876,16 | 5 954 353 212,01 |
| Variation de stocks produits fini et en cours | | | |
| Produits immobilisé | | | |
| Subvention d'exploitation | | | |
| I. PRODUCTION DE L'EXERCICE | | 5 266 784 876,16 | 5 954 353 212,01 |
| Achats consommés | | -210 244 839,74 | -244 538 047,88 |
| Services extérieurs et autres consommations | | -505 107 112,92 | -377 432 283,98 |
| II. CONSOMATION DE L'EXERCICE | | -715 351 952,66 | -621 970 331,86 |
| III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II) | | 4 551 432 923,50 | 5 332 382 880,15 |
| Charge de personnel | | -3 348 127 686,32 | -3 639 858 101,66 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | -168 027 095,00 | -167 097 200,86 |
| IV. EXEDENT BRUT D'EXPLOITATION | | 1035278142,18 | 1525427577,63 |
| Autres produits opérationnels | | 383 036 195,93 | 161 124 011,59 |
| Autres charges opérationnelles | | -14 516 856,58 | -14 095 610,79 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | -1 022 239 875,14 | -1 032 518 211,39 |
| Reprise sur pertes de valeur et provisions | | 19 393 184,42 | 16 552 658,14 |
| V. RESULTAT OPERATIONNEL | | 400 950 790,81 | 656 490 425,18 |
| Produits financiers | | 488 546 783,48 | 261 007 154,73 |
| Charges financières | | -197 723 930,08 | -240 361 205,86 |
| VI. RESULTAT FINANCIER | | 290 822 853,40 | 20 645 948,87 |
| VII. RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI) | | 691 773 644,21 | 677 136 374,05 |
| Impôts exigibles sur résultats ordinaires | | -81 859 970,00 | -129 830 528,37 |
| Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires | | 23 143 913,60 | 19 977 220,06 |
| TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES | | 6 157 761 039,99 | 6 393 037 036,47 |
| TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES | | -5 524 703 452,18 | -5 825 753 971 |
| VIII. RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES | | 633 057 587,81 | 567 283 065,74 |
| Eléments extraordinaires (produit) | | | |
| Eléments extraordinaires (charge) | | | |
| IX. RESULTAT EXTRAORDINAIRE | | | |
| X. RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | 633 057 587,81 | 567 283 065,74 |

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

4.4 Le bilan 2021

Après avoir effectué toutes les régularisations nécessaires, l'entreprise dresse un bilan actif et passif qui résume la situation financière de l'exercice de 2021.

Bilan actif 2021

| Libellé | Note | Brut | Amort/ Prov | Net | Net (N-1) |
|---|------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <u>ACTIF NON COURANT</u> | | | | | |
| Ecart d'acquisition (ou Goodwill) | | | | | |
| Immobilisation incorporelles | | 59 119 114,78 | 55 299 278,17 | 3 819 836,61 | 11 724 420,88 |
| Immobilisation corporelles | | 22 624 885 364,82 | 9 092 567 445,72 | 13 532 317 919,10 | 14 193 715 016,31 |
| Terrains | | 69 440 800 | | 69 440 800,00 | 69 440 800 |
| Bâtiments | | 3 606 041 469,06 | 715 360 132,44 | 2 890 681 336,62 | 2 944 768 690,96 |
| Autre Immobilisation corporelles | | 18 810 199 095,76 | 8 377 207 313,28 | 10 432 991 782,48 | 11 040 301 525,35 |
| Immobilisation en concession | | 139 204 000 | | 139 204 000,00 | 139 204 000 |
| Immobilisation en cours | | 1 172 182 683,41 | | 1 172 182 683,41 | 1 147 897 095,69 |
| Immobilisation financière | | 4 299 418 251,83 | 130 095 809,96 | 4 169 322 441,87 | 4 676 437 065,87 |
| Titre mis en équivalence | | | | | |
| Autre participations et compte rattachées | | 374 625 650,63 | 113 095 809,96 | 261 529 840,67 | 261 529 840,67 |
| Autres titre immobilisés | | 3 906 915 648 | 17 000 000 | 3 889 915 648,00 | 4 407 030 272 |
| Prêts et autres actifs financiers non courant | | 17 876 953,20 | | 17 876 953,20 | 7 876 953,20 |
| Impôts différés actif | | 402 907 414,68 | | 402 907 414,68 | 384 258 331,22 |
| TOTAL ACTIF NON COURANT | | 28 558 512 829,52 | 9 277 962 533,85 | 19 280 550 295,67 | 20 414 031 929,97 |
| <u>ACTIF COURANT</u> | | 353 946 013,97 | 1 270 773,08 | 352 675 240,89 | 335 046 008,79 |
| Stock et encours | | | | | |
| Créances et emplois assimilés | | | | | |
| Clients | 01 | 722 686 978,01 | 112 928 463,76 | 609 758 514,25 | 683 308 406,92 |
| Autres débiteurs | | 122 216 704,25 | | 122 216 704,3 | 81 311 943,73 |
| Impôts et assimilés | | | | | |
| Autres créances et emplois assimilés | | 20 921 190,62 | | 20 921 190,62 | 264 473 620,49 |
| Disponibilité et assimilés | | | | | |
| Placements et autres actifs financiers courants | | | | | |
| Trésorerie | | 701 925 940,19 | | 701 925 940,19 | 633 240 098,72 |
| TOTAL ACTIF COURANT | | 1 921 696 827,04 | 114 199 236,84 | 1 807 497 590,20 | 1 997 380 078,65 |
| | | | | | |
| TOTAL GENERAL ACTIF | | 30 480 209 656,56 | 9 392 161 770,69 | 21 088 047 885,87 | 22 411 412 008,62 |

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Bilan passif 2021

| Libellé | Note | Exercice 2021 | Exercice Précédent |
|--|------|--------------------------|--------------------------|
| <u>CAPITAUX PROPRES</u> | | | |
| Capital émis | | 3 500 000 000,00 | 3 500 000 000,00 |
| Capital non appelé | | | |
| Primes et réserves/ (Réserves consolidé(1)) | | 9 662 006 017,94 | 9 394 958 558,49 |
| Ecart de réévaluation | | | |
| Ecart d'équivalence | | | |
| Résultat net / (Résultat net part du groupe (1)) | | 633 057 587,81 | 567 283 065,74 |
| Autres capitaux propres - Report à nouveau | | 33 152 606,87 | 539 426 410,84 |
| Part de la société consolidant (1) | | | |
| Part minoritaires (1) | | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES I | | 13 761 910 998,88 | 14 001 668 035,07 |
| <u>PASSIFS NON-COURANTS</u> | | | |
| Emprunts et dettes financières | | 3 887 256 431,08 | 5 089 534 266,32 |
| Impôts (différés et provisionnés) | | | 4 494 830,14 |
| Autres dettes non courantes | | 139 204 000,00 | 139 204 000,00 |
| Provisions et produits constatés d'avance | | 1 472 999 172,98 | 1 409 928 470,75 |
| TOTAL PASSIFS NON COURANTS II | | 5 499 459 604,06 | 6 643 161 567,21 |
| <u>PASSIFS COURANTS</u> | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 495 554 417,43 | 475 595 811,14 |
| Impôts | | 204 081 273,32 | 356 244 169,90 |
| Autres dettes | | 1 127 041 592,18 | 934 742 425,30 |
| Trésorerie passif | | | |
| TOTAL PASSIFS COURANTS III | | 1 826 677 282,93 | 1 766 582 406,34 |
| TOTAL GENERAL PASSIF | | 21 088 047 885,87 | 22 411 412 008,62 |
| (1) à utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés | | | |

4.5 Les écritures de clôture de l'exercice 2021

Après avoir terminé les écritures de régularisation et d'inventaire, et établissement des différents états financiers, il y'a lieu d'enregistrer les écritures de détermination du résultat (écritures de reclassement) afin de solder les comptes de gestion « produits et charges ». Ainsi que les écritures de clôture des comptes historiques du bilan au 31/12/2021.

Ce sont les écritures qui permettent de solder les comptes de produits et de charges et de déterminer le résultat net qui sera inscrit au bilan. Les comptes à soldes créditeurs sont débités et les comptes à soldes débiteurs sont crédités. En contrepartie, les différents comptes de résultats sont crédités ou débités. Ces écritures ramènent à zéro les différents comptes de gestion ce qui est nécessaires pour permettre de passer à l'exercice suivant.

Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP

Les écritures de clôture de l'exercice comptable de l'année 2021 se présentent ainsi :

| Débit | Crédit | 31/12/2021 | Débit | Crédit |
|-------|--------|---|------------------|------------------|
| 70 | | ventes de marchandise | 5 266 784 876,16 | |
| | 60 | Achats consommés | | 210 244 839,74 |
| | 61 | Services extérieurs | | 374 825 992,59 |
| | 62 | Autres services extérieur | | 130 281 120,33 |
| | 122 | Valeur ajoutée | | 4 551 432 923,5 |
| 122 | | Valeur ajoutée | 4 551 432 923,5 | |
| | 63 | charges de personnels | | 3 348 127 686,32 |
| | 64 | impôts et taxes et versement assimilés | | 168 027 095,00 |
| | 123 | Excédent brut d'exploitation | | 1 035 278 142,18 |
| 123 | | Excédent brut d'exploitation | 1 035 278 142,18 | |
| 75 | | Autres produits opérationnels | 383 036 195,93 | |
| 78 | | Reprise sur pertes de valeur et provision | 19 393 184,42 | |
| | 65 | Autres charges opérationnels | | 14 516 856,58 |
| | 68 | Dotation aux amortissements et provisions | | 1 022 239 875,14 |
| | 124 | Résultats opérationnels | | 400 950 790,81 |
| 124 | | Résultats opérationnels | 400 950 790,81 | |
| 76 | | Produits financiers | 488 546 783,48 | |
| | 66 | Charges financières | | 197 723 930,08 |
| | 125 | Résultat avant impôt | | 691 773 644,21 |
| 125 | | Résultat avant impôt | 691 773 644,21 | |
| 692 | | Impositions différée (variation) | 23 143 913,60 | |
| | 695 | Impôts sur les bénéfices des sociétés (26%) | | 81 859 970,00 |
| | 120000 | Résultat net de l'exercice 2021 | | 633 057 587,81 |

Conclusion :

Dans ce chapitre pratique nous avons traité quelques exemples sur les opérations qui doivent se faire pendant les travaux de clôture jusqu'à obtenir le résultat final.

Au cours de notre stage au sein de cette entreprise qui a duré un mois, nous avons pu mettre à profit nos connaissances en matières comptables et vivre expérience de terrain riche d'enseignements, on a pu voir le déroulement de ces travaux de fin d'exercice dans cette entreprise.

Malgré le fait que nous avons rencontré quelque difficulté à poser la main sur la majorité des documents et informations internes de l'entreprise, dont le caractère est jugé confidentiel.

Conclusion générale

Conclusion générale

Conclusion générale :

La comptabilité financière est aujourd'hui un langage économique qui reflète le degré de développement d'une société. Elle s'est forgée au fil de l'histoire, par conséquent, l'influence de l'environnement social, culturel et économique de chaque pays est y intégrée. La comptabilité se doit de faire face au besoin de fournir des informations financières, ces derniers doivent être compréhensibles et plausibles d'un point de vue international en raison de la mondialisation de l'économie et de la progression des groupes et des investissements étrangers. Pour satisfaire ce besoin, de nombreux pays ont adopté de nouvelles normes comptables IAS/IFRS.

Les travaux de fin d'exercice, concernant l'ensemble des classes du système comptable financiers (SCF), ils représentent l'ensemble des travaux comptables et extra comptables en vue de déterminer les différents documents de synthèse autrement dit les états financier. Ces derniers sont accompagnés d'annexes qui détaillent les bases comptables sur lesquelles ils sont établis. Elles précisent les méthodes comptables utilisées et donnent diverses informations, indispensables.

Les traitements comptables de fin d'exercice revêtent une grande importance que ce soit :

- par leur caractère obligatoire, réglementaire et fiscal,
- pour le respect des principes définis dans le Système Comptable Financier (SCF),
- par la présentation de documents de synthèse fiables et destinés à l'information des tiers (dirigeants, associés, actionnaires, personnel, ...),
- l'établissement des documents d'analyse du dossier de gestion tels que le tableau des soldes intermédiaires de gestion, le tableau de financement, le tableau des flux de trésorerie, ...
- l'appréciation sur l'évolution de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise,
- la prise de décisions.

Ces travaux consistent donc à dénombrer tous les biens et les dettes de l'entreprise, passer les écritures de régularisation concernent les amortissements, les provisions, charges et produits comptabilisés d'avance et déterminer les différents résultats comme la marge brut, valeur ajoutée, résultat d'exploitation et jusqu'à la détermination du résultat net de l'exercice. Les régularisations que nous venons d'étudier, sont nécessaires à la détermination d'un

Conclusion générale

résultat propre est fidèle de l'exercice. Et Enfin établir le bilan et les autres tableaux de synthèse, ainsi que la clôture et la réouverture des livres comptables.

A la clôture de chaque exercice, les entreprises doivent déterminer leur résultat comptable puis leur résultat fiscal. Le résultat comptable suppose de procéder à un traitement fiscal qui consistent à ajouter au résultat comptable les charges non déductibles fiscalement (les réintégrations) et à déduire du résultat comptable les produits non imposables fiscalement (les déductions). Sur la déclaration envoyée à l'Administration fiscale, ces corrections apparaissent dans le tableau de " détermination du résultat fiscal (tableau N°9 dans la liasse fiscale)".

Nous avons effectué notre stage pratique au sein de l'Entreprise Portuaire de Bejaia (EPB), sur les travaux de fin d'exercice 2021 ainsi que les différents retraitements extracomptables nécessaires à effectuer sur le résultat comptable, afin de déterminer le résultat imposable à l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) et d'établir les états financier et de synthèses.

Durant notre stage on a constaté qu'il faudra beaucoup de concentration et de vigilance pendant la réalisation de ces travaux, de respecter les principes comptables, les méthodes d'estimation et de régularisation proposés par le système comptable financier (SCF).

Cette étude nous a amenés au constat que les entreprises lors de l'établissement de leur compte annuel et états financiers devraient prendre en compte les lois comptables annoncées par le système comptable financier, ainsi que les lois fiscales édictées par le système fiscal algérien afin de remplir les exigences réglementaires relatives à la fiscalité et à la comptabilité.

Ce stage nous a permis aussi de mieux entamer notre future vie professionnelle après avoir confronté les connaissances théoriques acquises pendant notre cursus universitaire à la réalité du terrain, on a pu acquérir une certaine forme de savoir et savoir-faire. En toute autonomie, d'effectuer les travaux préparatoires nécessaires pour la clôture annuelle des comptes, la détermination du résultat fiscal et les déclarations fiscales annuelles de l'Entreprise. Calculer et commenter les indicateurs de gestion utiles au pilotage de l'entité.

Bibliographie

Ouvrage :

- Ali TAZDAIT, « *Maîtrise du système comptable financier* », édition ACG, Algérie, 2009.
- Allal HAMINI, « *Bilan comptable travaux de clôture* », Berti édition, Alger, 2013.
- B. Collain, F. Déjean, M. Astrid le theule « *comptabilité général 2^{ème} édition* », DUNOD, Paris, 2017.
- B et F GRANDGUILLOT, « *comptabilité générale* », 11^{ème} édition, 2013.
- Béatrice Et Francis GRANDGUILLOT, « *La comptabilité générale 18^{ème} édition* » Paris, 2014-2015.
- Béatrice et Francis GRANDGUILLOT, « *Introduction à la comptabilité 6^{ème} édition* », édition lextenso, Espagne 2015/2016.
- C. DEFFAINC-CRAPSKY, PH. RAIMBOUR, « *comptabilité générale* » 4^{ème} édition, Bréal, 2006.
- C. MAILLET-BUODRIER, Le Math. AA, « *les normes comptables internationales IAS/IFRS* », édition. Berti, 2007.
- Charlotte DISLE, « *Introduction à la comptabilité* », édition DUNID, Paris, 2015/2016.
- COLLECTIF EPBI -Système comptables financier : SCF, pages bleues, Alger, 2010.
- Conseil National de comptabilité, « *Manuel de comptabilité financière : conforme à la loi 07-11 du 25 novembre 2007 portant système comptable financier (SCF)* », édition ENAG édition, Réghaïa, 2013.
- H. DAVASSE, M. PARRUITE, A. SADOU, « *manuel de comptabilité* » édition Foucher, Vanves, 2008, Berti édition Alger 2011.
- Henri DAVASSE, Michel PARRUITTE, « *introduction à la comptabilité* ». Éditions FOUCHER, VANVES, 2011.
- L. GEORGE et F. MICHELIN, « *Comptabilité financière* », édition FOUCHER, VANVES, 2007.
- Laurence THIBAUT – Le Gallo, « *la comptabilité pour les nuls* », édition first, Paris, 2017.
- M. LOZATO, DORIATH, P. MENDES, et P. NICOLLE, « *comptabilité et gestion des organisations* », 7^{ème} édition. Paris, 2010.
- Martin COLLET, « *droit fiscal* », édition Thémis, Paris 2007.

- Noelle DURAFFOUR, « *comptabilité les travaux d'inventaire* », Edition ELLIPSES, S.A, 2001.
- Robert OBERT, « *Pratiques des normes IFRS : comparaison avec les règles françaises et les US GAAP* », édition DUNOD, Paris 2006.

Reuves :

- Abdelghafour GRAZEM, « Les travaux de fin d'exercice rapport d'expertise comptable », CRCECC, juillet 2009.
- D. Antraigues, travaux de fin d'exercice « Les ajustements ou régularisations des comptes de charges et de produits ».
- Conseil National de la Comptabilité « modèle des états financiers ».
- Dr. Yahia Saidi, Dr. Abdelhamid Berrehouma « Présentation des états financiers dans le Nouveau Système Financier et Comptable Algérien « Journal Of Financial And Accounting Studies, » Centre University of El- Oued-Algeria, 2010.
- HATTAB « Plan comptable normalisé selon SCF », Algérie, 2014.

Séminaire :

- Chabane ASSAD, « Séminaire clôture et assainissement des comptes », 2018.
- Ch.TOUAHRI Séminaire sur les travaux d'inventaire, Décembre 2017.

Thèse et Mémoire :

- A.BENSEGHIR, M. CHAHI, mémoire de fin de cycle 2013/2014, « Les travaux de fin d'exercice et techniques d'élaboration des états financiers Cas : Entreprise Portuaire de Bejaia (EPB)», Université Abdrehman Mira Bejaia
- F.BOUAICHI, mémoire de fin de cycle 2019/2020, « Les travaux de fin d'exercice », Université Abdrehman Mira Bejaia.
- K.SADOUDI, Z.LAKAOUR, mémoire de fin de cycle 2020/2021, « Les travaux de fin d'exercice cas : SPA FAGECO Bejaia», Université Abdrehman Mira Bejaia.
- M.AOUALI, M. YANTREN, mémoire de fin de cycle 2018, « La comptabilisation fiscale d'une entreprise des services : Etude de passage d'un bilan comptable vers un bilan fiscal Cas : SEAAL d'Alger », Université Mouloud Mammeri De Tizi-Ouzou.

Lois et décrets :

- Article 27, Ordonnance n°10-01 du 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, approuvée par la loi n°10-07 du 27 octobre 2010
- Article 28 du Décret exécutif n° 08-156 du 20 Joumada El Oula 1429 correspondant au 26 mai 2008 portant application des dispositions de la loi n° 07-11 du 15 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 25 novembre 2007 portant système comptable financier..
- Article 121.7, Décret exécutif n° 08-156 du 20 Joumada El Oula 1429 correspondant au 26 mai 2008 portant application des dispositions de la loi n° 07-11 du 15 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 25 novembre 2007 portant système comptable financier.
- Article 140-1 du code des impôts directs et taxes assimilées, 2018
- Article 214-4 du Loi n° 07-11 du 15 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 25 novembre 2007 portant système comptable financier plan comptable général
- Article n°260-1 publié dans le journal officiel de la république Algérienne n°19, 25 mars 2009.
- Journal officiel N°27 du 28 Mai 2012 et N°74 du 25 Novembre 2007
- Journal officiel N°74 du 25 Novembre 2007 portant système comptable financier

Web graphie :

- <https://apprendreconomie-jqb.com/>
- <https://agicap.com/>
- <https://comptabilite.ooreka.fr/>
- <https://www.mfdgi.gov.dz/> site officiel de la direction général des impôts
- <https://www.tifawt.com>

Liste des figures

| | |
|--|-----|
| Schéma n°01: La relation de l'entreprise avec les différents acteurs économique | p07 |
| Schéma n°02 : Les indices de pertes de valeurs..... | p47 |
| Shéma n°03 : L'ajustement des charges et produits..... | p66 |

Liste des illustrations

| | |
|--|-----|
| Illustration n°01 : Positionnement géographique du port de Bejaia | p85 |
|--|-----|

Liste des tableaux

| | |
|---|-----|
| Tableau n°01: Les principes comptables..... | p09 |
| Tableau n°02 : Les approches de la comptabilité | p10 |
| Tableau n°03 : Bilan actif..... | p23 |
| Tableau n°04 : Bilan passif | p24 |
| Tableau n°05 : Compte de résultat..... | p25 |
| Tableau n°06 : Tableau des flux de trésorerie (méthode directe)..... | p27 |
| Tableau n°07 : Etat de variation des capitaux propres..... | p28 |
| Tableau n°08 : évaluations des informations et des actifs financiers non courants..... | p29 |
| Tableau n°09 : Tableau des amortissements | p30 |
| Tableau n°10 : Tableau des participations (filiales et entités associés) | p30 |
| Tableau n°11 : Tableau des provisions | p30 |

| | |
|--|------|
| Tableau n°12 : état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice..... | p31 |
| Tableau n°13 : La durée d'amortissement des différentes immobilisations | p41 |
| Tableau n°14 : Le plan d'amortissement | p42 |
| Tableau n°15 : Les coefficients fiscaux | p44 |
| Tableau n°16 : Typologie des provisions..... | p50 |
| Tableau n°17 : Etat de rapprochement bancaire..... | p72 |
| Tableau n°18 : Tableau de détermination du résultat fiscal | p79 |
| Tableau n°19 : Balance avant inventaire de l'EPB..... | p90 |
| Tableau n°20 : Comparaisant entre l'inventaire physique et comptable des immobilisations | p92 |
| Tableau n°21 : Comparaisant de la valeur brute inventaire et comptable des immobilisations | p92 |
| Tableau n°22 : Plan d'amortissement des extracteurs achetés par l'EPB..... | p95 |
| Tableau n°23 : Total des amortissements de toutes les immobilisations de l'EPB | p95 |
| Tableau n°24 : Tableau des provisions constatées durant l'exercice 2021 | p96 |
| Tableau n°25 : Compte banque CPA Chez L'EPB | p98 |
| Tableau n°26 : Compte EPB chez la banque CPA | p98 |
| Tableau n°27 : L'ensemble des réintégrations 2021 de l'EPB..... | p100 |
| Tableau n°28 : L'ensemble des déductions 2021 de l'EPB | p100 |
| Tableau n°29 : Tableau de détermination du résultat fiscal 2021 de l'EPB | p101 |
| Tableau n°30 : Balance après inventaire de l'exercice 2021 de l'EPB..... | p102 |

Liste des annexes

Annexe N°1 : Inventaire physique des immobilisations

Annexe N°2 : Inventaire physique des stocks

Annexe N°3 : Fiche gestion immobilisations

Annexe N°4 : Tableau des amortissements et perte de valeur/ Tableau des immobilisations crée ou acquises au cours de l'exercice

Annexe N°5 : Tableau des immobilisations cédée au cours de l'exercice/ Tableau des provisions et pertes de valeurs

Annexe N°6: Etat de rapprochement bancaire

Annexe N°7 : Charge à payer et charge constater d'avance

Annexe N°8 : Balance après inventaire

Annexe N°9 : Compte de résultats

Annexe N°10 : L'ensemble des déductions

Annexe N°11 : L'ensemble des réintégrations

Annexe N°12 : Tableau de détermination du résultat fiscal

Annexe N°13 : Bilan Actif

Annexe N°14 : Bilan passif

2. Inventaire physique des immobilisations :**- Résultats de l'inventaire :**

L'opération d'inventaire physique des immobilisations de l'exercice 2021 a débuté le 28 novembre 2021 et a pris fin le 10/01/2022 au lieu du 06/01/2022 (les délais ont été prorogés de deux (02) jours ouvrables, à la demande de la commission).

Les travaux de rapprochement physique et comptable ont fait ressortir les écarts suivants :

| N° Compte | N° inventaire | Désignation | Montant d'acquisition | Date d'acquisition | Amortissement au 30-09-2021 | V N C |
|-----------|---------------|-----------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------------|-------|
| 218300 | 30074520 484 | Ordinateur Portable TOSHIBA | 152 950,00 | 24/05/2003 | 152 950,00 | 0,00 |
| 218300 | 40074520 485 | Ordinateur Portable TOSHIBA | 152 950,00 | 24/05/2003 | 152 950,00 | 0,00 |
| 218300 | 70074520 486 | Ordinateur Portable TOSHIBA | 152 950,00 | 24/05/2003 | 152 950,00 | 0,00 |
| 218300 | 60074520 488 | Ordinateur Portable TOSHIBA | 152 950,00 | 24/05/2003 | 152 950,00 | 0,00 |
| Totaux | | | 611 800,00 | | 611 800,00 | 0,00 |

Lesquels n'ont pas fait objet de restitution par les affectataires.

En Dinars

| Désignation | Valeur Brute inventaires | Valeur Brute Comptabilité | Ecart (-) |
|--|--------------------------|---------------------------|-------------------|
| <u>Immobilisations corporelles :</u> | | | |
| - Terrains | 69 440 800,00 | 69 440 800,00 | - |
| - Bâtiments | 3 606 041 469,06 | 3 606 041 469,06 | - |
| - Ouvrages | 9 432 073 849,39 | 9 432 073 849,39 | - |
| - Réseaux | 153 192 643,05 | 153 192 643,05 | - |
| - Installations techniques, mat & outillage | 5 398 412 852,36 | 5 398 412 852,36 | - |
| - Autres agencements | 157 582 633,00 | 157 582 633,00 | - |
| - Matériel transport | 3 514 725 655,95 | 3 514 725 655,95 | - |
| - Mobilier, équipements (Informatique, Socx) | 153 993 058,04 | 154 604 858,04 | 611 800,00 |
| Total immobilisation corporelle | 22 485 462 960,85 | 22 486 074 760,85 | 611 800,00 |
| <u>Immobilisations en concessions :</u> | | | |
| - Terrain TIXTER | 139 204 000,00 | 139 204 000,00 | - |
| Total immobilisations en concession | 139 204 000,00 | 139 204 000,00 | - |
| Total général | 22 624 666 960,85 | 22 625 278 760,85 | 611 800,00 |

Rien n'étant à l'ordre de jour, la séance fut levée à 11 H 30.

1. Inventaire des Stocks de Matières et Fournitures :

1. Récapitulation générale :

Le stock de matières et fournitures de l'Entreprise Portuaire de Bejaia au 31/12/2021 s'élève à **353 946 013,97 DA**.

Le stock de l'entreprise est réparti comme suit :

- Magasin Moyens Généraux : **1 201 111,54 DA** ;
- Magasin Domaine et travaux : **4 034 371,02 DA** ;
- Magasin PDR Logistique : **149 088 430,33 DA** ;
- Magasin PDR Naval : **199 622 101,08 DA**

2. Rapprochement Physique / Comptable :

Les travaux de rapprochement des résultats de l'inventaire des stocks physiques et comptable n'ont relevé *aucun écart*.

- Magasin Moyens Généraux :

En Dinars

| Compte | Désignation | Inventaires | Comptabilité | Ecart + | Ecart - |
|--------------|----------------------------------|---------------------|---------------------|---------|---------|
| 322 100 | Combustible Carburant | - | - | - | - |
| 322 200 | Produits d'entretien | 1 140,95 | 1 140,95 | - | - |
| 322 300 | Fournitures d'atelier | - | - | - | - |
| 322 600 | Fournitures de Bureau | 558 332,77 | 558 332,77 | - | - |
| 322 700 | Fournitures Informatiques | 382 660,29 | 382 660,29 | - | - |
| 322 900 | Matières et Fournitures diverses | 63 479,97 | 63 479,97 | - | - |
| 322 910 | Habilllements | 195 497,56 | 195 497,56 | - | - |
| Total | | 1 201 111,54 | 1 201 111,54 | - | - |

- Magasin Domaine et travaux :

En Dinars

| Compte | Désignation | Inventaires | Comptable | Ecart + | Ecart - |
|--------------|----------------------------------|---------------------|---------------------|---------|---------|
| 322 000 | Matériaux de Construction | 161 555,00 | 161 555,00 | - | - |
| 322 100 | Combustible Carburant | 242 497,85 | 242 497,85 | - | - |
| 322 200 | Produits d'entretien | 495 922,96 | 495 922,96 | - | - |
| 322 300 | Fournitures d'atelier | 57 847,38 | 57 847,38 | - | - |
| 322 400 | Petit Outillage | 289 787,19 | 289 787,19 | - | - |
| 322 500 | PDR Matériels Transport | - | - | - | - |
| 322 520 | PDR Matériels Naval | - | - | - | - |
| 322 530 | Pneumatiques | 160 950,00 | 160 950,00 | - | - |
| 322 900 | Matières et Fournitures diverses | 2 625 810,64 | 2 625 810,64 | - | - |
| Total | | 4 034 371,02 | 4 034 371,02 | - | - |

- Magasin PDR Logistique :

En Dinars

| Compte | Désignation | Inventaires | Comptable | Ecart + | Ecart - |
|--------------|----------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------|---------|
| 322 100 | Combustible Carburant | 4 084 327,85 | 4 084 327,85 | - | - |
| 322 200 | Produits d'entretien | 98 759,00 | 98 759,00 | - | - |
| 322 300 | Fournitures d'atelier | 654 035,14 | 654 035,14 | - | - |
| 322 400 | Petit Outillage | 8 613,70 | 8 613,70 | - | - |
| 322 500 | PDR Matériels Transport | 2 654 222,05 | 2 654 222,05 | - | - |
| 322 513 | PDR Matériels d'exploitation | 136 215 336,95 | 136 215 336,95 | - | - |
| 322 530 | Pneumatiques | 5 212 974,64 | 5 212 974,64 | - | - |
| 322 900 | Matières et Fournitures diverses | 160 161,00 | 160 161,00 | - | - |
| Total | | 149 088 430,33 | 149 088 430,33 | - | - |

- Magasin PDR Naval :

En Dinars

| Compte | Désignation | Inventaires | Comptabilité | Ecart + | Ecart - |
|--------------|----------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------|---------|
| 322 100 | Combustible Carburant | 6 118 430,49 | 6 118 430,49 | - | - |
| 322 200 | Produits d'entretien | 815 634,08 | 815 634,08 | - | - |
| 322 300 | Fournitures d'atelier | 39 635,56 | 39 635,56 | - | - |
| 322 400 | Petit Outillage | - | - | - | - |
| 322 520 | PDR Matériels Naval capitainerie | 15 852 943,91 | 15 852 943,91 | - | - |
| 322 521 | PDR Matériels Naval remorquage | 176 760 091,82 | 176 760 091,82 | - | - |
| 322 900 | Matières et Fournitures diverses | 35 365,22 | 35 365,22 | - | - |
| Total | | 199 622 101,08 | 199 622 101,08 | - | - |

FICHE GESTION DES IMMOBILISATIONS

Code Investissement : 2600000021503 1 EXTRACTEUR D'AIR BIPOLAIRE
 Compte Comptable : 215380 matériel et outillage divers

Caractéristiques Techniques :

Marque : N° Série :
 Modèle : Matricule :
 N° Acte :

Etat : Présent

Projet :

C. Coût : 26202002 HANGARS/IOB
 Affectation : 26000000 DIRECTION DE LA ZONE LOGISTIQUE EXTRA-PORTUAIRE
 Utilisateur :



Acquisition :

Date : 03/02/2021
 Fournisseur : 4011037
 SARL OUARELEC " MATERIELS ELECTRIQUES "

N° Commande :
 N° Facture :
 N° Livraison :

Mt Achat : 68 000,00 €
 Mt T.V.A. :
 Mt Assurance :
 Mt Douane :
 Mt Autres :
 Coût Acquisition 68 000,00 €

Amortissement :

Date Amort. : 03/02/2021
 Taux : 10,00
 Valeur Origine : 68 000,00
 Amort. Antérieur : 6 233,37
 Amort. Reprise : 0,00
 Amort. Exercice : 6 800,00
 VNC : 54 966,63

Sortie :

Type :
 Date :
 Libellé :
 Montant :

Historique Amortissement :

| Exercice | Valeur Initiale | Antérieur | Exercice | Cumulé | Gain/Pert | Valeur Finale |
|----------|-----------------|-----------|----------|-----------|-----------|---------------|
| 2021 | 68 000,00 | 0,00 | 6 233,37 | 6 233,37 | 0,00 | 61 766,63 |
| 2022 | 61 766,63 | 6 233,37 | 6 800,00 | 13 033,37 | 0,00 | 54 966,63 |

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

N.I.F 0 0 0 0 0 6 0 1 8 3 5 8 2 9 9

Désignation de l'entreprise : entreprise portuaire de beja
 Activité : Gestion & exploitation portuaire
 Adresse : 13 AVENUE DES HERES AMIRAL DEJALA

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

5/ Tableau des amortissements et pertes de valeurs :

| Rubriques et Postes | Dotations Cumulées en début d'exercice | Dotations de l'exercice (1) | Diminutions éléments sortis | Dotations cumulées en fin d'exercice | Dotations fiscales de l'exercice (2) | Ecart (1) - (2) |
|---------------------------------------|--|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|----------------------|
| Goodwill | | | | 0,00 | | 0,00 |
| Immobilisations incorporelles | 35.056.985,00 | 11.767.709,00 | | 46.824.694,00 | | 11.767.709,00 |
| Immobilisations corporelles | 7.368.249.903,00 | 943.400.348,00 | 24.925.609,00 | 8.311.650.251,00 | 939.674.331,00 | 3.726.017,00 |
| Participations | 130.095.810,00 | | | 130.095.810,00 | | 0,00 |
| Autres actifs financiers non courants | | | | 0,00 | | 0,00 |
| TOTAL | 7.533.402.698,00 | 955.168.057,00 | 24.925.609,00 | 8.488.570.755,00 | 939.674.331,00 | 15.493.726,00 |

6/ Tableau des immobilisations créées ou acquises au cours de l'exercice :

| Rubrique (Nature des immobilisations créées ou acquises à détailler) | Montants bruts | TVA déduite | Montant net à amortir |
|--|-------------------------|---------------------|-------------------------|
| Goodwill | | | 0,00 |
| Immobilisations incorporelles | | | 0,00 |
| Immobilisations corporelles | 6.488.824.211,00 | 9.482.723,00 | 6.479.341.488,00 |
| Participations | | | 0,00 |
| Autres actifs financiers non courants | | | 0,00 |
| TOTAL | 6.488.824.211,00 | 9.482.723,00 | 6.479.341.488,00 |

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

N.I.F 0 0 0 0 0 6 0 1 8 3 5 8 2 9 9

Désignation de l'entreprise : ENTREPRISE PORTUAIRE BEJAIA.
 Activité : GESTION ET EXPLOITATION PORTUAIRE
 Adresse : 13 AVENUE DES FRERES AMRANI BEJAIA

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

7/ Tableau des immobilisations cédées (plus ou moins value) au cours de l'exercice :

| Nature des Immobilisations cédées | Date acquisition | Montant net figurant à l'actif | Amortissements pratiqués | Valeur nette comptable | Prix de cession | Plus ou moins value | |
|-----------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------|------------------------|-------------------|---------------------|-------------|
| | | | | | | Plus value | Moins value |
| (02) Chariots Schuller | 01/07/1994 | 4 528 678 | 4 528 678 | 0,00 | 950 000 | 950 000 | |
| Camion SONACOME | 02/10/1995 | 2 679 234 | 2 679 234 | 0,00 | 1 767 700 | 1 767 700 | |
| Chariot élévateur | 20/10/2013 | 7 382 710 | 7 382 710 | 0,00 | 769 960 | 769 960 | |
| Chariot élévateur | 01/08/1998 | 1 322 360 | 1 322 360 | 0,00 | 315 000 | 315 000 | |
| Chariot élévateur | 01/08/1998 | 2 583 597 | 2 583 597 | 0,00 | 739 900 | 739 900 | |
| (02) pelles chargeuses | 18/03/2008 | 7 692 308 | 7 692 308 | 0,00 | 3 121 000 | 3 121 000 | |
| Rouleau compacteur | 20/02/2005 | 996 333 | 996 333 | 0,00 | 322 000 | 322 000 | |
| (03) balayeuses | 06/03/2006 | 19 560 000 | 19 560 000 | 0,00 | 3 100 100 | 3 100 100 | |
| Tracteur agricole | 19/12/1995 | 645 196 | 645 196 | 0,00 | 1 127 700 | 1 127 700 | |
| Lot divers matériel (ferreux) | diverses | 31 878 457 | 31 878 457 | 0,00 | 2 557 680 | 2 557 680 | |
| Lot equip inform & mobilier | diverses | 25 501 769 | 25 501 769 | 0,00 | | | |
| TOTAL | | 104 770 769 | 104 770 769 | 0,00 | 14 771 040 | 14 771 040 | |

8/ Tableau des provisions et pertes de valeurs :

| Rubriques et postes | Provisions cumulées en début d'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises sur l'exercice | Provisions cumulées en fin d'exercice |
|--|---|-------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| -Pertes de valeurs sur stocks (à détailler pour chaque catégorie de stock sur état annexe) | 1 271 039 | | 266 | 1 270 773 |
| - Pertes de valeurs sur créances (1) | 118 456 136 | 4 182 873 | 9 710 545 | 112 928 464 |
| -Pertes de valeurs sur actions et parts sociales (2) | | | | |
| -Provisions pour pensions et obligations similaires | 1 334 428 850 | 98 357 174 | 35 286 472 | 1 397 499 552 |
| -Provisions sur litiges | | | | |
| -Autres provisions liées au personnel | | | | |
| -Provisions pour impôts | 75 499 620 | | | 75 499 620 |
| -Autres provisions à détailler sur états annexes | 170 472 898 | | 14 202 737 | 156 270 161 |
| TOTAL | 1 700 128 543 | 102 540 047 | 59 200 020 | 1 743 468 570 |

(1) A détailler en tableau 8/1

(2) A détailler en tableau 8/2



Révision n°: 00

EPB.IMP.239

IMPRIME

État de rapprochement bancaire

Date : 16/05/2022

Annexe n°6

BANQUE: CPA 302 AU 31/12/2021

| COMPTE BANQUE CPA CHEZ L'EPB | | | | COMPTE EPB CHEZ LA BANQUE CPA | | | |
|------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------------|---|-----------------------|-----------------------|
| DATES | LIBELLES | DEBIT | CREDIT | DATES | LIBELLES | DEBIT | CREDIT |
| 31/12/21 | SOLDE SELON GRAND LIVRE | 335,531,463.43 | | 31/12/21 | SOLDE SELON RELEVÉ BANCAIRE | | 452,147,032.42 |
| | | | | 18/07/19 | CQN°8447 102 SARL CAPRITOUR | 78,540.00 | |
| | | | | 20/10/19 | CQN°8447 146 Dr AMOKRANE | 42,000.00 | |
| | | | | 15/12/19 | CQN°2849 012 HOTEL HOCINE | 52,000.00 | |
| | | | | 30/04/20 | CQN°2849 285 ASSL | 50,000.00 | |
| | | | | 30/09/20 | Chq Client comptabiliser par la banque en moins | | 100.00 |
| | | | | 27/10/20 | CQN°6695 498 ETS HAROUNE TOUFIK | 6,000.00 | |
| | | | | 19/05/21 | CQN°9125 990 ALLIANCE PUB | 150,000.00 | |
| | | | | 17/08/21 | CQN°1864 292 BEKKOUCHE FADELA | 3,638,583.58 | |
| | | | | 30/08/21 | CQN°1864 314 F N J E | 200,000.00 | |
| | | | | 12/12/21 | CQN°1864 533 ETS OUASDI | 977,508.84 | |
| | | | | 16/12/21 | CQN°1864 547 NAFTAL BEJAIA | 2,717,946.73 | |
| | | | | 26/12/21 | CQN°1864 576 CLUB S.A SEDDOUK | 200,000.00 | |
| | | | | 28/12/21 | CQN°1864 572 SNC ZIANI ET FRERES | 28,298.20 | |
| | | | | 29/12/21 | CQN°1864 591 DRC/SGC BEJAIA | 1,025,872.92 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 605 ATL | 1,403,999.89 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 567 CNAS BEJAIA | 75,312,417.48 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 568 CNAS BBA | 1,644,297.81 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 612 SPA BMT | 5,101,530.00 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 587 ETS HELLAL | 1,752,146.96 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 610 SO.DIS MAC | 1,510,609.80 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 608 DR S.OUYAHIA | 263,900.00 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 609 ATL | 179,999.98 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 613 SPA BMT | 12,202,260.00 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 606 ATL | 4,342,560.00 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 585 ETB HADJADJ FAHIMA | 467,810.89 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 607 BOUZIDI FARID | 53,876.71 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 603 ETFIM BEJAIA | 206,000.00 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 588 D,r LALAOUI | 1,896,469.20 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 613 INOUDJAL TOUFIK | 166,950.00 | |
| | | | | 30/12/21 | CQN°1864 590 EPDEL | 944,090.00 | |
| | TOTAL A REPORTER | 335,531,463.43 | 0.00 | | TOTAL A REPORTER | 116,615,668.99 | 452,147,132.42 |
| | SOLDE | | 335,531,463.43 | | SOLDE | 335,531,463.43 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|-----------------------------------|----------------|-------------------|---------------|---------------|------------------|----------------|----------------|-------------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 101100 | CAPITAL SOCIAL | | 3 500 000 000,00 | | | | | | 3 500 000 000,00 |
| 101 | CAPITAL ÉMIS (CAPITAL SOCIAL OU F | | 3 500 000 000,00 | | | | | | 3 500 000 000,00 |
| 104000 | ÉCART D'ÉVALUATION | 1 375 488,00 | | | | 114 624,00 | | 1 490 112,00 | |
| 104 | ECART D'ÉVALUATION | 1 375 488,00 | | | | 114 624,00 | | 1 490 112,00 | |
| 106100 | RÉSERVES LÉGALES | | 350 000 000,00 | | | | | | 350 000 000,00 |
| 106500 | RÉSERVES FACULTATIVES | | 9 046 334 046,49 | | | | 267 162 083,45 | | 9 313 496 129,94 |
| 106 | RÉSERVES (LÉGALE, STATUTAIRE, OR | | 9 396 334 046,49 | | | | 267 162 083,45 | | 9 663 496 129,94 |
| 10 | CAPITAL, RÉSERVES ET ASSIMILÉS | | 12 894 958 558,49 | | | 114 624,00 | 267 162 083,45 | | 13 162 006 017,94 |
| 110000 | REPORT À NOUVEAU | | 572 579 017,71 | | | 572 579 017,71 | | | |
| 110910 | CORRECTION D'ERREURS | 33 152 606,87 | | | | | | 33 152 606,87 | |
| 110 | REPORT À NOUVEAU | | 539 426 410,84 | | | 572 579 017,71 | | 33 152 606,87 | |
| 11 | REPORT À NOUVEAU | | 539 426 410,84 | | | 572 579 017,71 | | 33 152 606,87 | |
| 120000 | RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | 567 283 065,74 | | | 567 283 065,74 | | | |
| 12 | RÉSULTAT DE L'EXERCICE | | 567 283 065,74 | | | 567 283 065,74 | | | |
| 133000 | IMPOTS DIFFÉRÉS ACTIFS | 37 306 830,10 | | | | 39 557 530,98 | 37 306 830,10 | 39 557 530,98 | |
| 133100 | IMPOT DIFFÉRÉ ACTIF SUR (IDR) | 346 951 501,12 | | 25 572 865,21 | | 25 572 865,21 | 9 174 482,63 | 363 349 883,70 | |
| 133 | IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF | 384 258 331,22 | | 25 572 865,21 | | 65 130 396,19 | 46 481 312,73 | 402 907 414,68 | |
| 134000 | IMPOTS DIFFÉRÉS PASSIFS | | 4 494 830,14 | | | 4 494 830,14 | | | |
| 134 | IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIF | | 4 494 830,14 | | | 4 494 830,14 | | | |
| 13 | PRODUITS ET CHARGES DIFFÉRÉS - | 379 763 501,08 | | 25 572 865,21 | | 69 625 226,33 | 46 481 312,73 | 402 907 414,68 | |
| 153000 | PROV POUR INDEMNITÉES DE DEPAR | | 1 334 428 850,50 | | 98 357 173,89 | 35 286 471,66 | 98 357 173,89 | | 1 397 499 552,73 |
| 153 | PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBL | | 1 334 428 850,50 | | 98 357 173,89 | 35 286 471,66 | 98 357 173,89 | | 1 397 499 552,73 |
| 158000 | PROVISIONS POUR LITIGES | | 75 499 620,25 | | | | | | 75 499 620,25 |
| 158 | AUTRES PROVISIONS POUR CHARGE | | 75 499 620,25 | | | | | | 75 499 620,25 |
| 15 | PROVISIONS POUR CHARGES - PASSI | | 1 409 928 470,75 | | 98 357 173,89 | 35 286 471,66 | 98 357 173,89 | | 1 472 999 172,98 |
| 164200 | EMPRUNTS À MOYEN TERME MOBILIS | | 5 071 399 585,73 | | | 1 201 188 657,24 | | | 3 870 210 928,49 |
| 164 | EMPRUNTS AUPRÈS DES ÉTABLISSE | | 5 071 399 585,73 | | | 1 201 188 657,24 | | | 3 870 210 928,49 |
| 165000 | DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS REÇU | | 18 134 680,59 | | | 2 736 292,00 | 1 647 114,00 | | 17 045 502,59 |
| 165 | DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS REÇU | | 18 134 680,59 | | | 2 736 292,00 | 1 647 114,00 | | 17 045 502,59 |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|------------------|-------------------|---------------|---------------|------------------|----------------|------------------|-------------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉS | | 5 089 534 266,32 | | | 1 203 924 949,24 | 1 647 114,00 | | 3 887 256 431,08 |
| 1 | CLASSE 1 - COMPTES DE CAPITAUX | | 20 121 367 271,06 | 25 572 865,21 | 98 357 173,89 | 2 448 813 354,68 | 413 647 684,07 | | 18 086 201 600,45 |
| 204000 | LOGICIELS | 58 549 114,78 | | | | 570 000,00 | | 59 119 114,78 | |
| 204 | LOGICIELS INFORMATIQUES ET ASSIM | 58 549 114,78 | | | | 570 000,00 | | 59 119 114,78 | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 58 549 114,78 | | | | 570 000,00 | | 59 119 114,78 | |
| 211000 | TERRAINS | 69 440 800,00 | | | | | | 69 440 800,00 | |
| 211 | TERRAINS | 69 440 800,00 | | | | | | 69 440 800,00 | |
| 213000 | BÂTIMENTS INDUSTRIELS | 518 594,00 | | | | | | 518 594,00 | |
| 213010 | BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS ET COM | 244 589 741,57 | | | | | | 244 589 741,57 | |
| 213011 | LOGEMENTS DU PERSONNEL | 51 679 224,30 | | | | | | 51 679 224,30 | |
| 213012 | BATIMENTS POUR ŒUVRES SOCIALE | 17 797 450,07 | | | | | | 17 797 450,07 | |
| 213013 | AUTRES BATIMENTS SOCIAUX | 26 283 256,11 | | | | | | 26 283 256,11 | |
| 213020 | MAGASINS ET ENTREPOTS | 80 771 533,50 | | | | | | 80 771 533,50 | |
| 213025 | ATELIER DE MAINTENANCE | 16 599 661,95 | | | | | | 16 599 661,95 | |
| 213030 | GARES | 6 465 483,90 | | | | | 252 000,00 | 6 213 483,90 | |
| 213040 | HANGARS | 357 343 992,06 | | | | | | 357 343 992,06 | |
| 213060 | CABINES POUR TRANSFORMATEURS | 5 523 370,90 | | | | | | 5 523 370,90 | |
| 213070 | RÉSERVOIRS ET CHATEAUX D'EAU | 17 664 097,81 | | | | | | 17 664 097,81 | |
| 213080 | CABINES SAHARIENNES | 46 893 705,43 | | | | 546 000,00 | | 47 439 705,43 | |
| 213081 | ABRIS À VÉHICULE | 3 330 705,00 | | | | | | 3 330 705,00 | |
| 213082 | ABRIS MÉTALIQUE | 4 051 252,00 | | | | 3 798 665,00 | | 7 849 917,00 | |
| 213085 | CABINE DE CONTROLE GARE MARITI | 13 469 716,25 | | | | | | 13 469 716,25 | |
| 213090 | AUTRES BATIMENTS | 71 875 776,80 | | | | | 4 794 040,70 | 67 081 736,10 | |
| 2130 | CONSTRUNCTION | 964 857 561,65 | | | | 4 344 665,00 | 5 046 040,70 | 964 156 185,95 | |
| 213100 | CHAUSSÉES ET TERRES PLEINS | 1 984 352 622,92 | | | | | | 1 984 352 622,92 | |
| 213110 | VOIES DE CHEMINS DE FER | 256 769 965,13 | | | | | | 256 769 965,13 | |
| 213115 | VRD POUR QUARTIER ADM PARTIE (B | 76 598 063,62 | | | | | | 76 598 063,62 | |
| 213130 | OUVRAGES DE PROTECTION | 71 759 289,01 | | | | | | 71 759 289,01 | |
| 213140 | OUVRAGES D'ACCOSTAGES | 1 143 553 215,83 | | | | | | 1 143 553 215,83 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|---------------------------------|-------------------|--------|--------------|--------|-----------------|---------------|-------------------|--------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 213150 | PONTS ET PASSERELLES | 13 906 321,81 | | | | | 6 918 450,00 | 6 987 871,81 | |
| 213160 | CLÔTURES | 169 801 822,54 | | | | | | 169 801 822,54 | |
| 213175 | POSTE GAZIER ET HUILIER | 1 164 990 589,12 | | | | | | 1 164 990 589,12 | |
| 213185 | POSTES RORO | 1 334 285 129,16 | | | | | | 1 334 285 129,16 | |
| 213186 | POSTE 25 | 2 991 029 126,44 | | | | | | 2 991 029 126,44 | |
| 213190 | AUTRES OUVRAGES SUPERSTRUCTU | 231 946 153,81 | | | | | | 231 946 153,81 | |
| 2131 | CONSTRUCTIONS | 9 438 992 299,39 | | | | | 6 918 450,00 | 9 432 073 849,39 | |
| 213200 | RÉSEAUX D'ÉGOUTS | 409 312,90 | | | | | | 409 312,90 | |
| 213210 | RÉSEAUX ALIMENTATION EN EAU | 16 151 877,11 | | | | | | 16 151 877,11 | |
| 213260 | RÉSEAUX ÉCLAIRAGE PUBLIC | 89 307 260,00 | | | | | | 89 307 260,00 | |
| 213270 | RÉSEAUX ALIMENTATION ÉNERGIE ÉL | 26 952 739,08 | | | | | 112 652,86 | 26 840 086,22 | |
| 213281 | RÉSEAU INFORMATIQUE | 14 842 064,22 | | | | | | 14 842 064,22 | |
| 213282 | RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE | 488 481,00 | | | | | | 488 481,00 | |
| 213283 | RÉSEAUX DE LUTTE CONTRE L'INCE | 5 153 561,60 | | | | | | 5 153 561,60 | |
| 213290 | AUTRES INSTALLATIONS,AGENCEMEN | 162 700 933,00 | | | | | 5 118 300,00 | 157 582 633,00 | |
| 2132 | CONSTRUCTIONS | 316 006 228,91 | | | | | 5 230 952,86 | 310 775 276,05 | |
| 213400 | GARE MARITIME TRANSIT VOYAGEUR | 1 537 112 009,50 | | | | | | 1 537 112 009,50 | |
| 213410 | GARE MARITIME ADMINISTRATIF | 431 397 870,16 | | | | | | 431 397 870,16 | |
| 213420 | GARE MARITIME PARKING | 673 375 403,45 | | | | | | 673 375 403,45 | |
| 213 | CONSTRUCTIONS | 13 361 741 373,06 | | | | 4 344 665,00 | 17 195 443,56 | 13 348 890 594,50 | |
| 215150 | PONTS BASCULES | 21 087 072,99 | | | | | | 21 087 072,99 | |
| 215160 | SCANNERS | 237 528 296,67 | | | | 215 120 464,27 | | 452 648 760,94 | |
| 215170 | BORNE CAISSE AUTOMATIQUE(MULTI | 9 600 000,00 | | | | | | 9 600 000,00 | |
| 215220 | GRUES AUTOMOTRICES | 2 614 632 343,53 | | | | | | 2 614 632 343,53 | |
| 215240 | CHARIOTS ÉLEVATEURS | 655 135 660,10 | | | | | 26 097 574,75 | 629 038 085,35 | |
| 215250 | MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS | 179 744 406,97 | | | | | 996 332,53 | 178 748 074,44 | |
| 215260 | MATÉRIELS D'ATELIER | 7 182 816,60 | | | | | 1 540 200,00 | 5 642 616,60 | |
| 215270 | MATÉRIELS DE PROTECTION ET LUTT | 74 072 184,92 | | | | | | 74 072 184,92 | |
| 215290 | BENNES ET TRÉMIES | 146 388 241,28 | | | | | 200 000,00 | 146 188 241,28 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|---------------------------------|----------------|--------|--------------|--------|-----------------|---------------|----------------|--------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 215300 | PELLES MÉCANIQUES ET TAPIS ROUL | 124 593 524,26 | | | | | 8 481 545,63 | 116 111 978,63 | |
| 215310 | MATÉRIEL DE LUTTE CONTRE POLLUT | 18 292 472,91 | | | | | | 18 292 472,91 | |
| 215320 | POSTE DE TRANSFORMATEURS ÉNE | 38 608 033,30 | | | | | | 38 608 033,30 | |
| 215330 | SUCEUSES À CÉRÉALE | 188 009 879,93 | | | | | | 188 009 879,93 | |
| 215340 | MATÉRIEL DE SÉCURITÉ | 46 579 005,10 | | | | 712 400,00 | | 47 291 405,10 | |
| 215341 | PORTIQUES DE SÉCURITÉS | 4 663 000,00 | | | | | | 4 663 000,00 | |
| 215342 | SYSTEME GESTION PARKING | | | | | 6 865 000,00 | | 6 865 000,00 | |
| 215360 | SCANNERS À BAGAGES | 30 561 891,46 | | | | | | 30 561 891,46 | |
| 215361 | PORTIQUES DE DETECTION DE MÉTA | 1 817 450,21 | | | | | | 1 817 450,21 | |
| 215362 | SCANNER À VÉHICULES | 143 011 396,94 | | | | | | 143 011 396,94 | |
| 215363 | COFFRE D'AMARAGE | 10 055 000,00 | | | | | | 10 055 000,00 | |
| 215364 | EQUIPEMENTDE CONVOYAGE | 43 698 286,87 | | | | | | 43 698 286,87 | |
| 215370 | REMORQUES À BAGAGES | 6 955 374,57 | | | | | | 6 955 374,57 | |
| 215371 | BANQUES D'ENREGISTREMENT DES B | 13 020 896,79 | | | | | | 13 020 896,79 | |
| 215372 | PASSERELLES TELESCOPIQUES AMO | 191 218 017,34 | | | | | | 191 218 017,34 | |
| 215373 | ARMOIRE DE COMMANDE | 266 701,50 | | | | | | 266 701,50 | |
| 215374 | SPREADER | 32 638 000,00 | | | | | | 32 638 000,00 | |
| 215375 | COMPTOIRE DE FOUILLE | 4 200 000,00 | | | | | | 4 200 000,00 | |
| 215376 | SUPPORT MÉTALLIQUE | 390 000,00 | | | | 879 250,00 | | 1 269 250,00 | |
| 215377 | PASSERÉLLE FIXE | 62 593 314,60 | | | | | | 62 593 314,60 | |
| 215378 | MAQUETTE | 5 000 000,00 | | | | | | 5 000 000,00 | |
| 215379 | LECTEUR A CARTE (BADGES) | | | | | 86 999,30 | | 86 999,30 | |
| 215380 | MATÉRIEL ET OUTILLAGE DIVERS | 219 886 396,74 | | | | 4 793 372,60 | 21 360 000,00 | 203 319 769,34 | |
| 215390 | TRACTEURS À BAGAGES | 9 478 249,25 | | | | | | 9 478 249,25 | |
| 215400 | CHAUFFERIE | 11 096 005,00 | | | | 187 500,00 | | 11 283 505,00 | |
| 215500 | RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES ET INFOR | 14 082 634,60 | | | | | | 14 082 634,60 | |
| 215600 | PORTAIL | 2 418 000,00 | | | | | | 2 418 000,00 | |
| 215700 | ÉCLAIRAGES | 58 506 644,67 | | | | | | 58 506 644,67 | |
| 215800 | SYSTÈME ANTI-INCENDIE | | | | | 1 432 320,00 | | 1 432 320,00 | |

Balance Générale
 Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|------------------|--------|--------------|------------|-----------------|---------------|------------------|--------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 215 | INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRI | 5 227 011 199,10 | | | | 230 077 306,17 | 58 675 652,91 | 5 398 412 852,36 | |
| 218100 | VÉHICULES UTILITAIRES | 48 540 200,64 | | | | | 2 679 234,00 | 45 860 966,64 | |
| 218110 | VÉHICULES TOURISMES | 58 182 999,96 | | | | | | 58 182 999,96 | |
| 218111 | MOTOCYCLES | 215 596,33 | | | | | | 215 596,33 | |
| 218120 | REMORQUEURS | 2 413 262 529,96 | | | | | | 2 413 262 529,96 | |
| 218125 | GROSSES REPARATIONS | 417 172,26 | | | | | | 417 172,26 | |
| 218130 | VEDETTES | 263 994 823,20 | | | | | | 263 994 823,20 | |
| 218140 | CANOTS | 146 321 176,90 | | | | | | 146 321 176,90 | |
| 218160 | MATÉRIEL ANNEXÉ À BORD | 1 568 042,76 | | | | | | 1 568 042,76 | |
| 218161 | EQUIPEMENT À BORD | 2 146 635,14 | | | | | | 2 146 635,14 | |
| 218170 | TRACTEURS | 339 550 987,21 | | | | | | 339 550 987,21 | |
| 218180 | REMORQUES | 83 300 000,00 | | | | | | 83 300 000,00 | |
| 218190 | MATÉRIEL DE TRANSPORT DIVERS | 160 549 921,38 | | | | | 645 195,82 | 159 904 725,56 | |
| 218200 | MOBILIER DE BUREAUX | 14 717 187,76 | | | | 126 500,00 | 152 995,29 | 14 690 692,47 | |
| 218210 | MATÉRIEL DE BUREAUX | 9 415 098,26 | | | | | 504 788,00 | 8 910 310,26 | |
| 218220 | CLIMATISEUR | 5 283 714,27 | | | | | | 5 283 714,27 | |
| 218230 | RAYONNAGES | 234 200,00 | | | | | | 234 200,00 | |
| 218240 | APPONTEMENT FLOTTANT | 9 800 000,00 | | | | | | 9 800 000,00 | |
| 218250 | EQUIPEMENT CODE A BARRE | | | | | 1 053 830,11 | | 1 053 830,11 | |
| 218300 | ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUE | 84 396 218,42 | | | 611 800,00 | 11 979 994,84 | 24 894 545,04 | 71 481 668,22 | |
| 218400 | ÉQUIPEMENTS DE COMMUNICATION | 12 100 334,05 | | | | | 496 486,43 | 11 603 847,62 | |
| 218410 | ÉMETTEURS RÉCEPTEURS | | | | | 3 718 257,00 | 3 618 000,00 | 100 257,00 | |
| 218420 | PORTABLES | 291 694,00 | | | | | | 291 694,00 | |
| 218430 | EQUIPEMENT DE SONORISATION | 14 181 600,00 | | | | | | 14 181 600,00 | |
| 218500 | MATÉRIELS DE LOGEMENTS | 33 263,30 | | | | 68 500,00 | | 101 763,30 | |
| 218510 | MATÉRIELS DE CENTRES MÉDICAUX | 1 302 920,63 | | | | 757 949,58 | 56 800,00 | 2 004 070,21 | |
| 218520 | MATÉRIELS DE CANTINES | 994 200,91 | | | | 54 243,70 | | 1 048 444,61 | |
| 218540 | MATÉRIEL DE BASE DE VIE | | | | | 69 800,00 | | 69 800,00 | |
| 218560 | MATÉRIELS FOYER D'EMBAUCHE | 1 103 800,00 | | | | 1 195 100,00 | | 2 298 900,00 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|---------------------------------|-------------------|----------------|--------------|------------|-----------------|----------------|-------------------|----------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 218570 | THERMO-HYDROMÈTRE (CENTRE D'A | 290 000,00 | | | | | | 290 000,00 | |
| 218580 | AUTRES MATÉRIELS | 7 874 941,18 | | | | | | 7 874 941,18 | |
| 218700 | MOBILIER DE LOGEMENTS | 577 800,00 | | | | | | 577 800,00 | |
| 218710 | MOBILIERS CENTRE MÉDICO-SOCIAU | 46 500,00 | | | | | | 46 500,00 | |
| 218780 | AUTRES MOBILIERS ÉQUIPEMENTS S | 2 348 727,94 | | | | | 81 299,15 | 2 267 428,79 | |
| 218 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORE | 3 683 042 286,46 | | | 611 800,00 | 19 024 175,23 | 33 129 343,73 | 3 668 937 117,96 | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 22 341 235 658,62 | | | 611 800,00 | 253 446 146,40 | 109 000 440,20 | 22 485 681 364,82 | |
| 221000 | TERRAINS EN CONCESSION "TIXTER" | 139 204 000,00 | | | | | | 139 204 000,00 | |
| 221 | TERRAINS EN CONCESSION | 139 204 000,00 | | | | | | 139 204 000,00 | |
| 229000 | DROITS DU CONCÉDANT | | 139 204 000,00 | | | | | | 139 204 000,00 |
| 229 | DROITS DU CONCÉDANT | | 139 204 000,00 | | | | | | 139 204 000,00 |
| 22 | IMMOBILISATIONS EN CONCESSION | | | | | | | | |
| 232200 | CONSTRUCTIONS EN COURS | 1 072 402 297,76 | | | | 49 125 164,05 | 3 798 665,00 | 1 117 728 796,81 | |
| 232300 | INSTALLATIONS TECHNIQUES,MATÉRI | 4 541 440,00 | | | | 142 230 418,99 | 142 230 418,99 | 4 541 440,00 | |
| 232800 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORE | 39 902 518,41 | | | | 10 009 928,19 | | 49 912 446,60 | |
| 232 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN | 1 116 846 256,17 | | | | 201 365 511,23 | 146 029 083,99 | 1 172 182 683,41 | |
| 238400 | AVANCES ET ACOMPTES VERSES SU | 31 050 839,52 | | | | 55 929 519,74 | 86 980 359,26 | | |
| 238 | AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SU | 31 050 839,52 | | | | 55 929 519,74 | 86 980 359,26 | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 1 147 897 095,69 | | | | 257 295 030,97 | 233 009 443,25 | 1 172 182 683,41 | |
| 261220 | BMT | | | | | 255 000 000,00 | | 255 000 000,00 | |
| 261400 | BMT | 255 000 000,00 | | | | | 255 000 000,00 | | |
| 261 | TITRES DE FILIALES | 255 000 000,00 | | | | 255 000 000,00 | 255 000 000,00 | 255 000 000,00 | |
| 266100 | EGPP | 113 095 809,96 | | | | | | 113 095 809,96 | |
| 266200 | BMT | 6 529 840,67 | | | | | | 6 529 840,67 | |
| 266300 | CNAN GROUPE | 17 000 000,00 | | | | | 17 000 000,00 | | |
| 266 | CRÉANCES RATTACHÉES À DES PART | 136 625 650,63 | | | | | 17 000 000,00 | 119 625 650,63 | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATT | 391 625 650,63 | | | | 255 000 000,00 | 272 000 000,00 | 374 625 650,63 | |
| 272110 | OBLIGATIONS CPA | 340 000 000,00 | | | | | 340 000 000,00 | | |
| 272120 | OBLIGATIONS BNA | 120 000 000,00 | | | | | 120 000 000,00 | | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|------------------------------------|------------------|------------------|--------------|----------------|-----------------|----------------|------------------|------------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 272130 | OBLIGATIONS TRESOR | 40 000 000,00 | | | | | 40 000 000,00 | | |
| 272210 | DEPOTS A TERME | 3 900 000 000,00 | | | | 400 000 000,00 | 400 000 000,00 | 3 900 000 000,00 | |
| 272 | TITRES REPRÉSENTATIFS DE DROIT D | 4 400 000 000,00 | | | | 400 000 000,00 | 900 000 000,00 | 3 900 000 000,00 | |
| 273000 | ACTIONS SAIDAL | 7 030 272,00 | | | | | 114 624,00 | 6 915 648,00 | |
| 273 | TITRES IMMOBILISÉS DE L'ACTIVITÉ D | 7 030 272,00 | | | | | 114 624,00 | 6 915 648,00 | |
| 274100 | PRET CNAN GROUP | | | | | 17 000 000,00 | | 17 000 000,00 | |
| 274 | PRÊTS ET CRÉANCES SUR CONTRAT | | | | | 17 000 000,00 | | 17 000 000,00 | |
| 275100 | DEPOTS ET CAUTIONNEMENT VÉRSE | 7 876 953,20 | | | | | 7 000 000,00 | 876 953,20 | |
| 275 | DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS VERS | 7 876 953,20 | | | | | 7 000 000,00 | 876 953,20 | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈR | 4 414 907 225,20 | | | | 417 000 000,00 | 907 114 624,00 | 3 924 792 601,20 | |
| 280400 | AMORTISSEMENTS LOGICIELS ET A | | 46 824 693,90 | | 8 474 584,27 | | 8 474 584,27 | | 55 299 278,17 |
| 2804 | AMORTISSEMENT DES LOGICIELS INF | | 46 824 693,90 | | 8 474 584,27 | | 8 474 584,27 | | 55 299 278,17 |
| 280 | AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIO | | 46 824 693,90 | | 8 474 584,27 | | 8 474 584,27 | | 55 299 278,17 |
| 281300 | AMORTISSEMENTS BATIMENT | | 568 217 422,43 | | 68 014 247,40 | 15 215 179,97 | 68 014 247,40 | | 621 016 489,86 |
| 281310 | AMORTISSEMENT DES OUVRAGES ET | | 1 570 662 328,73 | | 335 246 183,64 | | 335 246 183,64 | | 1 905 908 512,37 |
| 28131 | AMORTISSEMENT DES OUVRAGES SU | | 1 570 662 328,73 | | 335 246 183,64 | | 335 246 183,64 | | 1 905 908 512,37 |
| 281320 | AMORTISSEMENT DES AGENCEMENT | | 105 298 503,68 | | 7 118 268,30 | | 7 118 268,30 | | 112 416 771,98 |
| 28132 | AMORTISSEMENT DES AMENAGEMEN | | 105 298 503,68 | | 7 118 268,30 | | 7 118 268,30 | | 112 416 771,98 |
| 281330 | AMORTISSEMENT DES BATIMENTS SO | | 93 756 731,37 | | 586 911,21 | | 586 911,21 | | 94 343 642,58 |
| 281340 | AMORTISSEMENT DES AMMENAGEME | | 5 479 488,00 | | | | | | 5 479 488,00 |
| 28134 | AMORTISSEMENT DES AMENAGEMEN | | 5 479 488,00 | | | | | | 5 479 488,00 |
| 2813 | AMORTISSEMENT CONSTRUCTIONS | | 2 343 414 474,21 | | 410 965 610,55 | 15 215 179,97 | 410 965 610,55 | | 2 739 164 904,79 |
| 281500 | AMORTISSEMENTS DES INSTALLATIO | | 3 770 930 191,94 | | 277 224 218,75 | 58 628 986,27 | 277 224 218,75 | | 3 989 525 424,42 |
| 28150 | AMORTISSEMENT DES INSTALLATION | | 3 770 930 191,94 | | 277 224 218,75 | 58 628 986,27 | 277 224 218,75 | | 3 989 525 424,42 |
| 2815 | AMORTISSEMENT INSTALLATIONS TE | | 3 770 930 191,94 | | 277 224 218,75 | 58 628 986,27 | 277 224 218,75 | | 3 989 525 424,42 |
| 281800 | AMORTISSEMENTS DES AUTRES IMM | | 2 172 379 976,16 | 611 800,00 | 221 005 464,17 | 29 508 323,82 | 221 005 464,17 | | 2 363 877 116,51 |
| 28180 | AMORTISSEMENT DES AUTRES IMMO | | 2 172 379 976,16 | 611 800,00 | 221 005 464,17 | 29 508 323,82 | 221 005 464,17 | | 2 363 877 116,51 |
| 2818 | AMORTISSEMENT AUTRES IMMOBILIS | | 2 172 379 976,16 | 611 800,00 | 221 005 464,17 | 29 508 323,82 | 221 005 464,17 | | 2 363 877 116,51 |
| 281 | AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIO | | 8 286 724 642,31 | 611 800,00 | 909 195 293,47 | 103 352 490,06 | 909 195 293,47 | | 9 092 567 445,72 |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|-----------------------------------|-------------------|------------------|--------------|----------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 28 | AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIO | | 8 333 549 336,21 | 611 800,00 | 917 669 877,74 | 103 352 490,06 | 917 669 877,74 | | 9 147 866 723,89 |
| 296000 | PERTES DE VALEURS SUR PARTICIPA | | 130 095 809,96 | | | 17 000 000,00 | | | 113 095 809,96 |
| 296 | PERTES DE VALEUR SUR PARTICIPATI | | 130 095 809,96 | | | 17 000 000,00 | | | 113 095 809,96 |
| 297410 | PERTES DE VALEUR SUR PRETS | | | | | | 17 000 000,00 | | 17 000 000,00 |
| 297 | PERTES DE VALEUR SUR AUTRES TIT | | | | | | 17 000 000,00 | | 17 000 000,00 |
| 29 | PERTES DE VALEUR SUR IMMOBILISA | | 130 095 809,96 | | | 17 000 000,00 | 17 000 000,00 | | 130 095 809,96 |
| 2 | CLASSE 2 - COMPTES D'IMMOBILISATI | 19 890 569 598,75 | | 611 800,00 | 918 281 677,74 | 1 303 663 667,43 | 2 455 794 385,19 | 18 738 438 880,99 | |
| 322000 | MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION | 204 015,07 | | | | 4 489 301,35 | 4 531 761,42 | 161 555,00 | |
| 3220 | MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION | 204 015,07 | | | | 4 489 301,35 | 4 531 761,42 | 161 555,00 | |
| 322100 | COMBUSTIBLES CARBURANTS ET LU | 373 610,93 | | | | | 131 113,08 | 242 497,85 | |
| 322110 | COMBUSTIBLES CARBURANTS ET LU | 4 901 021,41 | | | | 3 685 253,38 | 2 467 844,30 | 6 118 430,49 | |
| 322130 | COMBUSTIBLES,CARBURANTS ET LU | 3 287 405,34 | | | | 8 762 678,46 | 7 965 755,95 | 4 084 327,85 | |
| 3221 | CARBURANTS ET LUBRIFIANTS | 8 562 037,68 | | | | 12 447 931,84 | 10 564 713,33 | 10 445 256,19 | |
| 322200 | PRODUITS D'ENTRETIEN DDD | 420 472,15 | | | | 1 482 664,80 | 1 407 213,99 | 495 922,96 | |
| 322210 | PRODUITS D'ENTRETIEN DR | 733 930,04 | | | | 1 190 582,05 | 1 108 878,01 | 815 634,08 | |
| 322220 | PRODUITS D'ENTRETIEN MGX | 4 922,09 | | | | 695 636,07 | 699 417,21 | 1 140,95 | |
| 322230 | PRODUITS D'ENTRETIEN, DL | 46 421,41 | | | | 207 109,04 | 154 771,45 | 98 759,00 | |
| 3222 | PRODUITS D'ENTRETIEN | 1 205 745,69 | | | | 3 575 991,96 | 3 370 280,66 | 1 411 456,99 | |
| 322300 | FOURNITURES D'ATELIER DDD | 116 313,69 | | | | 347 426,62 | 405 892,93 | 57 847,38 | |
| 322310 | FOURNITURES D'ATELIER DR | 42 404,32 | | | | 307 112,00 | 309 880,76 | 39 635,56 | |
| 322330 | FOURNITURES D'ATELIER, DL | 500 976,30 | | | | 1 999 989,40 | 1 846 930,56 | 654 035,14 | |
| 3223 | FOURNITURES D'ATELIER | 659 694,31 | | | | 2 654 528,02 | 2 562 704,25 | 751 518,08 | |
| 322400 | PETIT OUTILLAGE DDD | 207 238,97 | | | | 1 145 342,92 | 1 062 794,70 | 289 787,19 | |
| 322410 | PETIT OUTILLAGE DR | | | | | 46 250,00 | 46 250,00 | | |
| 322430 | PETIT OUTILLAGE, DL | 8 613,70 | | | | 4 800,00 | 4 800,00 | 8 613,70 | |
| 3224 | PETIT OUTILLAGE | 215 852,67 | | | | 1 196 392,92 | 1 113 844,70 | 298 400,89 | |
| 322500 | PIÈCES DE RECHANGES MATÉRIELS | 3 159 998,28 | | | | 3 100 909,01 | 3 606 685,24 | 2 654 222,05 | |
| 32250 | PDR MAT. TRANSPORT | 3 159 998,28 | | | | 3 100 909,01 | 3 606 685,24 | 2 654 222,05 | |
| 322513 | PIÈCES DE RECHANGE,MATÉRIEL D'E | 133 172 893,97 | | | | 63 351 507,68 | 60 309 064,70 | 136 215 336,95 | |

Balance Générale
 Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|--------------------------------|----------------|--------|--------------|--------|-----------------|----------------|----------------|--------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 32251 | PDR MAT. EXPLOITATION | 133 172 893,97 | | | | 63 351 507,68 | 60 309 064,70 | 136 215 336,95 | |
| 322520 | PIÈCES DE RECHANGES MATÉRIELS | 12 038 481,18 | | | | 6 374 089,89 | 2 559 627,16 | 15 852 943,91 | |
| 322521 | PIÈCES DE RECHANGES MATÉRIELS | 167 217 599,23 | | | | 14 034 818,33 | 4 492 325,74 | 176 760 091,82 | |
| 32252 | PDR MAT. NAVAL | 179 256 080,41 | | | | 20 408 908,22 | 7 051 952,90 | 192 613 035,73 | |
| 322530 | PNEUMATIQUES | 162 649,99 | | | | 0,01 | 1 700,00 | 160 950,00 | |
| 322531 | PNEUMATIQUES, DL | 6 371 003,89 | | | | 6 508 534,86 | 7 666 564,11 | 5 212 974,64 | |
| 32253 | PNEUMATIQUES | 6 533 653,88 | | | | 6 508 534,87 | 7 668 264,11 | 5 373 924,64 | |
| 322600 | FOURNITURES DE BUREAU | 342 204,65 | | | | 5 830 787,35 | 5 614 659,23 | 558 332,77 | |
| 3226 | FOURNITURES DE BUREAU | 342 204,65 | | | | 5 830 787,35 | 5 614 659,23 | 558 332,77 | |
| 322700 | FOURNITURES INFORMATIQUES | 445 322,82 | | | | 5 215 930,66 | 5 278 593,19 | 382 660,29 | |
| 3227 | FOURNITURES MÉCANOGRAPHIQUES | 445 322,82 | | | | 5 215 930,66 | 5 278 593,19 | 382 660,29 | |
| 322900 | MATIÈRES & FOURNITURES DIVERSE | 2 192 041,44 | | | | 8 106 703,61 | 7 672 934,41 | 2 625 810,64 | |
| 322901 | MATIÈRES ET FOURNITURES DIVERS | 3 676,00 | | | | 3 531 920,79 | 3 375 435,79 | 160 161,00 | |
| 322902 | MATIÈRES & FOURNITURES DIVERSE | 100 538,64 | | | | 477 991,50 | 543 164,92 | 35 365,22 | |
| 322903 | MATIÈRES & FOURNITURES DIVERSE | 60 362,54 | | | | 4 063 105,90 | 4 059 988,47 | 63 479,97 | |
| 32290 | DIVERSES FOURNITURES | 2 356 618,62 | | | | 16 179 721,80 | 15 651 523,59 | 2 884 816,83 | |
| 322910 | HABILLEMENTS | 202 929,34 | | | | 13 724 920,00 | 13 732 351,78 | 195 497,56 | |
| 32291 | HABILLEMENT | 202 929,34 | | | | 13 724 920,00 | 13 732 351,78 | 195 497,56 | |
| 322 | FOURNITURES CONSOMMABLES | 336 317 047,39 | | | | 158 685 365,68 | 141 056 399,10 | 353 946 013,97 | |
| 32 | AUTRES APPROVISIONNEMENTS | 336 317 047,39 | | | | 158 685 365,68 | 141 056 399,10 | 353 946 013,97 | |
| 382000 | MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION | | | | | 4 489 301,35 | 4 489 301,35 | | |
| 3820 | ACHATS MATÉRIAUX DE CONSTRUCTI | | | | | 4 489 301,35 | 4 489 301,35 | | |
| 382110 | COMBUSTIBLES CARBURANTS ET LU | | | | | 3 685 253,32 | 3 685 253,32 | | |
| 382130 | COMBUSTIBLES,CARBURANTS ET LU | | | | | 8 762 678,46 | 8 762 678,46 | | |
| 3821 | ACHATS CARBURANTS ET LUBRIFIAN | | | | | 12 447 931,78 | 12 447 931,78 | | |
| 382200 | PRODUITS D'ENTRETIEN DDD | | | | | 1 482 664,80 | 1 482 664,80 | | |
| 382210 | PRODUITS D'ENTRETIEN DR | | | | | 1 176 721,92 | 1 176 721,92 | | |
| 382220 | PRODUITS D'ENTRETIEN MGX | | | | | 695 636,07 | 695 636,07 | | |
| 382230 | PRODUITS D'ENTRETIEN, DL | | | | | 207 109,00 | 207 109,00 | | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|-----------|--------|--------------|--------|-----------------|---------------|-------|--------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 3822 | ACHATS PRODUITS D'ENTRETIEN | | | | | 3 562 131,79 | 3 562 131,79 | | |
| 382300 | FOURNITURES D'ATELIER DDD | | | | | 347 426,48 | 347 426,48 | | |
| 382310 | FOURNITURES D'ATELIER DR | | | | | 376 404,00 | 376 404,00 | | |
| 382330 | FOURNITURES D'ATELIER, DL | | | | | 1 999 989,40 | 1 999 989,40 | | |
| 3823 | ACHATS FOURNITURES D'ATELIER | | | | | 2 723 819,88 | 2 723 819,88 | | |
| 382400 | PETIT OUTILLAGE DDD | | | | | 1 145 342,92 | 1 145 342,92 | | |
| 382410 | PETIT OUTILLAGE DR | | | | | 46 250,00 | 46 250,00 | | |
| 382430 | PETIT OUTILLAGE, DL | | | | | 4 800,00 | 4 800,00 | | |
| 3824 | ACHATS PETIT OUTILLAGE | | | | | 1 196 392,92 | 1 196 392,92 | | |
| 382500 | PIÈCES DE RECHANGES MATÉRIELS | | | | | 3 070 909,01 | 3 070 909,01 | | |
| 38250 | ACHATS PDR MAT. TRANSPORT | | | | | 3 070 909,01 | 3 070 909,01 | | |
| 382513 | PIÈCES DE RECHANGE, MATÉRIEL D'E | | | | | 63 311 340,28 | 63 311 340,28 | | |
| 38251 | ACHATS PDR MAT. EXPLOITATION | | | | | 63 311 340,28 | 63 311 340,28 | | |
| 382520 | PIÈCES DE RECHANGES MATÉRIELS | | | | | 6 348 821,41 | 6 348 821,41 | | |
| 382521 | ACHAT PIECE DE RECHANGE MAT NA | | | | | 13 965 267,62 | 13 965 267,62 | | |
| 38252 | ACHATS PDR MAT. NAVAL | | | | | 20 314 089,03 | 20 314 089,03 | | |
| 382531 | PNEUMATIQUES, DL | | | | | 6 508 534,86 | 6 508 534,86 | | |
| 38253 | ACHATS PDR PNEUMATIQUES | | | | | 6 508 534,86 | 6 508 534,86 | | |
| 382600 | FOURNITURES DE BUREAU | | | | | 5 830 787,35 | 5 830 787,35 | | |
| 3826 | ACHATS FOURNITURES DE BUREAU | | | | | 5 830 787,35 | 5 830 787,35 | | |
| 382700 | FOURNITURES INFORMATIQUES | | | | | 5 215 930,60 | 5 215 930,60 | | |
| 3827 | ACHATS FOURNITURES MÉCANOGRA | | | | | 5 215 930,60 | 5 215 930,60 | | |
| 382900 | MATIÈRES & FOURNITURES DIVERSE | | | | | 8 106 526,32 | 8 106 526,32 | | |
| 382901 | MATIÈRES ET FOURNITURES DIVERS | | | | | 3 531 920,79 | 3 531 920,79 | | |
| 382902 | MATIÈRES & FOURNITURES DIVERSE | | | | | 477 318,00 | 477 318,00 | | |
| 382903 | MATIÈRES & FOURNITURES DIVERSE | | | | | 4 063 105,64 | 4 063 105,64 | | |
| 38290 | ACHATS DIVERSES FOURNITURES | | | | | 16 178 870,75 | 16 178 870,75 | | |
| 382910 | HABILLEMENTS | | | | | 13 724 920,00 | 13 724 920,00 | | |
| 38291 | ACHATS HABILLEMENT | | | | | 13 724 920,00 | 13 724 920,00 | | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|--------|-----------------|----------------|----------------|----------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 382 | ACHATS AUTRES FOURNITURES | | | | | 158 574 959,60 | 158 574 959,60 | | |
| 38 | ACHATS STOCKÉS | | | | | 158 574 959,60 | 158 574 959,60 | | |
| 392000 | PERTE DE VALEUR SUR AUTRES APP | | 1 271 038,60 | | | 265,52 | | | 1 270 773,08 |
| 392 | PERTES DE VALEUR SUR AUTRES AP | | 1 271 038,60 | | | 265,52 | | | 1 270 773,08 |
| 39 | PERTES DE VALEUR SUR STOCKS ET | | 1 271 038,60 | | | 265,52 | | | 1 270 773,08 |
| 3 | CLASSE 3 - COMPTES DE STOCKS ET | 335 046 008,79 | | | | 317 260 590,80 | 299 631 358,70 | 352 675 240,89 | |
| 401100 | FOURNISSEURS DE STOCKS NATIONA | | 63 577 191,37 | | | 218 528 381,57 | 169 860 548,05 | | 14 909 357,85 |
| 401110 | FOURNISSEURS DE STOCKS ÉTRANG | | 2 331 728,49 | | | 68 211,12 | | | 2 263 517,37 |
| 401200 | FOURNISSEURS DE SERVICES NATIO | | 49 514 705,86 | 85 490 820,86 | | 395 254 264,55 | 469 228 310,81 | | 123 488 752,12 |
| 401212 | CRÉDITEURS DE FRAIS D'HONNORAIR | | 12 951 646,12 | | | 40 731 650,13 | 32 954 844,80 | | 5 174 840,79 |
| 401213 | CRÉDITEURS SÉMIN ET FORMATION | | 1 442 000,00 | | | 32 991 339,70 | 31 549 339,70 | | |
| 401300 | FOURNISSEURS D'ÉNERGIE | | 1 007 643,60 | | | 16 565 369,80 | 15 571 541,77 | | 13 815,57 |
| 401310 | FOURNISSEURS D'EAU | | 636 861,80 | | | 9 402 412,74 | 9 352 601,08 | | 587 050,14 |
| 401 | FOURNISSEURS DE STOCKS ET SERV | | 131 461 777,24 | 85 490 820,86 | | 713 541 629,61 | 728 517 186,21 | | 146 437 333,84 |
| 404100 | FOURNISSEURS D'IMMOBILISATIONS | | 69 758 442,31 | | | 115 932 517,70 | 106 769 833,95 | | 60 595 758,56 |
| 404110 | FOURNISSEURS D'IMMOBILISATIONS | | | | | 477 344,03 | 41 339 205,76 | | 40 861 861,73 |
| 404300 | RETENUE DE GARANTIE | | 272 375 591,59 | 15 264 898,67 | | 59 269 785,17 | 32 553 656,88 | | 245 659 463,30 |
| 404 | FOURNISSEURS D'IMMOBILISATIONS | | 342 134 033,90 | 15 264 898,67 | | 175 679 646,90 | 180 662 696,59 | | 347 117 083,59 |
| 408100 | FOURNISSEURS DE STOCKS NATIONA | | | | | 2 625 443,70 | 2 625 443,70 | | |
| 408200 | FOURNISSEURS DE SERVICES, FACT | | 2 000 000,00 | | | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 |
| 408 | FOURNISSEURS FACTURES NON PAR | | 2 000 000,00 | | | 4 625 443,70 | 4 625 443,70 | | 2 000 000,00 |
| 409100 | AVANCES ET ACOMPTE FOURNISSE | | | | | 1 548 713,36 | 1 456 242,36 | 92 471,00 | |
| 409200 | AVANCES ET ACOMPTE, FOURNISSE | | | | | 3 031 573,53 | 2 936 573,53 | 95 000,00 | |
| 409300 | AVANCES ET ACOMPTE FOURNISSE | 266 256,43 | | | | 9 168 856,73 | 9 435 113,16 | | |
| 409400 | AVANCES ET ACOMPTE, FOURNISSE | 3 138 769,60 | | | | 7 493 568,35 | 10 632 337,95 | | |
| 409 | FOURNISSEURS DÉBITEURS : AVANC | 3 405 026,03 | | | | 21 242 711,97 | 24 460 267,00 | 187 471,00 | |
| 40 | FOURNISSEURS ET COMPTES RATA | | 472 190 785,11 | 100 755 719,53 | | 915 089 432,18 | 938 265 593,50 | | 495 366 946,43 |
| 411010 | CLIENTS, ENTREPRISES NATIONALES | 123 587 029,82 | | 809 957,63 | | 927 771 429,14 | 913 571 947,59 | 137 786 511,37 | |
| 411020 | CLIENTS, ADMINISTRATIONS | 9 518 232,23 | | 2 854 599,56 | | 72 566 773,34 | 73 132 763,89 | 8 952 241,68 | |

Balance Générale
 Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|------------------|------------------|----------------|---------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 411030 | CLIENTS,ENTREPRISES PRIVÉES | 546 663 957,42 | | | 518 316,18 | 5 343 656 508,01 | 5 445 409 990,82 | 444 910 474,61 | |
| 411900 | CLIENTS CHÉQUES IMPAYÉS | | | | | 8 126 505,13 | 8 126 505,13 | | |
| 411 | CLIENTS | 679 769 219,47 | | | 4 182 873,37 | 6 352 121 215,62 | 6 440 241 207,43 | 591 649 227,66 | |
| 416010 | CLIENTS DOUTEUX, ENTREPRISES NA | 15 833 723,75 | | 809 957,63 | | 809 958,43 | 1 431 577,72 | 15 212 104,46 | |
| 416020 | CLIENTS DOUTEUX, ADMINISTRATION | 10 523 813,15 | | 2 854 599,56 | | 2 854 599,56 | | 13 378 412,71 | |
| 416030 | CLIENTS DOUTEUX, ENTREPRISES PR | 92 098 597,95 | | 518 316,18 | | 518 316,18 | 8 278 967,54 | 84 337 946,59 | |
| 416 | CLIENTS DOUTEUX | 118 456 134,85 | | 4 182 873,37 | | 4 182 874,17 | 9 710 545,26 | 112 928 463,76 | |
| 418000 | PRODUITS NON ENCORE FACTURÉS | 3 539 187,45 | | | | 18 109 286,59 | 3 539 187,45 | 18 109 286,59 | |
| 418 | CLIENTS - PRODUITS NON ENCORE F | 3 539 187,45 | | | | 18 109 286,59 | 3 539 187,45 | 18 109 286,59 | |
| 419010 | CLIENTS CRÉDITEURS ENTREPRISES | | 124 488,00 | | | 124 488,00 | 124 488,00 | | 124 488,00 |
| 419030 | CLIENTS CRÉDITEURS ENTREPRISES | | 2 659 292,15 | | | 2 659 292,15 | 2 965 326,22 | | 2 965 326,22 |
| 419110 | AVANCES REÇUES | | 200 000,00 | | | 200 000,00 | | | |
| 419 | CLIENTS CRÉDITEURS - AVANCES RE | | 2 983 780,15 | | | 2 983 780,15 | 3 089 814,22 | | 3 089 814,22 |
| 41 | CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS | 798 780 761,62 | | 4 182 873,37 | 4 182 873,37 | 6 377 397 156,53 | 6 456 580 754,36 | 719 597 163,79 | |
| 421000 | RÉMUNÉRATIONS DUES | | 118 743 884,55 | | | 1 712 330 887,27 | 1 601 584 776,29 | | 7 997 773,57 |
| 421011 | PRÉSALAIRES APPRENTIS | | 132 646,15 | | | 3 812 421,08 | 4 102 390,33 | | 422 615,40 |
| 421800 | AUTRES DETTES DUES AUX PERSON | | 17 496 176,76 | | | 54 752 467,03 | 51 422 445,60 | | 14 166 155,33 |
| 421 | PERSONNEL, RÉMUNÉRATIONS DUES | | 136 372 707,46 | | | 1 770 895 775,38 | 1 657 109 612,22 | | 22 586 544,30 |
| 422200 | COTISATIONS AUX ŒUVRES SOCIALE | | 993 467,34 | | | 78 695 184,06 | 77 701 716,72 | | |
| 422310 | RETENUE PRET SOCIAL | | 2 016 500,00 | | | 33 231 933,33 | 31 268 933,33 | | 53 500,00 |
| 422311 | RETENUE ACHATS COOPERATIVE | | | | | 3 113 038,78 | 3 166 010,61 | | 52 971,83 |
| 422312 | RETENUE FRAIS MEDICAU | | | | | 2 138,46 | 2 138,46 | | |
| 422313 | RETENUE ELECTRO/MOTOS | | 10 835 419,89 | | | 104 339 743,40 | 93 681 750,49 | | 177 426,98 |
| 422400 | AVANCES AUX ŒUVRES SOCIALES | | | | | 48 000 000,00 | 47 876 311,25 | 123 688,75 | |
| 422410 | RÈGLEMENT P/C OS LOG SOCIAL | | | | | 13 320 647,62 | 13 320 647,62 | | |
| 422420 | RÈGLEMENT P/C OS CHOMAGE | | | | | 13 320 647,62 | 13 320 647,62 | | |
| 422900 | AUTRES DÉTENTIONS POUR COMPTE | | | | | 4 754 703,34 | 4 754 703,34 | | |
| 422 | FONDS DES OUVRES SOCIALES | | 13 845 387,23 | | | 298 778 036,61 | 285 092 859,44 | | 160 210,06 |
| 423000 | PARTICIPATION DES SALARIÉS AU RÉ | | | | | 278 530 986,86 | 278 530 986,86 | | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|----------------|----------------|--------------|--------|------------------|------------------|--------------|----------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 423010 | INTERESSEMENT DES TRAVAILLEURS | | | | | 365 000 000,00 | 365 000 000,00 | | |
| 423100 | RELIQUAT SUR BÉNÉFICES A DISTRIB | | 604 392,23 | | | | 77 311,58 | | 681 703,81 |
| 423 | PARTICIPATION DES SALARIÉS AU RÉ | | 604 392,23 | | | 643 530 986,86 | 643 608 298,44 | | 681 703,81 |
| 425200 | AVANCES SUR FRAIS DE MISSIONS | 10 000,00 | | | | 60 000,00 | 70 000,00 | | |
| 425300 | AVANCES ET ACOMPTE ACCORDÉS | 18 378 500,00 | | | | 55 670 000,00 | 71 950 150,65 | 2 098 349,35 | |
| 425 | PERSONNEL, AVANCES ET ACOMPTE | 18 388 500,00 | | | | 55 730 000,00 | 72 020 150,65 | 2 098 349,35 | |
| 428631 | PERSONNEL CHARGES A PAYER, CON | | 89 755 236,32 | | | 89 755 236,32 | 95 163 899,93 | | 95 163 899,93 |
| 428635 | PERSONNEL CHARGES A PAYER, CNA | | 23 336 361,44 | | | 23 336 361,44 | 24 742 613,98 | | 24 742 613,98 |
| 428800 | CRÉDITEURS DE FRAIS DE MISSION | | 346 350,00 | | | 346 350,00 | 90 850,00 | | 90 850,00 |
| 428 | PERSONNEL, CHARGES À PAYER ET P | | 113 437 947,76 | | | 113 437 947,76 | 119 997 363,91 | | 119 997 363,91 |
| 42 | PERSONNEL ET COMPTES RATTACHÉ | | 245 871 934,68 | | | 2 882 372 746,61 | 2 777 828 284,66 | | 141 327 472,73 |
| 431000 | SÉCURITÉ SOCIALE PERSONNEL SÉD | | 28 026 200,38 | | | 237 235 637,59 | 240 062 647,10 | | 30 853 209,89 |
| 431200 | SÉCURITÉ SOCIAL, PERSONNEL OCC | | 973 668,02 | | | 973 668,02 | | | |
| 431300 | COTISATIONS, AUTRES CAISSES (MG | | 774 507,91 | | | 10 201 052,40 | 11 575 431,80 | | 2 148 887,31 |
| 431510 | REMBOURST FRAIS MÉDIC ET INDEM | | | | | 917 374,55 | 917 374,55 | | |
| 431800 | CNAS PERSONNEL SÉDENTAIRE | | 80 964 581,25 | | | 685 464 064,17 | 693 514 307,66 | | 89 014 824,74 |
| 431811 | CNAS PERSONNEL OCCASIONNEL (C | | 2 812 808,83 | | | 2 812 808,83 | | | |
| 431 | SÉCURITÉ SOCIALE | | 113 551 766,39 | | | 937 604 605,56 | 946 069 761,11 | | 122 016 921,94 |
| 43 | ORGANISMES SOCIAUX ET COMPTES | | 113 551 766,39 | | | 937 604 605,56 | 946 069 761,11 | | 122 016 921,94 |
| 442200 | IRG SUR SALAIRE | | 39 951 359,90 | | | 534 138 620,00 | 538 777 713,00 | | 44 590 452,90 |
| 442220 | IRG SUR JETONS DE PRESENCE | | 39 705,89 | | | 283 235,00 | 259 411,82 | | 15 882,71 |
| 442240 | IRG SUR TANTIEMES | | | | | 1 155 000,00 | 1 155 000,00 | | |
| 442280 | AUTRE RETENUE IRG | | 17 013 210,49 | | | 56 863 197,11 | 57 503 226,63 | | 17 653 240,01 |
| 442 | ETAT, IMPÔTS ET TAXES RECOUVRAB | | 57 004 276,28 | | | 592 440 052,11 | 597 695 351,45 | | 62 259 575,62 |
| 444100 | ACOMPTE PRVOSIONNEL IBS | 228 362 949,34 | | | | | 228 362 949,34 | | |
| 444300 | IMPOT SUR LES BÉNÉFICES IBS | | 129 830 528,37 | | | 129 830 528,37 | | | |
| 444400 | TROP VERSÉ SUR LIQUIDATION IBS | | | | | 98 532 420,97 | 98 532 420,97 | | |
| 444900 | AUTRES AVANCES SUR IMPOTS (DAT, | 15 792 500,00 | | | | 1 530 000,00 | 15 792 500,00 | 1 530 000,00 | |
| 444 | ETAT, IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS | 114 324 920,97 | | | | 229 892 949,34 | 342 687 870,31 | 1 530 000,00 | |

Balance Générale
 Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|------------------------------------|---------------|----------------|---------------|---------------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 445600 | TVA DÉDUCTIBLE SUR INVESTISSEME | 8 595 294,51 | | | | 59 244 202,71 | 67 839 497,22 | | |
| 445610 | TVA DÉDUCTIBLE SUR MATIÈRES ET F | 137 862,83 | | | | 28 983 849,43 | 29 121 448,47 | 263,79 | |
| 445620 | TVA DÉDUCTIBLE SUR PRESTATIONS | 11 585 013,81 | | 16 087 047,66 | | 122 505 460,34 | 114 699 547,32 | 19 390 926,83 | |
| 445700 | TVA COLLECTEE SUR PRESTATIONS D | | 121 637 957,62 | | | 1 011 053 481,38 | 997 630 454,07 | | 108 214 930,31 |
| 445790 | TVA À PAYER EXIGIBLE SUR GN° 50 | | 71 103 198,88 | | | 798 950 557,38 | 795 081 474,84 | | 67 234 116,34 |
| 445 | ETAT, TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAI | | 172 422 985,35 | 16 087 047,66 | | 2 020 737 551,24 | 2 004 372 421,92 | | 156 057 856,03 |
| 447100 | TAXES SUR L'ACTIVITÉ PROFESSIONN | | 20 433 883,79 | | | 108 519 886,00 | 105 335 697,52 | | 17 249 695,31 |
| 447500 | REDEVANCES DUES SUR OCCUPATIO | | 11 837 746,74 | | | 22 731 418,20 | 21 926 201,09 | | 11 032 529,63 |
| 447800 | AUTRES IMPOTS D'EXPLOITATION DU | | 1 400 854,50 | | | 1 420 383,00 | 369 530,23 | | 350 001,73 |
| 447 | AUTRES IMPÔTS, TAXES ET VERSEME | | 33 672 485,03 | | | 132 671 687,20 | 127 631 428,84 | | 28 632 226,67 |
| 448300 | TAXE DE FORMATION | | | | | 5 965 669,00 | 5 965 669,00 | | |
| 448400 | TAXE D'APPRENTISSAGE | | | | | 15 834 214,00 | 15 834 214,00 | | |
| 448 | ETAT, CHARGES À PAYER ET PRODUIT | | | | | 21 799 883,00 | 21 799 883,00 | | |
| 44 | ETAT, COLLECTIVITÉS PUBLIQUES, OR | | 148 774 825,69 | 16 087 047,66 | | 2 997 542 122,89 | 3 094 186 955,52 | | 245 419 658,32 |
| 451000 | ACCOMPTES PROVISIONNELS | | | | | 192 968 458,70 | 76 120 983,16 | 116 847 475,54 | |
| 451300 | PRÉCOMPTE IBS | | | | | 98 532 420,97 | 98 532 420,97 | | |
| 451500 | IMPOT IBS CENTRALISÉ | | | | 81 859 970,00 | | 81 859 970,00 | | 81 859 970,00 |
| 451 | OPÉRATIONS GROUPE | | | | 81 859 970,00 | 291 500 879,67 | 256 513 374,13 | 34 987 505,54 | |
| 455000 | GROUPE SERPORT | | 298 328 109,49 | | | 23 193 850,95 | | | 275 134 258,54 |
| 455 | ASSOCIÉS - COMPTES COURANTS | | 298 328 109,49 | | | 23 193 850,95 | | | 275 134 258,54 |
| 457100 | DIVIDENDES À PAYER | | | | | 250 000 000,00 | 500 000 000,00 | | 250 000 000,00 |
| 457200 | TANTIÈMES À PAYER | | | | | 7 700 000,00 | 7 700 000,00 | | |
| 457 | ASSOCIÉS, DIVIDENDES À PAYER | | | | | 257 700 000,00 | 507 700 000,00 | | 250 000 000,00 |
| 45 | GROUPE ET ASSOCIÉS | | 298 328 109,49 | | 81 859 970,00 | 572 394 730,62 | 764 213 374,13 | | 490 146 753,00 |
| 462100 | CRÉANCES SUR CESSION D'IMMOBILI | | | | | 11 694 407,00 | 11 694 407,00 | | |
| 462 | CRÉANCES SUR CESSIONS D'IMMOBI | | | | | 11 694 407,00 | 11 694 407,00 | | |
| 467100 | JETONS DE PRÉSENCE | | | | | 1 380 000,00 | 1 380 000,00 | | |
| 467200 | FRAIS DE CONSEIL ET ASSEMBLÉES | | | | | 90 000,00 | 90 000,00 | | |
| 467330 | AUTRES CRÉDITEURS DIVERS | | 61 500,00 | | | 854 100,00 | 921 100,00 | | 128 500,00 |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|----------------|----------------|---------------|----------------|-------------------|-------------------|----------------|------------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 467400 | EPAL (CREANCE) | 529 740,00 | | | | | | 529 740,00 | |
| 467409 | EGPP (CREANCES) | 203 948,56 | | | | | 112 238,10 | 91 710,46 | |
| 467410 | CREANCES/REHABILITATION.P.P SON | 1 960 269,15 | | | | | | 1 960 269,15 | |
| 467560 | BMT (DETTES) | | 8 746 690,40 | | | 51 701 234,04 | 47 792 946,79 | | 4 838 403,15 |
| 467600 | EGPP (DETTES) | | 88 832,34 | | | 1 101 362,61 | 1 201 892,49 | | 189 362,22 |
| 467748 | DETTE (TVA)/CONTRAT REHABILITATI | | 103 702 889,61 | | | | | | 103 702 889,61 |
| 467800 | DEBOURS | | 240 848,40 | | | 240 848,40 | | | |
| 467 | AUTRES COMPTES DÉBITEURS OU C | | 110 146 803,04 | | | 55 367 545,05 | 51 498 177,38 | | 106 277 435,37 |
| 468600 | DIVERSES CHARGES À PAYER | | 15 000 000,00 | | | 15 000 000,00 | 21 860 200,00 | | 21 860 200,00 |
| 468700 | DIVERS PRODUITS À RECEVOIR | 54 878 678,47 | | | | | 54 878 678,47 | | |
| 468 | DIVERS CHARGES À PAYER ET PROD | 39 878 678,47 | | | | 15 000 000,00 | 76 738 878,47 | | 21 860 200,00 |
| 46 | DÉBITEURS DIVERS ET CRÉDITEURS | | 70 268 124,57 | | | 82 061 952,05 | 139 931 462,85 | | 128 137 635,37 |
| 481000 | PROVISIONS, PASSIFS COURANTS | | 40 377 087,20 | | | 14 202 737,20 | | | 26 174 350,00 |
| 481 | PROVISIONS - PASSIFS COURANTS | | 40 377 087,20 | | | 14 202 737,20 | | | 26 174 350,00 |
| 486200 | SERVICES CONSTATÉS D'AVANCE | 1 945 781,52 | | | | 378 000,00 | 1 945 781,52 | 378 000,00 | |
| 486 | CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 1 945 781,52 | | | | 378 000,00 | 1 945 781,52 | 378 000,00 | |
| 48 | CHARGES OU PRODUITS CONSTATÉS | | 38 431 305,68 | | | 14 580 737,20 | 1 945 781,52 | | 25 796 350,00 |
| 491100 | PERTE DE VALEUR SUR COMPTES CLI | | 15 833 723,75 | | 809 957,63 | 1 431 577,72 | 809 958,43 | | 15 212 104,46 |
| 491110 | PERTE DE VALEUR SUR COMPTES CLI | | 10 523 813,15 | | 2 854 599,56 | | 2 854 599,56 | | 13 378 412,71 |
| 491120 | PERTE DE VALEUR SUR COMPTES CLI | | 92 098 597,95 | | 518 316,18 | 8 278 967,54 | 518 316,18 | | 84 337 946,59 |
| 491 | PERTES DE VALEUR SUR COMPTES D | | 118 456 134,85 | | 4 182 873,37 | 9 710 545,26 | 4 182 874,17 | | 112 928 463,76 |
| 49 | PERTES DE VALEUR SUR COMPTES D | | 118 456 134,85 | | 4 182 873,37 | 9 710 545,26 | 4 182 874,17 | | 112 928 463,76 |
| 4 | CLASSE 4 - COMPTES DE TIERS | | 707 092 224,84 | 20 269 921,03 | 190 981 436,27 | 14 788 754 028,90 | 15 123 204 841,82 | | 1 041 543 037,76 |
| 511200 | CHÈQUES À ENCAISSER | 209 888 267,82 | | | | 6 531 948 092,25 | 6 448 628 687,02 | 293 207 673,05 | |
| 511300 | EFFETS À L'ENCAISSEMENT | 31 973 534,36 | | | | 74 772 981,44 | 106 746 515,80 | | |
| 511 | VALEURS À L'ENCAISSEMENT | 241 861 802,18 | | | | 6 606 721 073,69 | 6 555 375 202,82 | 293 207 673,05 | |
| 512000 | CPA 302 | 366 260 157,88 | | | | 8 079 342 113,69 | 8 110 070 808,14 | 335 531 463,43 | |
| 512010 | CPA HAMADITES | 9 157 850,43 | | | | 315 000 000,00 | 307 105 851,61 | 17 051 998,82 | |
| 512030 | BDL | 1 753 760,18 | | | | | 1 063 287,89 | 690 472,29 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|----------------|---------------|--------------|--------|-------------------|-------------------|----------------|---------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 512050 | BNA | 440 548,11 | | | | 126 900 000,00 | 127 086 245,95 | 254 302,16 | |
| 512060 | CPA DEVICES | 1 564 373,72 | | | | | 66 258,94 | 1 498 114,78 | |
| 512070 | BEA | 264 609,75 | | | | | 595,00 | 264 014,75 | |
| 512080 | CPA SECURISATION | 42 754,56 | | | | | 3 183,25 | 39 571,31 | |
| 512090 | CPA REHABILITATION | 20 784,66 | | | | | 2 677,50 | 18 107,16 | |
| 512 | BANQUES COMPTES COURANTS | 379 504 839,29 | | | | 8 521 242 113,69 | 8 545 398 908,28 | 355 348 044,70 | |
| 515000 | TRÉSOR PUBLIC | 10 071 351,57 | | | | 42 300 000,00 | 52 000 000,00 | 371 351,57 | |
| 515100 | CCP | 268 197,06 | | | | | 1 180,00 | 267 017,06 | |
| 515 | TRÉSOR PUBLIC ET ÉTABLISSEMENTS | 10 339 548,63 | | | | 42 300 000,00 | 52 001 180,00 | 638 368,63 | |
| 518000 | INTÉRÊTS COURUS À PAYER | | 30 396 210,36 | | | 30 396 210,36 | 32 237 836,05 | | 32 237 836,05 |
| 518800 | INTERETS COURUS À RECEVOIR | | | | | 51 197 945,19 | | 51 197 945,19 | |
| 518 | INTÉRÊTS COURUS | | 30 396 210,36 | | | 81 594 155,55 | 32 237 836,05 | 18 960 109,14 | |
| 51 | BANQUE, ÉTABLISSEMENTS FINANCIER | 601 309 979,74 | | | | 15 251 857 342,93 | 15 185 013 127,15 | 668 154 195,52 | |
| 530100 | CAISSE | | | | | 6 870 000,00 | 6 870 000,00 | | |
| 53 | CAISSE | | | | | 6 870 000,00 | 6 870 000,00 | | |
| 541000 | RÉGIES D'AVANCES | | | | | 180 000,00 | 180 000,00 | | |
| 541 | RÉGIES D'AVANCES | | | | | 180 000,00 | 180 000,00 | | |
| 542000 | ACCREDITIFS | 1 533 908,62 | | | | | | 1 533 908,62 | |
| 542 | ACCREDITIFS | 1 533 908,62 | | | | | | 1 533 908,62 | |
| 54 | RÉGIES D'AVANCES ET ACCREDITIFS | 1 533 908,62 | | | | 180 000,00 | 180 000,00 | 1 533 908,62 | |
| 581000 | VIREMENTS DE FONDS TRÉSORERIE | | | | | 500 781 340,61 | 500 781 340,61 | | |
| 581900 | VIREMENT DE FONDS D AT | | | | | 800 000 000,00 | 800 000 000,00 | | |
| 581 | VIREMENTS DE FONDS | | | | | 1 300 781 340,61 | 1 300 781 340,61 | | |
| 58 | VIREMENTS INTERNES | | | | | 1 300 781 340,61 | 1 300 781 340,61 | | |
| 5 | CLASSE 5 - COMPTES FINANCIERS | 602 843 888,36 | | | | 16 559 688 683,54 | 16 492 844 467,76 | 669 688 104,14 | |
| 602000 | MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION | | | | | 4 549 261,35 | | 4 549 261,35 | |
| 6020 | COMSOMMATION MAT. CONSTRUCTIO | | | | | 4 549 261,35 | | 4 549 261,35 | |
| 602100 | COMBUSTIBLES CARBURANTS ET LU | | | | | 131 113,08 | | 131 113,08 | |
| 602110 | COMBUSTIBLES CARBURANTS ET LU | | | | | 2 467 844,30 | | 2 467 844,30 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|-----------|--------|--------------|--------|-----------------|------------|---------------|--------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 602130 | COMBUSTIBLES,CARBURANTS ET LU | | | | | 7 965 755,90 | | 7 965 755,90 | |
| 6021 | CONSOMMATION CARB. ET LUBRIFIAN | | | | | 10 564 713,28 | | 10 564 713,28 | |
| 602200 | PRODUITS D'ENTRETIEN DDD | | | | | 1 406 981,18 | | 1 406 981,18 | |
| 602210 | PRODUITS D'ENTRETIEN DR | | | | | 1 108 878,01 | 13 860,00 | 1 095 018,01 | |
| 602220 | PRODUITS D'ENTRETIEN MGX | | | | | 699 417,19 | | 699 417,19 | |
| 602230 | PRODUITS D'ENTRETIEN, DL | | | | | 154 771,45 | | 154 771,45 | |
| 6022 | CONSOMMATION PRODUITS D'ENTRE | | | | | 3 370 047,83 | 13 860,00 | 3 356 187,83 | |
| 602300 | FOURNITURES D'ATELIER DDD | | | | | 405 892,93 | | 405 892,93 | |
| 602310 | FOURNITURES D'ATELIER DR | | | | | 240 372,82 | 108,00 | 240 264,82 | |
| 602330 | FOURNITURES D'ATELIER, DL | | | | | 1 846 930,56 | | 1 846 930,56 | |
| 6023 | CONSOMMATION FOURNITURES D'AT | | | | | 2 493 196,31 | 108,00 | 2 493 088,31 | |
| 602400 | PETIT OUTILLAGE DDD | | | | | 1 062 706,11 | | 1 062 706,11 | |
| 602410 | PETIT OUTILLAGE DR | | | | | 46 250,00 | | 46 250,00 | |
| 602430 | PETIT OUTILLAGE, DL | | | | | 4 800,00 | | 4 800,00 | |
| 6024 | CONSOMMATION PETIT OUTILLAGE | | | | | 1 113 756,11 | | 1 113 756,11 | |
| 602500 | PIÈCES DE RECHANGES MATÉRIELS | | | | | 3 606 685,12 | 30 000,00 | 3 576 685,12 | |
| 60250 | CONSOMMATION PDR MAT. TRANSP | | | | | 3 606 685,12 | 30 000,00 | 3 576 685,12 | |
| 602513 | PIÈCES DE RECHANGE, MATÉRIEL D'E | | | | | 60 308 258,83 | 159 985,20 | 60 148 273,63 | |
| 60251 | CONSOMMATION PDR MAT. EXPLOITAT | | | | | 60 308 258,83 | 159 985,20 | 60 148 273,63 | |
| 602520 | PIÈCES DE RECHANGES MATÉRIELS | | | | | 2 556 450,46 | 27 808,48 | 2 528 641,98 | |
| 602521 | PIÈCES DE RECHANGES MATÉRIELS | | | | | 4 492 325,74 | 68 990,75 | 4 423 334,99 | |
| 60252 | CONSOMMATION PDR MAT. NAVAL | | | | | 7 048 776,20 | 96 799,23 | 6 951 976,97 | |
| 602530 | PNEUMATIQUES DDD | | | | | 1 700,00 | | 1 700,00 | |
| 602531 | PNEUMATIQUES, DL | | | | | 7 665 951,54 | | 7 665 951,54 | |
| 60253 | CONSOMMATION PNEUMATIQUES | | | | | 7 667 651,54 | | 7 667 651,54 | |
| 602600 | FOURNITURES DE BUREAU | | | | | 5 614 655,68 | | 5 614 655,68 | |
| 6026 | CONSOMMATION FOURNITURES DE B | | | | | 5 614 655,68 | | 5 614 655,68 | |
| 602700 | FOURNITURES INFORMATIQUES | | | | | 5 278 593,19 | | 5 278 593,19 | |
| 6027 | CONSOMMATION FOURNITURES MÉC | | | | | 5 278 593,19 | | 5 278 593,19 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|-----------|--------|---------------|--------|-----------------|--------------|----------------|--------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 602900 | MATIÈRES & FOURNITURES DIVERSE | | | | | 7 672 934,41 | | 7 672 934,41 | |
| 602901 | MATIÈRES ET FOURNITURES DIVERS | | | | | 3 375 435,79 | | 3 375 435,79 | |
| 602902 | MATIÈRES & FOURNITURES DIVERSE | | | | | 543 164,92 | 673,46 | 542 491,46 | |
| 602903 | MATIÈRES & FOURNITURES DIVERSE | | | | | 4 059 988,47 | | 4 059 988,47 | |
| 60290 | CONSOMMATION FOURNITURES DIVE | | | | | 15 651 523,59 | 673,46 | 15 650 850,13 | |
| 602910 | HABILLEMENTS | | | | | 13 732 351,73 | | 13 732 351,73 | |
| 60291 | CONSOMMATION HABILLEMENT | | | | | 13 732 351,73 | | 13 732 351,73 | |
| 602 | AUTRES APPROVISIONNEMENTS | | | | | 140 999 470,76 | 301 425,89 | 140 698 044,87 | |
| 607000 | ÉLECTRICITÉ ET GAZ | | | | | 14 349 399,50 | 346 891,09 | 14 002 508,41 | |
| 607100 | EAU | | | | | 8 651 456,61 | | 8 651 456,61 | |
| 607110 | ACHATS GAS-OIL | | | | | 46 892 829,85 | | 46 892 829,85 | |
| 607 | ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES | | | | | 69 893 685,96 | 346 891,09 | 69 546 794,87 | |
| 60 | ACHATS CONSOMMÉS | | | | | 210 893 156,72 | 648 316,98 | 210 244 839,74 | |
| 611000 | SOUS-TRAITANCE GÉNÉRALE | | | | | 26 087 590,00 | | 26 087 590,00 | |
| 611 | SOUS-TRAITANCE GÉNÉRALE | | | | | 26 087 590,00 | | 26 087 590,00 | |
| 614000 | CHARGES LOCATIVES ET CHARGES D | | | | | 67 000,00 | | 67 000,00 | |
| 614100 | FRETS ET TRANSPORTS | | | | | 2 857 850,00 | | 2 857 850,00 | |
| 614 | CHARGES LOCATIVES ET CHARGES D | | | | | 2 924 850,00 | | 2 924 850,00 | |
| 615130 | ENTRTIEN, RÉPARATION DES BATIME | | | | | 26 697 587,92 | | 26 697 587,92 | |
| 615131 | ENTRTIEN, RÉPARATION DES OUVRA | | | | | 8 412 899,09 | | 8 412 899,09 | |
| 615132 | ENTRETIEN, RÉPARATION DES RÉSEA | | | | | 671 889,48 | | 671 889,48 | |
| 615151 | ENTRETIEN, ET RÉPARATION DES INS | | | | | 5 064 100,00 | | 5 064 100,00 | |
| 615152 | ENTRETIEN, ET RÉPARATION DU MAT | | | | | 5 495 616,60 | | 5 495 616,60 | |
| 615180 | ENTRETIEN RÉPARATION VÉHICULES | | | | | 681 736,67 | | 681 736,67 | |
| 615181 | ENTRETIEN, ET RÉPARATION DU MAT | | | 84 668 671,87 | | 219 913 278,87 | 1 596 569,26 | 218 316 709,61 | |
| 615182 | ENTRETIEN, ET RÉPARATION DES ÉQ | | | | | 693 816,36 | | 693 816,36 | |
| 615800 | ENTRETIEN,RÉPARATION AGENCEME | | | | | 4 457 700,00 | | 4 457 700,00 | |
| 615900 | AUTRES ENTRETIENS, ET RÉPARATIO | | | | | 996 727,00 | | 996 727,00 | |
| 615 | ENTRETIEN, RÉPARATIONS ET MAINT | | | 84 668 671,87 | | 273 085 351,99 | 1 596 569,26 | 271 488 782,73 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|-----------------------------------|-----------|--------|---------------|--------|-----------------|--------------|----------------|--------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 616000 | ASSURANCES INCENDIES | | | | | 7 543 711,28 | | 7 543 711,28 | |
| 616100 | ASSURANCES RESPONSABILITÉ CIVIL | | | | | 39 148 009,20 | | 39 148 009,20 | |
| 616200 | ASSURANCES MATÉRIELS ROULANTS | | | | | 6 810 683,67 | | 6 810 683,67 | |
| 616300 | ASSURANCES ENGINS FLOTTANTS | | | | | 14 015 249,38 | | 14 015 249,38 | |
| 616500 | ASSURANCES MATÉRIELS TRANSPOR | | | | | 221 622,68 | | 221 622,68 | |
| 616600 | ASSURANCES VOYAGES | | | | | 624 964,19 | | 624 964,19 | |
| 616900 | ASSURANCES DIVERSES ET CALAMIT | | | | | 4 873 240,46 | | 4 873 240,46 | |
| 616 | PRIMES D'ASSURANCES | | | | | 73 237 480,86 | | 73 237 480,86 | |
| 618400 | FRAIS DE TIRAGES,ET IMPRESSIONS | | | | | 157 500,00 | | 157 500,00 | |
| 618800 | AUTRES DOCUMENTATIONS ET ABON | | | | | 929 789,00 | | 929 789,00 | |
| 618 | DOCUMENTATION ET DIVERS | | | | | 1 087 289,00 | | 1 087 289,00 | |
| 61 | SERVICES EXTÉRIEURS | | | 84 668 671,87 | | 376 422 561,85 | 1 596 569,26 | 374 825 992,59 | |
| 622100 | HONORAIRES | | | | | 31 399 513,08 | | 31 399 513,08 | |
| 622200 | STAGES ET FORMATION | | | | | 36 804 722,83 | | 36 804 722,83 | |
| 622300 | REDEVANCES | | | | | 9 743 680,00 | | 9 743 680,00 | |
| 622310 | REDEVANCES SUR CONCESSION TIXT | | | | | 6 960 200,00 | | 6 960 200,00 | |
| 622400 | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX | | | | | 625 053,26 | | 625 053,26 | |
| 622 | RÉMUNÉRATIONS D'INTERMÉDIAIRES | | | | | 85 533 169,17 | | 85 533 169,17 | |
| 623000 | ANNONCES ET INSERTIONS | | | | | 782 975,00 | | 782 975,00 | |
| 623100 | PUBLICITÉ LÉGALE | | | | | 90 642,00 | | 90 642,00 | |
| 623200 | FOIRES ET EXPOSITIONS | | | | | 1 126 612,67 | | 1 126 612,67 | |
| 623300 | SPONSORING | | | | | 9 030 000,00 | 2 500 000,00 | 6 530 000,00 | |
| 623400 | REVUES ET IMPRIMÉS PUBLICITAIRES | | | | | 25 000,00 | | 25 000,00 | |
| 623500 | CADEAUX | | | | | 4 192 793,41 | 20 000,00 | 4 172 793,41 | |
| 623 | PUBLICITÉ, PUBLICATION, RELATIONS | | | | | 15 248 023,08 | 2 520 000,00 | 12 728 023,08 | |
| 625000 | VOYAGES ET DÉPLACEMENTS | | | | | 5 073 280,61 | | 5 073 280,61 | |
| 625100 | MISSIONS | | | | | 3 583 442,00 | | 3 583 442,00 | |
| 625200 | RÉCEPTIONS | | | | | 1 141 225,87 | | 1 141 225,87 | |
| 625800 | RÉCEPTIONS - AUTRES FRAIS | | | | | 2 040 095,53 | 2 550,00 | 2 037 545,53 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|-----------|--------|--------------|--------|-----------------|--------------|----------------|--------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 625 | DÉPLACEMENTS, MISSIONS ET RÉCE | | | | | 11 838 044,01 | 2 550,00 | 11 835 494,01 | |
| 626100 | TÉLÉPHONE, FAX | | | | | 1 825 982,26 | 630,00 | 1 825 352,26 | |
| 626200 | INTERNET | | | | | 8 123 397,52 | 30 000,00 | 8 093 397,52 | |
| 626400 | TIMBRES POSTAUX | | | | | 2 500,00 | | 2 500,00 | |
| 626800 | AUTRES FRAIS DE POSTE ET TÉLÉCO | | | | | 16 422,50 | | 16 422,50 | |
| 626 | FRAIS POSTAUX ET DE TÉLÉCOMMUN | | | | | 9 968 302,28 | 30 630,00 | 9 937 672,28 | |
| 627100 | FRAIS DE CHÈQUES, VIREMENTS ET E | | | | | 1 098 314,39 | 800,00 | 1 097 514,39 | |
| 627200 | COMMISSIONS SUR OUVERTURE DE | | | | | 2 331 019,62 | | 2 331 019,62 | |
| 627 | SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILÉS | | | | | 3 429 334,01 | 800,00 | 3 428 534,01 | |
| 628400 | FRAIS DE CONSEIL ET ASSEMBLÉES | | | | | 790 243,77 | | 790 243,77 | |
| 628800 | AUTRES FRAIS DIVERS | | | | | 6 027 984,01 | | 6 027 984,01 | |
| 628 | COTISATIONS ET DIVERS | | | | | 6 818 227,78 | | 6 818 227,78 | |
| 62 | AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS | | | | | 132 835 100,33 | 2 553 980,00 | 130 281 120,33 | |
| 631000 | TRAITEMENT ET SALAIRE PERSONNE | | | | | 543 081 448,07 | 93 577,25 | 542 987 870,82 | |
| 631010 | TRAITEMENT ET SALAIRE INSCRITS M | | | | | 59 108 427,61 | | 59 108 427,61 | |
| 631020 | TRAITEMENT ET SALAIRE PERSONNE | | | | | 26 811 875,80 | | 26 811 875,80 | |
| 6310 | TRAITEMENTS ET SALAIRES | | | | | 629 001 751,48 | 93 577,25 | 628 908 174,23 | |
| 631100 | HEURES SUPPLÉMENTAIRES PERSON | | | | | 94 379 290,91 | | 94 379 290,91 | |
| 631110 | HEURES SUPPLÉMENTAIRES INSCRIT | | | | | 23 963 004,66 | | 23 963 004,66 | |
| 631120 | HEURES SUPPLÉMENTAIRES PERSON | | | | | 6 843 261,17 | | 6 843 261,17 | |
| 6311 | HEURES SUPPLEMENTAIRES | | | | | 125 185 556,74 | | 125 185 556,74 | |
| 631200 | PRIMES PERSONNEL PERMANANT | | | | | 324 274 358,03 | | 324 274 358,03 | |
| 631210 | PRIMES INSCRITS MARITIMES | | | | | 27 711 818,94 | | 27 711 818,94 | |
| 631220 | PRIMES PERSONNEL OCCASIONNEL | | | | | 14 048 910,16 | 12 210,01 | 14 036 700,15 | |
| 6312 | PRIMES | | | | | 366 035 087,13 | 12 210,01 | 366 022 877,12 | |
| 631300 | CONGÉ PAYÉ PERSONNEL PERMANA | | | | | 149 191 442,91 | | 149 191 442,91 | |
| 631310 | CONGÉ PAYÉ INSCRITS MARITIMES | | | | | 17 556 774,44 | | 17 556 774,44 | |
| 631320 | CONGÉ PAYÉ PERSONNEL OCCASION | | | | | 4 858 352,22 | | 4 858 352,22 | |
| 631390 | BONIFICATION FILS DE CHAHID | | | | | 18 900,00 | | 18 900,00 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|-----------|--------|--------------|--------|------------------|------------|------------------|--------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6313 | CONGES PAYES | | | | | 171 625 469,57 | | 171 625 469,57 | |
| 631400 | INDEMNITÉS PERSONNEL PERMANAN | | | | | 908 363 198,48 | 11 880,00 | 908 351 318,48 | |
| 631410 | INDEMNITÉS INSCRITS MARITIMES | | | | | 109 126 463,42 | | 109 126 463,42 | |
| 631420 | INDEMNITÉS PERSONNEL OCCASION | | | | | 33 222 184,06 | | 33 222 184,06 | |
| 631490 | AUTRES PRESTATIONS DIRECTES | | | | | 56 559 550,00 | 5 000,00 | 56 554 550,00 | |
| 6314 | INDEMNITES | | | | | 1 107 271 395,96 | 16 880,00 | 1 107 254 515,96 | |
| 631500 | GRATIFICATIONS | | | | | 171 105 365,17 | | 171 105 365,17 | |
| 631600 | PRÉSALAIRES | | | | | 4 102 390,33 | | 4 102 390,33 | |
| 631 | RÉMUNÉRATIONS DU PERSONNEL | | | | | 2 574 327 016,38 | 122 667,26 | 2 574 204 349,12 | |
| 635000 | COTISATIONS SOCIALES CNAS PERS | | | | | 575 791 444,54 | 23 394,31 | 575 768 050,23 | |
| 635010 | COTISATIONS SOCIALES CNAS INSCR | | | | | 67 247 545,97 | | 67 247 545,97 | |
| 635020 | COTISATIONS SOCIALES CNAS PERS | | | | | 24 399 642,04 | | 24 399 642,04 | |
| 635 | COTISATIONS AUX ORGANISMES SOC | | | | | 667 438 632,55 | 23 394,31 | 667 415 238,24 | |
| 637000 | CONTRIBUTION DE L'ENTREPRISE AU | | | | | 77 702 266,72 | 3 313,72 | 77 698 953,00 | |
| 637080 | PÉCULE DE RETRAITE | | | | | 9 678 424,21 | | 9 678 424,21 | |
| 637081 | PÉCULE DE DÉCÈS | | | | | 19 130 721,75 | | 19 130 721,75 | |
| 637 | AUTRES CHARGES SOCIALES | | | | | 106 511 412,68 | 3 313,72 | 106 508 098,96 | |
| 63 | CHARGES DE PERSONNEL | | | | | 3 348 277 061,61 | 149 375,29 | 3 348 127 686,32 | |
| 641400 | TAXES SUR L'APPRENTISSAGE | | | | | 23 734 214,00 | | 23 734 214,00 | |
| 641 | IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASS | | | | | 23 734 214,00 | | 23 734 214,00 | |
| 642000 | TAXE SUR L'ACTIVITÉ PROFESSIONNE | | | | | 105 335 697,52 | | 105 335 697,52 | |
| 642 | IMPÔTS ET TAXES NON RÉCUPÉRABL | | | | | 105 335 697,52 | | 105 335 697,52 | |
| 645300 | DROITS DE TIMBRES | | | | | 20 650,00 | | 20 650,00 | |
| 645500 | TAXES AU PROFIT DOMAINE | | | | | 21 926 201,09 | | 21 926 201,09 | |
| 645700 | VIGNETTE AUTO | | | | | 839 000,00 | | 839 000,00 | |
| 645800 | TAXES SUR ACHATS VÉHICULES NEU | | | | | 350 000,00 | | 350 000,00 | |
| 645900 | DIVERSES TAXES | | | | | 15 821 332,39 | | 15 821 332,39 | |
| 645 | AUTRES IMPÔTS ET TAXES (HORS IMP | | | | | 38 957 183,48 | | 38 957 183,48 | |
| 64 | IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASS | | | | | 168 027 095,00 | | 168 027 095,00 | |

Balance Générale
 Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|-----------|--------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 653000 | JETONS DE PRÉSENCE | | | | | 1 623 529,52 | | 1 623 529,52 | |
| 653 | JETONS DE PRÉSENCE | | | | | 1 623 529,52 | | 1 623 529,52 | |
| 656100 | AMENDES ET PÉNALITÉS | | | | | 151 000,00 | | 151 000,00 | |
| 656300 | DONS ET LIBÉRALITÉS | | | | | 9 993 392,11 | | 9 993 392,11 | |
| 656 | AMENDES ET PÉNALITÉS, SUBVENTIO | | | | | 10 144 392,11 | | 10 144 392,11 | |
| 658100 | AUTRES CHARGES DE GESTION COU | | | | | 2 748 934,95 | | 2 748 934,95 | |
| 658 | AUTRES CHARGES DE GESTION COU | | | | | 2 748 934,95 | | 2 748 934,95 | |
| 65 | AUTRES CHARGES OPÉRATIONNELLE | | | | | 14 516 856,58 | | 14 516 856,58 | |
| 661000 | INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS BANCAIRE | | | | | 197 657 671,14 | | 197 657 671,14 | |
| 661 | CHARGES D'INTÉRÊTS | | | | | 197 657 671,14 | | 197 657 671,14 | |
| 666000 | PERTES DE CHANGES | | | | | 66 258,94 | | 66 258,94 | |
| 666 | PERTES DE CHANGE | | | | | 66 258,94 | | 66 258,94 | |
| 66 | CHARGES FINANCIÈRES | | | | | 197 723 930,08 | | 197 723 930,08 | |
| 681014 | DOT AUX AMMORTISSEMENTS LOGICI | | | 8 474 584,27 | | 8 474 584,27 | | 8 474 584,27 | |
| 681113 | DOT AUX AMORTISSEMENTS DES CO | | | 410 965 610,55 | | 412 945 874,14 | | 412 945 874,14 | |
| 681115 | DOT AUX AMORTISSE DES INSTALLATI | | | 277 224 218,75 | | 277 270 885,39 | | 277 270 885,39 | |
| 681118 | DOT AUX AMORTISSEMENTS DES AUT | | | 221 005 464,17 | | 221 008 484,08 | | 221 008 484,08 | |
| 681200 | DOTATIONS AUX PROVISIONS ACTIFS | | | 98 357 173,89 | | 98 357 173,89 | | 98 357 173,89 | |
| 681 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, | | | 1 016 027 051,63 | | 1 018 057 001,77 | | 1 018 057 001,77 | |
| 685200 | PERTES DE VALEURS ACTIFS COURA | | | 4 182 873,37 | | 4 182 873,37 | | 4 182 873,37 | |
| 685 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, | | | 4 182 873,37 | | 4 182 873,37 | | 4 182 873,37 | |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, | | | 1 020 209 925,00 | | 1 022 239 875,14 | | 1 022 239 875,14 | |
| 692000 | IMPOSITION DIFFÉRÉE ACTIF | | | | 25 572 865,21 | 46 481 312,73 | 65 130 396,19 | | 18 649 083,46 |
| 692 | IMPOSITION DIFFÉRÉE ACTIF | | | | 25 572 865,21 | 46 481 312,73 | 65 130 396,19 | | 18 649 083,46 |
| 693000 | IMPOSITION DIFFÉRÉE PASSIF | | | | | | 4 494 830,14 | | 4 494 830,14 |
| 693 | IMPOSITION DIFFÉRÉE PASSIF | | | | | | 4 494 830,14 | | 4 494 830,14 |
| 697000 | IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DES SOCI | | | 81 859 970,00 | | 81 859 970,00 | | 81 859 970,00 | |
| 697 | IBS CONSOLIDATION FISCALE | | | 81 859 970,00 | | 81 859 970,00 | | 81 859 970,00 | |
| 69 | IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS ET ASSI | | | 81 859 970,00 | 25 572 865,21 | 128 341 282,73 | 69 625 226,33 | 58 716 056,40 | |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|-----------------------------------|-----------|--------|------------------|---------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6 | CLASSE 6 : COMPTES DE CHARGES | | | 1 186 738 566,87 | 25 572 865,21 | 5 599 276 920,04 | 74 573 467,86 | 5 524 703 452,18 | |
| 700100 | VENTE EN L'ETAT DE MATIÈRES ET FO | | | | | | 136 000,00 | | 136 000,00 |
| 700 | VENTES DE MARCHANDISES | | | | | | 136 000,00 | | 136 000,00 |
| 706107 | ENLÈVEMENTS DES DÉCHETS | | | | | | 3 636 000,00 | | 3 636 000,00 |
| 706111 | DROITS D'ACCÈS ENGINS DES TIERS | | | | | | 1 573 000,00 | | 1 573 000,00 |
| 706112 | EMPOTAGE DÉPOTAGE | | | | | | 2 541 600,00 | | 2 541 600,00 |
| 706202 | POIDS PUBLICS | | | | | 138 416,94 | 90 387 908,61 | | 90 249 491,67 |
| 706204 | TAXES D'USAGE DES VOIES FERRÉES | | | | | | 446 336,32 | | 446 336,32 |
| 706290 | PRODUITS DES INSTALLATIONS DIVE | | | | | 157 719,15 | 16 323 183,43 | | 16 165 464,28 |
| 706291 | SALUBRITÉ PUBLIQUE ET LUTTE CON | | | | | | 49 772 278,00 | | 49 772 278,00 |
| 706292 | FOURNITURE ENERGIE P/CONTENEU | | | | | | 3 357 964,60 | | 3 357 964,60 |
| 706293 | DÉSINFECTION DES NAVIRES | | | | | 45 000,00 | 120 000,00 | | 75 000,00 |
| 706301 | PILOTAGE | | | | | 30 224,76 | 489 402 118,97 | | 489 371 894,21 |
| 706302 | LAMANAGE | | | | | | 276 582 550,24 | | 276 582 550,24 |
| 706303 | DÉFENSE D'ACCOSTAGE | | | | | 23 454,02 | 66 198 795,98 | | 66 175 341,96 |
| 706304 | FOURNITURE D'EAU AU NAVIRE | | | | | 43 342,17 | 9 331 772,48 | | 9 288 430,31 |
| 706307 | REMORQUAGE | | | | | 9 861 853,44 | 1 085 794 451,03 | | 1 075 932 597,59 |
| 706309 | AUTRES SERVICES PORTUAIRES | | | | | 179 500,00 | 14 955 000,00 | | 14 775 500,00 |
| 706401 | DÉBARQUEMENTS | | | | | 2 965 607,10 | 1 226 306 361,43 | | 1 223 340 754,33 |
| 706402 | EMBARQUEMENTS | | | | | 1 563 500,00 | 91 502 270,00 | | 89 938 770,00 |
| 706403 | EXTRAS FRAIS | | | | | 4 579 059,12 | 181 908 518,98 | | 177 329 459,86 |
| 706410 | CHARIOTS ÉLÉVATEURS AFFECTES A | | | | | 218 400,00 | 200 227 425,57 | | 200 009 025,57 |
| 706413 | GRUES PORTUAIRES | | | | | 196 000,00 | 59 417 358,06 | | 59 221 358,06 |
| 706415 | RELEVAGE | | | | | 474 750,00 | 86 836 500,00 | | 86 361 750,00 |
| 706416 | BACHAGE | | | | | 70 500,00 | 2 922 000,00 | | 2 851 500,00 |
| 706417 | GARDIENNAGE | | | | | 356 000,00 | 86 693 437,50 | | 86 337 437,50 |
| 706418 | SÉCURITÉ PORTUAIRE | | | | | | 3 770 900,00 | | 3 770 900,00 |
| 706430 | ACCÈS CAMIONS | | | | | | 12 746 440,00 | | 12 746 440,00 |
| 706440 | REDEVANCES EXPLOITATION TP OU C | | | | | 35 000,00 | 4 281 963,35 | | 4 246 963,35 |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|-----------|--------|--------------|--------|-----------------|------------------|--------------|------------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 706450 | REDEVANCES DE TRANSIT PAR LES I | | | | | | 9 743 510,00 | | 9 743 510,00 |
| 706700 | LEVAGE CONTENEURS POUR TRANSF | | | | | 4 750,00 | 51 653 500,00 | | 51 648 750,00 |
| 706701 | LEVAGE POUR LIVRAISON | | | | | | 60 121 700,00 | | 60 121 700,00 |
| 706702 | LEVAGE POUR VISITE | | | | | | 14 250,00 | | 14 250,00 |
| 706705 | LEVAGE POUR DÉPOTAGE /EMPOTAG | | | | | 4 750,00 | 23 750,00 | | 19 000,00 |
| 706706 | LEVAGE POUR RESTITUTION DU CON | | | | | 199 500,00 | 560 500,00 | | 361 000,00 |
| 706707 | LEVAGE POUR TRANSFERT DES CON | | | | | 4 750,00 | 17 090 975,00 | | 17 086 225,00 |
| 706708 | PRESTATION DÉPOTAGE/EMPOTAGE | | | | | 5 000,00 | 10 000,00 | | 5 000,00 |
| 706709 | VISITE INTÉGRALE | | | | | | 28 000,00 | | 28 000,00 |
| 706710 | ENTREPOSAGE | | | | | 207 815,00 | 6 990 495,00 | | 6 782 680,00 |
| 706712 | SCANNING | | | | | 411 500,00 | 188 547 000,00 | | 188 135 500,00 |
| 706714 | NETTOYAGE DES CONTENEURS | | | | | | 3 564 000,00 | | 3 564 000,00 |
| 706717 | TRANSFERT DU PLEIN PAR WAGON | | | | | 1 241 010,00 | 208 000,00 | 1 033 010,00 | |
| 706718 | TRANSFERT DU VIDE PAR CAMION | | | | | | 35 686 300,00 | | 35 686 300,00 |
| 706719 | TRANSFERT DU VIDE PAR WAGON | | | | | 8 000,00 | 678 550,00 | | 670 550,00 |
| 706722 | LOCATION ENGIN CE <=/= 10T | | | | | | 28 800,00 | | 28 800,00 |
| 706725 | FRAIS DIVERS | | | | | 3 000,00 | 30 000,00 | | 27 000,00 |
| 706726 | LOCATION D'UN TERRAIN | | | | | | 581 782,50 | | 581 782,50 |
| 706727 | LOCATION D'UN LOCAL ADMINISTRATI | | | | | | 87 291,00 | | 87 291,00 |
| 706728 | LOCATION D'UN HANGAR | | | | | | 52 514 543,06 | | 52 514 543,06 |
| 706729 | NETTOYAGE CONTENEURS IOB | | | | | | 1 317 600,00 | | 1 317 600,00 |
| 706800 | PARKING GARE MARITIME | | | | | | 1 731 949,40 | | 1 731 949,40 |
| 706 | AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES | | | | | 23 028 401,70 | 4 498 248 630,51 | | 4 475 220 228,81 |
| 708100 | REDEVANCES PORTUAIRES | | | | | | 251 275 349,91 | | 251 275 349,91 |
| 708150 | PÉAGES | | | | | | 184 232 884,29 | | 184 232 884,29 |
| 708200 | TAXES DE SÉJOUR NAVIRES | | | | | | 9 944 672,73 | | 9 944 672,73 |
| 708300 | TAXES DE TRANSITS S/PALAN | | | | | | 21 508 712,70 | | 21 508 712,70 |
| 708310 | TAXES DE TRANSITS TERRES PLEINS | | | | | | 11 766 427,20 | | 11 766 427,20 |
| 708330 | TAXES DE TRANSITS HANGARS | | | | | | 5 377 682,16 | | 5 377 682,16 |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|----------------------------------|-----------|--------|--------------|--------|-----------------|------------------|-------|------------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 708400 | REDEVANCE PARC À CONTENEUR | | | | | 18 843,99 | 147 142 123,46 | | 147 123 279,47 |
| 708500 | LOCATION TERRES PLEINS | | | | | 190 759,61 | 50 357 140,00 | | 50 166 380,39 |
| 708530 | LOCATION BÂTIMENTS ET HANGARS, | | | | | | 1 255 589,92 | | 1 255 589,92 |
| 708570 | REDEVANCES OCCUPATION PLAN D'E | | | | | | 26 147 000,00 | | 26 147 000,00 |
| 708600 | CANALISATION SOUTERRAINES AERIE | | | | | | 3 673 385,96 | | 3 673 385,96 |
| 708700 | TAXES DE DÉPÔTS TERRES PLEINS | | | | | | 73 766 945,00 | | 73 766 945,00 |
| 708720 | TAXES DE DÉPÔTS HANGARS ET ABRI | | | | | | 5 190 337,62 | | 5 190 337,62 |
| 708 | PRODUITS DES ACTIVITÉS ANNEXES | | | | | 209 603,60 | 791 638 250,95 | | 791 428 647,35 |
| 70 | VENTES DE MARCHANDISES ET PRO | | | | | 23 238 005,30 | 5 290 022 881,46 | | 5 266 784 876,16 |
| 752215 | PLUS-VALUE DE CESSION INSTALLATI | | | | | | 12 213 360,00 | | 12 213 360,00 |
| 752218 | PLUS-VALUE DE CESSION AUTRES IM | | | | | | 2 557 680,00 | | 2 557 680,00 |
| 752 | PLUS VALUES SUR SORTIES D'ACTIFS | | | | | | 14 771 040,00 | | 14 771 040,00 |
| 757200 | INDEMNITÉS D'ASSURANCES REÇUES | | | | | | 302 931 620,89 | | 302 931 620,89 |
| 757 | PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPÉ | | | | | | 302 931 620,89 | | 302 931 620,89 |
| 758100 | AUT PROD DE GESTION COURANTE (| | | | | | 65 333 535,04 | | 65 333 535,04 |
| 758 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COU | | | | | | 65 333 535,04 | | 65 333 535,04 |
| 75 | AUTRES PRODUITS OPÉRATIONNELS | | | | | | 383 036 195,93 | | 383 036 195,93 |
| 761000 | REVENUES DES TITRES DE PARTICIP | | | | | | 323 033 351,61 | | 323 033 351,61 |
| 761 | PRODUITS DES PARTICIPATIONS | | | | | | 323 033 351,61 | | 323 033 351,61 |
| 762000 | REVENUS DES PLACEMENTS BANCAI | | | | | | 164 967 876,72 | | 164 967 876,72 |
| 762 | REVENUS DES ACTIFS FINANCIERS | | | | | | 164 967 876,72 | | 164 967 876,72 |
| 766000 | GAINS DE CHANGES | | | | | | 545 555,15 | | 545 555,15 |
| 766 | GAINS DE CHANGE | | | | | | 545 555,15 | | 545 555,15 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | | | | | 488 546 783,48 | | 488 546 783,48 |
| 781100 | REPRISES SUR PROVISIONS ACTIFS | | | | | | 7 405 278,09 | | 7 405 278,09 |
| 781 | REPRISES D'EXPLOITATION SUR PERT | | | | | | 7 405 278,09 | | 7 405 278,09 |
| 785100 | REPRISES SUR PROVISIONS ACTIFS | | | | | | 10 395 881,73 | | 10 395 881,73 |
| 785200 | REPRISE SUR PERTES DE VALEURS A | | | | | | 1 592 024,60 | | 1 592 024,60 |
| 785 | REPRISES D'EXPLOITATION SUR PERT | | | | | | 11 987 906,33 | | 11 987 906,33 |

Balance Générale

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

| Compte | Intitulé | A/Nouveau | | Mvts du Mois | | Cumul à ce jour | | Solde | |
|--------|---------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 78 | REPRISES SUR PERTES DE VALEUR E | | | | | | 19 393 184,42 | | 19 393 184,42 |
| 7 | CLASSE 7 - COMPTES DE PRODUITS | | | | | 23 238 005,30 | 6 180 999 045,29 | | 6 157 761 039,99 |
| | | 31 029 312 423,11 | 31 029 312 423,11 | 1 233 193 153,11 | 1 233 193 153,11 | 41 040 695 250,69 | 41 040 695 250,69 | 36 063 732 751,21 | 36 063 732 751,21 |

Comptes de Résultat

Annexe n°9

(par Nature)

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >

Identifiant Fiscal :

| Libellé | Note | Exercice | Exercice Précédent |
|--|------|-------------------------|-------------------------|
| Chiffre d'affaires | | 5 266 784 876,16 | 5 954 353 212,01 |
| Variation stocks produits finis et en cours | | | |
| Production immobilisée | | | |
| Subventions d'exploitation | | | |
| I. PRODUCTION DE L'EXERCICE | | 5 266 784 876,16 | 5 954 353 212,01 |
| Achats consommés | | -210 244 839,74 | -244 538 047,88 |
| Services extérieurs et autres consommations | | -505 107 112,92 | -377 432 283,98 |
| II. CONSOMMATION DE L'EXERCICE | | -715 351 952,66 | -621 970 331,86 |
| III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II) | | 4 551 432 923,50 | 5 332 382 880,15 |
| Charges de personnel | | -3 348 127 686,32 | -3 639 858 101,66 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | -168 027 095,00 | -167 097 200,86 |
| IV. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | | 1 035 278 142,18 | 1 525 427 577,63 |
| Autres produits opérationnels | | 383 036 195,93 | 161 124 011,59 |
| Autres charges opérationnelles | | -14 516 856,58 | -14 095 610,79 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | -1 022 239 875,14 | -1 032 518 211,39 |
| Reprise sur pertes de valeur et provisions | | 19 393 184,42 | 16 552 658,14 |
| V. RESULTAT OPERATIONNEL | | 400 950 790,81 | 656 490 425,18 |
| Produits financiers | | 488 546 783,48 | 261 007 154,73 |
| Charges financières | | -197 723 930,08 | -240 361 205,86 |
| VI. RESULTAT FINANCIER | | 290 822 853,40 | 20 645 948,87 |
| VII. RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V + VI) | | 691 773 644,21 | 677 136 374,05 |
| Impôts exigibles sur résultats ordinaires | | -81 859 970,00 | -129 830 528,37 |
| Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires | | 23 143 913,60 | 19 977 220,06 |
| TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES | | 6 157 761 039,99 | 6 393 037 036,47 |
| TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES | | -5 524 703 452,18 | -5 825 753 970,73 |
| VIII. RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES | | 633 057 587,81 | 567 283 065,74 |
| Eléments extraordinaires (produits) (à préciser) | | | |
| Eléments extraordinaires (charges) (à préciser) | | | |
| IX. RESULTAT EXTRAORDINAIRE | | | |
| X. RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | 633 057 587,81 | 567 283 065,74 |
| Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1) | | | |
| XI. RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1) | | | |
| Dont part des minoritaires (1) | | | |
| Part du groupe (1) | | | |
| (1) à utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés | | | |

Annexe n°10

DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL (EXERCICE 2021)



LES DEDUCTIONS

| | |
|--|--------------------|
| Plus-value de cession d'éléments d'actif (14 771 040,00 x 65%) | 9 601 176 |
| Dividendes reçus B.M.T | 323 033 352 |
| TOTAL DES DEDUCTIONS | 332 634 528 |

LES AUTRES DEDUCTIONS

| | |
|--|--------------------|
| Reprise Provision pour litige | 14 202 737 |
| Reprise sur provisions actifs courants (clients et tiers) | 9 710 545 |
| Gains de change | 545 555 |
| Reprise sur pertes de valeur stocks | 266 |
| Reprise sur provision (départs en retraite 2021) | 35 286 472 |
| Reprise sur provisions congés payés 2ème Semestre 2021 | 89 755 236 |
| Reprise sur charges patronales congés payés 2ème Semestre 2021 | 23 336 361 |
| Reprise sur interets payés sur emprunts | 30 396 210 |
| Produits DAT non déductibles Exercice 2021 | 153 505 685 |
| TOTAL DES AUTRES DEDUCTIONS | 356 739 068 |

TOTAL GENERAL DEDUCTIONS **689 373 595**

Annexe n°11

DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL (EXERCICE 2021)

LES REINTEGRATIONS

| | |
|---|--------------------|
| Charges locatives (immeubles non affectés à l'exploitation) | 67 000 |
| Quote-part des cadeaux publicitaires non déductibles | 2 879 350 |
| Dons | 8 585 892 |
| Taxe sur la formation et l'apprentissage | 23 734 214 |
| Taxe sur achat de véhicules haut de gamme | 350 000 |
| Provision pour départs en retraite (dotation de l'exercice 2021) | 98 357 174 |
| Amortissements des véhicules de tourisme | 2 675 533 |
| Amortissements des Immobilisations Douanes/EGPP | 320 007 |
| Amendes et pénalités | 151 000 |
| Pertes de valeur sur créances clients (dotation de l'exercice 2021) | 4 182 873 |
| TOTAL DES REINTEGRATIONS | 141 303 044 |

LES AUTRES REINTEGRATIONS

| | |
|---|--------------------|
| Charges sur congés à payer 2ème semestre 2022 | 95 163 900 |
| Charges patronales sur congés à payer 2ème semestre 2022 | 24 742 614 |
| Interets courus non échus à payer sur Emprunts | 32 237 836 |
| Entretiens Réparation véhicules de tourisme | 1 644 532 |
| Pertes de change | 66 259 |
| Produits reçus sur Obligations courus et non échus au 31-12-2020 (Dédutions 2020) | 17 287 808 |
| TOTAL DES AUTRES REINTEGRATIONS | 171 142 949 |

TOTAL GENERAL REINTEGRATIONS

312 445 993



IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

NIF 0 0 0 0 0 6 0 1 8 3 5 8 2 9 9

Designation de l'entreprise : ENTREPRISE PORTUAIRE DE BEJAIA

Activité : GESTION ET EXPLOITATION PORTUAIRE

Adresse : 13 AVENUE DES FRERES AMRANI BEJAIA

Exercice du

01/01/2021

au

31/12/2021

9/ Tableau de détermination du résultat fiscal :

| I. Résultat net de l'exercice (Compte de résultat) | Bénéfice | 633 057 587 |
|---|-------------------------------------|--------------------|
| | Perte | |
| II. Réintégrations | | |
| Charges des immeubles non affectés directement à l'e | | 67 000 |
| Quote-part des cadeaux publicitaires non déductibles | | 2 879 350 |
| Quote-part du sponsoring et parrainage non déductib | | |
| Frais de réception non déductibles | | |
| Cotisations et dons non déductibles | | 8 585 892 |
| Impôts et taxes non déductibles | | 24 084 214 |
| Provisions non déductibles | | 98 357 174 |
| Amortissements non déductibles | | 2 995 540 |
| Quote-part des frais de recherche développement non | | |
| Amortissements non déductibles liés aux opérations de crédit bail (preneur) (cf.art 27 de LFC 2010) | | |
| Loyers hors produits financiers (bailleur) (cf.art 27 de LFC 2010) | | |
| Impôts sur les bénéfices des sociétés | Impôt exigible sur le résultat | 81 859 971 |
| | Impôt différé (variation) | -23 143 913 |
| Pertes de valeurs non déductibles | | 4 182 873 |
| Amendes et pénalités | | 151 000 |
| Autres réintégrations (*) | | 171 142 949 |
| | Total des réintégrations | 371 162 050 |
| III. Déductions | | |
| Plus values sur cession d'éléments d'actif immobilisés (cf.art 173 du CIDTA) | | 9 601 176 |
| Les produits et les plus values de cession des actions et titre assimilés ainsi que ceux des actions ou part d'OPCVM cotées en bourse | | |
| Les revenus provenant de la distribution des bénéfices ayant été soumis à l'impôt sur les bénéfices des sociétés ou expressément exonérés (cf.art 147 bis du CIDTA) | | 323 033 352 |
| Amortissements liés aux opérations de crédit bail (bailleur) (cf.art 27 de LFC 2010) | | |
| Loyers hors charges financières (preneur) (cf.art 27 de LFC 2010) | | |
| Complément d'amortissements | | |
| Autres déductions (*) | | 356 739 068 |
| | Total des déductions | 689 373 596 |
| IV. Déficits antérieurs à déduire (cf.art 147 du CIDTA) | | |
| Déficit de l'année 20 | | |
| Déficit de l'année 20 | | |
| Déficit de l'année 20 | | |
| Déficit de l'année 20 | | |
| | Total des déficits à déduire | |
| Résultat fiscal (I+II-III-IV) | Bénéfice | 314 846 041 |
| | Déficit | |

(*) A détailler sur état annexe à joindre.

Bilan Actif

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >
 Identifiant Fiscal :

| Libellé | Note | Brut | Amort. / Prov. | Net | Net (N-1) |
|--|------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| ACTIFS NON COURANTS | | | | | |
| Ecart d'acquisition (ou goodwill) | | | | | |
| <i>Immobilisations incorporelles</i> | | 59 119 114,78 | 55 299 278,17 | 3 819 836,61 | 11 724 420,28 |
| Immobilisations corporelles | | 22 624 885 364,82 | 9 092 567 445,72 | 13 532 317 919,10 | 14 193 715 016,31 |
| <i>Terrains</i> | | 69 440 800,00 | | 69 440 800,00 | 69 440 800,00 |
| <i>Bâtiments</i> | | 3 606 041 469,06 | 715 360 132,44 | 2 890 681 336,62 | 2 944 768 690,96 |
| <i>Autres immobilisations corporelles</i> | | 18 810 199 095,76 | 8 377 207 313,28 | 10 432 991 782,48 | 11 040 301 525,35 |
| <i>Immobilisations en concession</i> | | 139 204 000,00 | | 139 204 000,00 | 139 204 000,00 |
| Immobilisations en cours | | 1 172 182 683,41 | | 1 172 182 683,41 | 1 147 897 095,69 |
| Immobilisations financières | | 4 299 418 251,83 | 130 095 809,96 | 4 169 322 441,87 | 4 676 437 065,87 |
| <i>Titres mis en équivalence</i> | | | | | |
| <i>Autres participations et créances rattachées</i> | | 374 625 650,63 | 113 095 809,96 | 261 529 840,67 | 261 529 840,67 |
| <i>Autres titres immobilisés</i> | | 3 906 915 648,00 | 17 000 000,00 | 3 889 915 648,00 | 4 407 030 272,00 |
| <i>Prêts et autres actifs financiers non courants</i> | | 17 876 953,20 | | 17 876 953,20 | 7 876 953,20 |
| <i>Impôts différés actif</i> | | 402 907 414,58 | | 402 907 414,68 | 384 258 331,22 |
| TOTAL ACTIF NON COURANT | | 28 558 512 829,52 | 9 277 962 533,85 | 19 280 550 295,67 | 20 414 031 929,97 |
| ACTIF COURANT | | | | | |
| Stocks et encours | | 353 946 013,97 | 1 270 773,08 | 352 675 240,89 | 335 046 008,79 |
| Créances et emplois assimilés | | | | | |
| <i>Clients</i> | 01 | 722 686 978,01 | 112 928 463,76 | 609 758 514,25 | 683 308 406,92 |
| <i>Autres débiteurs</i> | | 122 216 704,25 | | 122 216 704,25 | 81 311 943,73 |
| <i>Impôts et assimilés</i> | | 20 921 190,62 | | 20 921 190,62 | 264 473 620,49 |
| <i>Autres créances et emplois assimilés</i> | | | | | |
| Disponibilités et assimilés | | | | | |
| <i>Placements et autres actifs financiers courants</i> | | | | | |
| <i>Trésorerie</i> | | 701 925 940,19 | | 701 925 940,19 | 633 240 098,72 |
| TOTAL ACTIF COURANT | | 1 921 696 827,04 | 114 199 236,84 | 1 807 497 590,20 | 1 997 380 078,65 |
| TOTAL GENERAL ACTIF | | 30 480 209 656,56 | 9 392 161 770,69 | 21 088 047 885,87 | 22 411 412 008,62 |

Bilan Passif

Arrêté à : 13ème mois < Etat Définitif >
 Identifiant Fiscal :

| Libellé | Note | Exercice | Exercice Précédent |
|--|------|--------------------------|--------------------------|
| <u>CAPITAUX PROPRES</u> | | | |
| Capital émis | | 3 500 000 000,00 | 3 500 000 000,00 |
| Capital non appelé | | | |
| Primes et réserves / (Réserves consolidées(1)) | | 9 662 006 017,94 | 9 394 958 558,49 |
| Ecart de réévaluation | | | |
| Ecart d'équivalence (1) | | | |
| Résultat net / (Résultat net part du groupe (1)) | | 633 057 587,81 | 567 283 065,74 |
| Autres capitaux propres - Report à nouveau | | -33 152 606,87 | 539 426 410,84 |
| Part de la société consolidante (1) | | | |
| Part des minoritaires (1) | | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES I | | 13 761 910 998,88 | 14 001 668 035,07 |
| <u>PASSIFS NON-COURANTS</u> | | | |
| Emprunts et dettes financières | | 3 887 256 431,08 | 5 089 534 266,32 |
| Impôts (différés et provisionnés) | | | 4 494 830,14 |
| Autres dettes non courantes | | 139 204 000,00 | 139 204 000,00 |
| Provisions et produits constatés d'avance | | 1 472 999 172,98 | 1 409 928 470,75 |
| TOTAL PASSIFS NON COURANTS II | | 5 499 459 604,06 | 6 643 161 567,21 |
| <u>PASSIFS COURANTS</u> | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 495 554 417,43 | 475 595 811,14 |
| Impôts | | 204 081 273,32 | 356 244 169,90 |
| Autres dettes | | 1 127 041 592,18 | 934 742 425,30 |
| Trésorerie passif | | | |
| TOTAL PASSIFS COURANTS III | | 1 826 677 282,93 | 1 766 582 406,34 |
| TOTAL GENERAL PASSIF | | 21 088 047 885,87 | 22 411 412 008,62 |
| (1) à utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés | | | |

Table des matières

Liste d'abréviation

| | |
|--|------------|
| Introduction générale | p01 |
| Chapitre I : Notion général sur la comptabilité | p05 |
| Introduction..... | p06 |
| Section 01: Notions générales sur la comptabilité | p06 |
| 1.1 Définition de la comptabilité..... | p06 |
| 1.2 Les objectifs de la comptabilité..... | p08 |
| 1.3 Principes comptables fondamentaux | p08 |
| 1.4 Les approches de la comptabilité | p10 |
| Section 02 : La normalisation comptable | p11 |
| 2.1 Genèse des normes comptables..... | p11 |
| 2.2 Les objectifs de la normalisation comptable | p14 |
| Section 03 : Présentation du système comptable financier(SCF) | p15 |
| 3.1 La mise en place du SCF..... | p15 |
| 3.2 Cadre conceptuel du SCF..... | p15 |
| 3.3 Les principes et conventions utilisés par le SCF | p16 |
| 3.3.1 Méthodes comptables, comptabilité et états financiers..... | p16 |
| 3.3.2 Les hypothèses sous-jacentes à la préparation des états financiers | p17 |
| 3.4 La nomenclature et le fonctionnement des comptes du SCF | p18 |
| 3.4.1 Principes du plan des comptes..... | p18 |
| 3.4.2 Le cadre obligatoire des comptes | p19 |
| Section 04 : Les états financiers | p20 |
| 4.1 Le bilan | p22 |
| 4.2 Le compte de résultat..... | p24 |
| 4.3 Tableau des flux de trésorerie | p26 |
| 4.4 Etat de variation des capitaux propres | p28 |
| 4.5 L'annexe..... | p29 |
| Conclusion | p31 |
| Chapitre II : Déroulement des travaux de fin d'exercice | p32 |
| Introduction..... | p33 |

| | |
|---|-----|
| Section 01: Inventaire extra-comptable | p33 |
| 1.1 Date d'inventaire | p33 |
| 1.2 Déroulement de l'inventaire extra-comptable | p34 |
| 1.2.1 Les immobilisations | p34 |
| 1.2.2 Les stocks | p35 |
| 1.2.3 Les créances et les dettes..... | p37 |
| 1.2.4 Les valeurs mobilières de placement | p37 |
| 1.2.5 Les espèces en caisse (état de caisse) | p38 |
| 1.2.6 La banque (état de rapprochement bancaire) | p38 |
| 1.3 Le rôle de l'inventaire extra-comptable | p38 |
| Section 02 : Les amortissements et perte de valeur sur les immobilisations | p40 |
| 2.1 Les amortissements..... | p40 |
| 2.1.1 Définition de l'amortissement | p40 |
| 2.1.2 Rôle de l'amortissement | p41 |
| 2.1.3 Le plan d'amortissement | p42 |
| 2.1.4 Les modes d'amortissement | p42 |
| 2.1.5 Enregistrement comptable des amortissements..... | p45 |
| 2.2 Perte de valeur sur les immobilisations | p46 |
| 2.2.1 Définition de la dépréciation | p46 |
| 2.2.2 Les indices de perte de valeurs | p47 |
| 2.2.3 Les différentes valeurs à considérer..... | p47 |
| 2.2.4 La comptabilisation des pertes de valeur | p48 |
| Section 03 : Les provisions et pertes de valeurs | p49 |
| 3.1 Définition des provisions | p50 |
| 3.2 Provision pour dépréciation d'actif (perte de valeur) | p51 |
| 3.2.1 Perte de valeur sur titres..... | p51 |
| 3.2.2 Perte de valeur sur stocks..... | p52 |
| 3.2.3 Perte de valeur sur créances douteuses | p53 |
| 3.3 Provision pour charge | p54 |
| 3.3.1 Définition des provisions pour charges..... | p54 |
| 3.3.2 Réajustement de la provision pour charge | p55 |
| 3.3.3 Listes des provisions pour charges | p55 |
| Section 04 : Les écritures de régularisations | p65 |

| | |
|---|------------|
| 4.1 La régularisation des charges et produits..... | p65 |
| 4.1.1 Les charges constatées d'avances | p66 |
| 4.1.2 Charges à payer | p66 |
| 4.1.3 Les produits constatés d'avances..... | p67 |
| 4.1.4 Les produits à recevoir..... | p68 |
| 4.2 Régularisation des rabais, remises et ristournes | p69 |
| 4.2.1 RRR à obtenir | p69 |
| 4.2.2 RRR à accorder..... | p69 |
| 4.3 Régularisation des achats..... | p70 |
| 4.4 Régularisation des ventes..... | p70 |
| 4.5 L'état de rapprochement bancaire | p71 |
| 4.5.1 Le pointage..... | p71 |
| 4.5.2 L'état de rapprochement | p72 |
| Section 05 : Le passage du résultat comptable au résultat fiscal | p73 |
| 5.1 Définition du résultat fiscal..... | p73 |
| 5.2 Résultat net..... | p74 |
| 5.3 Les charges déductibles | p74 |
| 5.3.1 Les conditions générales de déduction | p74 |
| 5.3.2 Les charges fiscalement déductibles..... | p74 |
| 5.4 Traitement des différents produits..... | p75 |
| 5.5 Tableau du résultat fiscal | p78 |
| Conclusion | p80 |
| | |
| Chapitre III : Les travaux de fin d'exercice au sein de l'EBP | p81 |
| Introduction..... | p82 |
| Section 01 : Présentation de l'EPB | p82 |
| 1.1 Généralité sur le port de Bejaia | p82 |
| 1.2 Historique et cadre juridique de l'entreprise portuaire de Bejaia..... | p83 |
| 1.3 Implantation géographique du port de Bejaia | p84 |
| 1.4 Les Missions et activités de l'entreprise | p86 |
| 1.4.1 Missions de l'entreprise | p86 |
| 1.4.2 Activités de l'entreprise | p86 |
| 1.5 Organisation de l'entreprise | p85 |
| 1.5.1 Direction Générale..... | p87 |

| | | |
|-------------------|--|------------|
| 1.5.2 | Direction Générale Adjointe Fonctionnelle | p87 |
| 1.5.3 | Direction des Ressources Humaines..... | p87 |
| 1.5.4 | Direction Digitalisation et Numérique..... | p88 |
| 1.5.5 | Direction des Finances et Comptabilité | p88 |
| 1.5.6 | Direction du Système de Contrôle Interne | p88 |
| 1.5.7 | Direction Achats | p88 |
| 1.5.8 | Direction Générale Adjointe Opérationnelle..... | p88 |
| 1.5.9 | Direction Exploitation..... | p89 |
| 1.5.10 | Direction Domaine et Développement..... | p89 |
| 1.5.11 | Direction Maintenance | p89 |
| Section 02 | : Déroulement de l’inventaire extracomptable au sein de l’EPB | p89 |
| 2.1 | La balance avant inventaire..... | p90 |
| 2.2 | L’inventaire physique des immobilisations | p91 |
| 2.3 | Inventaire physique des stocks | p93 |
| Section 03 | : Régularisations de fin d’exercice au sein de l’EPB..... | p94 |
| 3.1 | Amortissement..... | p94 |
| 3.2 | Les provisions..... | p96 |
| 3.3 | L’état de rapprochement bancaire | p98 |
| 3.4 | Charges constatées d’avance et charge à payer | p98 |
| Section 04 | : Détermination du résultat fiscal et les états financiers | p99 |
| 4.1 | Détermination du résultat fiscal | p99 |
| 4.1.1 | Les réintégrations..... | p99 |
| 4.1.2 | Les déductions | p100 |
| 4.1.3 | Le résultat fiscal..... | p100 |
| 4.1.4 | Constatation des écritures comptable de passage du résultat comptable au résultat fiscal | p102 |
| 4.2 | La balance après inventaire | p102 |
| 4.3 | Détermination du Compte de résultat par nature..... | p103 |
| 4.3.1 | Les écritures de regroupements des comptes de gestion..... | p104 |
| 4.3.2 | Le compte de résultat | p106 |
| 4.4 | Le bilan 2021..... | p107 |
| 4.5 | Les écriture de clôture de l’exercice 2021 | p108 |
| | Conclusion | p109 |

| | |
|-------------------------------------|-------------|
| Conclusion générale..... | p110 |
| Bibliographie | P113 |
| Listes des schémas | p116 |
| Liste des illustrations..... | p116 |
| Liste des tableaux | p116 |
| Liste des annexes | 118 |

Annexes

Résumé

Résumé :

Après notre travail de recherche, nous avons pu déduire la particularité de chaque tâche effectuée lors des travaux de fin d'année et leurs objectifs, mais bien entendu dans chaque système il y a aussi des erreurs.

Les travaux de fin d'exercice servent à réaliser les différentes opérations dites de clôture pour permettre l'arrêt de l'exercice et l'établissement des tableaux de synthèse comptable (bilan, tableau de compte de résultat et tableaux annexes) et la liasse fiscale.

Son processus consiste tout d'abord à réaliser une balance avant inventaire, puis à procéder à un comptage ou un inventaire de tout ce que l'entreprise possède, afin de constater les erreurs significatives, ensuite passer les écritures de régularisation concernant les amortissements, les provisions, les charges et les produits, pour enfin établir une balance après inventaire pour dégager le résultat net.

Ce travail d'inventaire est distinct des opérations courantes et n'est effectué qu'une fois par an à la fin de l'exercice comptable en vue d'atteindre différents objectifs :

- L'objectif comptable : Il s'agit de déterminer le résultat comptable (bénéfice ou perte), et d'établir les états financiers requis par le SCF ;
- L'objectif fiscal : Il vise à établir le résultat fiscal pour le calcul de l'impôt à payer. Le résultat fiscal peut être différent du résultat comptable.

Mots clé : Travaux de fin d'exercice, Résultat comptable et fiscale, Etats financiers, Clôture des comptes, Entreprise Portuaire de Bejaia (EPB).

Summary:

After our research work, we were able to deduce the particularity of each task performed during the year-end work and its objective, but of course in each system there are also errors.

The year-end work is used to carry out the various operations known as closing to allow the end of the fiscal year and the establishment of the accounting summary tables (balance sheet, income statement table and annex tables) and the tax return.

Its process consists first of all in carrying out a balance before inventory, then in proceeding to a counting or an inventory of all that the company possesses, in order to note the significant errors, then to pass the entries of regularization concerning the depreciations, the provisions, the expenses and the products, to finally establish a balance after inventory to release the net result.

This inventory work is distinct from the current operations and is carried out only once a year at the end of the accounting period in order to achieve different objectives:

- The accounting objective: It is to determine the accounting result (profit or loss), and to establish the financial statements required by the SCF;
- The tax objective: It aims at establishing the tax result for the calculation of the tax payable. The tax result may be different from the accounting result.

Key words: Year-end work, Accounting and tax result, Financial statements, Closing of account, Port Company of Bejaia

ملخص:

بعد البحث الذي أجريناه، تمكنا من استنتاج خصوصية كل مهمة تم تنفيذها في نهاية السنة المالية والهدف منها، لكن بالطبع هناك أخطاء في كل نظام.

تستخدم أعمال نهاية العام لتنفيذ مختلف عمليات الإغلاق للتمكن من وقف السنة وإعداد جداول المحاسبية الموجزة (الميزانية العامة، بيان الدخل والجداول المرفقة) والتقارير الضريبية.

تتمثل العملية أولاً وقبل كل شيء في إجراء رصيد قبل الجرد، ثم يليه عملية عد و جرد لكل ممتلكات الشركة، من أجل ملاحظة أي أخطاء. ثم تسجيل قيود التعديل المتعلقة بالاستهلاك المخصصات، المصروفات والإيرادات، لإنشاء رصيد بعد الجرد في النهاية لإظهار صافي الدخل.

أعمال الجرد هذه منفصلة عن العمليات الجارية ولا تنفذ إلا مرة واحدة في السنة في نهاية السنة المحاسبية من أجل تحقيق أهداف مختلفة:

الهدف المحاسبي: يتمثل ذلك في تحديد النتيجة المحاسبية (الربح أو الخسارة)، وإعداد البيانات المالية التي يطلبها النظام المحاسبي المالي الجديد.

الهدف الضريبي: يهدف إلى تحديد النتيجة الضريبية، لحساب الضريبة المستحقة الدفع. قد تكون النتيجة الضريبية مختلفة عن النتيجة المحاسبية.

الكلمات الرئيسية: أعمال نهاية السنة المالية، نتيجة المحاسبة والضرائب، البيانات المالية، إغلاق الحسابات، مؤسسة ميناء بجاية.